L'EUROPE SANS SLOGANS (pages 13, 14, 15)

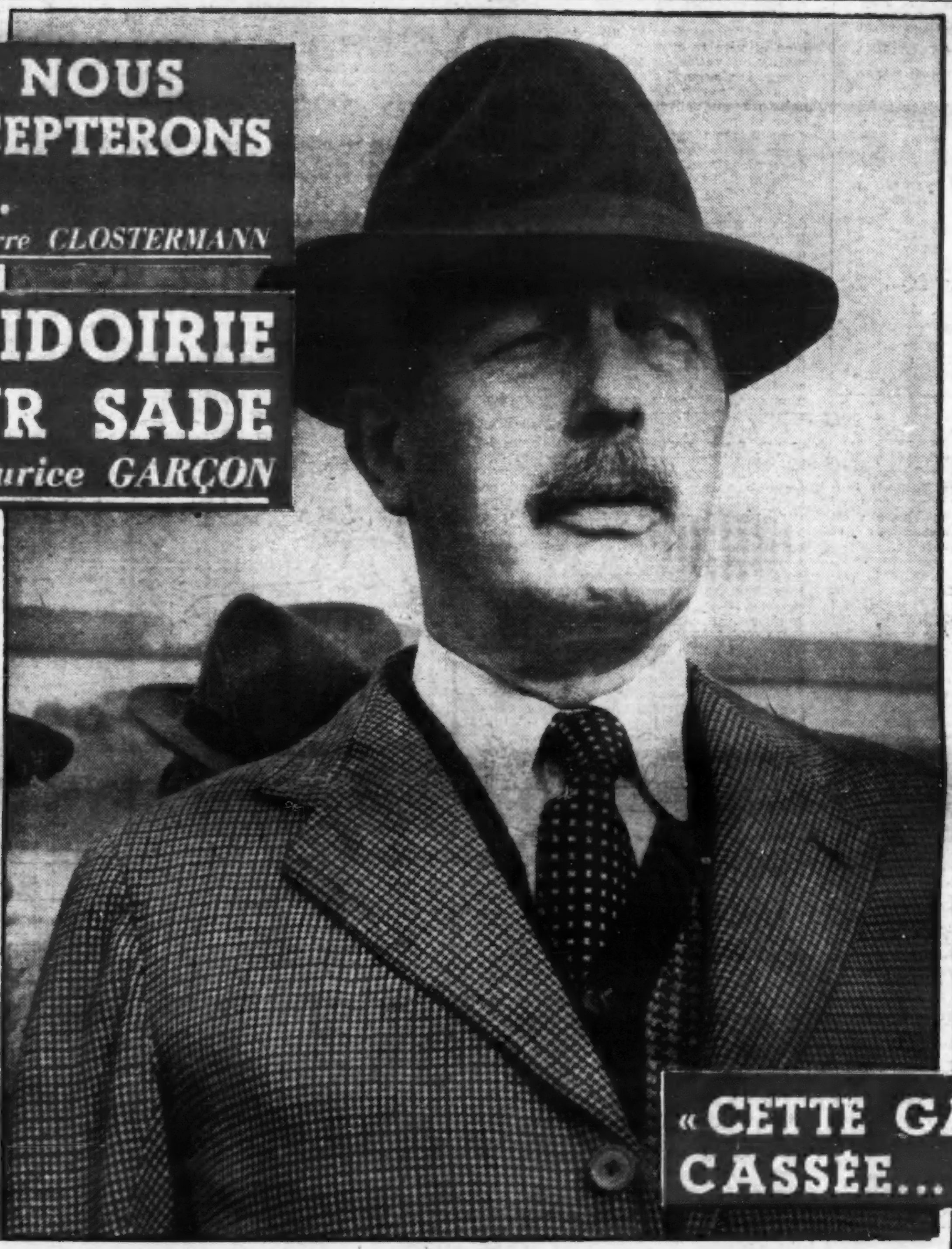
L'EXPRESS

18 JANVIER 1957. — N° 291 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME-UNI BIBLIOTHÈQUE QUEENSBERRY PLACE, LONDON, S.W.7 o 828

NON, NOUS N'ACCEPTERONS PLUS...
par Pierre CLOSTERMANN

PLAIDOIRIE POUR SADE
par Maurice GARÇON



« CETTE GAUCHE CASSÉE... »

M. HAROLD MACMILLAN

« ...Si le public est disposé à honorer en eux le mérite de leurs parents, il s'attend à en trouver les traces chez leurs descendants... Noblesse oblige. »
Duc de Lévis (Maximes et Réflexions)

CETTE SEMAINE :

LES AFFAIRES POLITIQUES. — A Paris, le résultat des élections marque une défaite de la gauche, et une « victoire du molletisme » qu'analyse Maurice Duverger. « Cette gauche cassée, paralysée... » écrit Sartre examinant les perspectives qui lui restent. Elle marque aussi la « désinformation » du public. Mais la proximité du débat à l'O.N.U. contraint au silence beaucoup d'hommes, journalistes et parlementaires, qui ne peuvent se résoudre à rendre plus mauvais le dossier de la France. Avec un bon dossier, sur le Togo, un ministre énergique et compétent a remporté une victoire aux points. Mais c'est de l'Europe que s'occupe le Parlement... « L'Express » la présente, sans slogans. — A Londres, les conservateurs, qui ont toujours su s'adapter à l'évolution de la société, donnent des signes d'essoufflement. A. Bevan dit pourquoi des élections doivent avoir lieu et K. S. Karol fait le portrait du nouveau « Premier », Harold MacMillan. — Troubles en Espagne : les intellectuels, du silence où ils sont enfermés, lancent un cri.

PARIS EN PARLE. — Maurice Garçon, de l'Académie française, plaide pour un inconnu : le marquis de Sade. Carlo Levi, répondant en s'amusant à des questions indiscrètes, donne un « divertissement à l'italienne ». Et c'est aussi en Italie que le grand procès de la saison se joue : l'affaire Montesi. — Les étudiants sont déçus, le ministre s'explique. — Le Mariage de Figaro pose le problème de la pérennité du « théâtre engagé ». — Jouhandeau fait et défait ses paniers de jonc. — Les spécialistes de l'atome s'affrontent, etc.

9 HEURES DE TRAVAIL EN 8 EN ÉVITANT LES PERTES DE TEMPS AU TÉLÉPHONE

Le MEMOPHONE vous évite de rechercher ou de vous remémorer ainsi que de composer le numéro du correspondant habituel que vous désirez appeler ; il vous suffit de placer le curseur sur son nom, inscrit sur le tableau de l'appareil, et l'appel se fait tout seul. En cas de « pas libre », l'appel est refait semi-automatiquement. De plus, le Mémophone ne fait jamais de faux numéro. Le Mémophone économise donc votre mémoire, votre temps, vos nerfs, votre argent. Vous serez étonné des services qu'il vous rendra. Son prix, en France, est de 36.000 fr., pose comprise, garantie totale un an.

Documentation X 5 sur demande à S.A.N.E.M., 82, rue Saint-Lazare, Paris (9e). TRI. 61-12.

WD

Charles of the Ritz

51, Avenue Montaigne

INSTITUT DE BEAUTÉ - BOUTIQUE - SALON DE COIFFURE

PHILIPPE Directeur Technique, GEORGES, JEAN-PIERRE, JACQUES-BERNARD, reçoivent leurs clientes sur rendez-vous tous les jours, Samedi excepté

Tél. ÉLY. 55-39 Garage Privé

* * * * *

COURRIER

« L'EXPRESS »

91, Champs-Elysées, Paris (8)
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER (rappelé)

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES :
Pierre VIANSSON-PONTE
Jean DANIEL

ACTUALITES : Sylvain ZEGEL

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET

LETTRES : François ERVAL

PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE

SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :

Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :

Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Jean-Claude BRISVILLE, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

Un chacal est toujours un chacal

(...) Nous ne sommes pas des émasculés en Algérie ! Mais je vous vois esquisser un rictus de mépris : évidemment l'insulte est l'arme des faibles, et j'en use ! Mais détrompez-vous, la faiblesse n'est pas de notre côté ; apprenez donc que nous sommes forts, très forts. (...)

J'en reviens à cette journée du 29/12. Vous parlez de commandos venus de l'extérieur, de nervis, etc. Combien votre mauvaise foi concurrence votre bêtise ! Bien sûr, ce sont des non-Algérois qui ont malmené quelques Arabes, mais qui étaient-ils ? des Boufarikois, bien sûr, des concitoyens de Froger. (...)

J'insiste à nouveau sur notre force, nous en sommes conscients, nous avons le passé qui s'en porte garant (...).

Mais me direz-vous, en cinquante ans, en moins même, les choses ont terriblement changé ? Peut-être. Mais il est une chose qui ne changera pas, qui n'a pas changé durant des siècles d'obscurantisme : c'est l'âme arabe ; ici nous leur disons : « Un chacal est toujours un chacal, Kelb, ben Kelb ». Ils comprennent, baissent les oreilles, mettent la queue entre les jambes et ne demandent pas leur reste. Mais vous, vous envenimez les rapports, vous l'avez fait dès l'origine (...).

Mon but en prenant la plume n'était que de vous crier mon dégoût de votre bêtise crasse (...). Fils et petit-fils d'Algérien, catholique pratiquant, vingt-six ans, célibataire, employé de banque, beau garçon, pas la moindre propriété mais possédant un amour débordant pour mon Algérie tout entière, ce même amour qui permettra à un million 200.000 hommes de vaincre.

MAURICE JUANICO,
Alger.

Les institutrices et l'étude

Je trouve plaisante la phrase de votre journal : « C'est ce que se demandent avec inquiétude les instituteurs qui, en surveillant les enfants après les classes, pouvaient améliorer un traitement souvent dérisoire ».

Pour le premier trimestre de l'année scolaire 1956-57, la ville de Flers verse aux institutrices d'une école de filles : 2.560 fr. Il faut ajouter, il est vrai, 2.200 fr. pour ce même trimestre versés par les élèves non admises gratuitement à l'étude.

Mme HALBOUT,
Flers (Orne).

Avant que tombe le silence

Avant que tombe le silence sur la « tragédie du mont Blanc », je voudrais vous apporter quelques informations que je crois de nature à intéresser vos lecteurs.

Il n'est pas exact d'écrire que ce drame souleva dans Chamonix un problème sans précédent. Sans remonter au fameux sauvetage hivernal du célèbre Suisse Lambert, dont je suis mal informé, il existe deux affaires récentes qui, pour s'être bien et vite terminées, n'en posèrent pas moins en vallée les mêmes cas de conscience. Il s'agissait d'alpinisme d'été, mais dans des parois de difficulté exceptionnelle où un sauvetage s'annonçait aléatoire et périlleux. Sur le plan des décisions à prendre (le seul vrai plan tragique en profondeur), le problème était donc identique.

En août 1951, le guide allemand Heckmair, célèbre pour sa première ascension de l'Eiger, se trouva pris par la tempête dans la face nord des Grandes Jorasses. Il n'y eut qu'un homme pour organiser une caravane de secours : Lionel Terray. Il était déjà parti avec quelques amis lorsque l'on apprit l'arrivée d'Heckmair à Courmayeur. Or, la veille de son ascension, Heckmair avait eu soin de prendre l'avis de Terray, pour lequel il éprouvait la plus grande considération. Avec sa parfaite connaissance du massif, Terray lui avait déconseillé l'entreprise dans les conditions du moment. Il aurait donc pu, plus que tout autre, se désintéresser des suites de l'aventure.

En septembre 1955 se déroula à Chamonix un scénario tout à fait comparable à celui qui souleva les passions ces jours-ci. On apprit que deux alpinistes se trouvaient depuis trois jours dans la face nord des Droites et, le mauvais temps s'étant abattu sur le massif, on avait tout lieu de les croire en perdition. La Compagnie des guides, qui était de permanence de sauvetage, refusa de se porter au secours des téméraires (car on est toujours téméraire quand on n'a pas encore réussi). Il n'y eut qu'un homme pour organiser une caravane : Lionel Terray. Cette fois déjà, devant la carence des Chamoniards, la Fédération française de la montagne, c'est-à-dire M. Devies, téléphona de Paris pour couvrir l'opération.

L'action de Terray déclencha finalement l'appui de l'Ecole militaire de haute montagne, puis de l'Ecole nationale d'alpinisme, si bien que Terray et ses amis se trouvèrent le lendemain au sommet des Droites en compagnie de plusieurs moniteurs de l'E.H.M., de ceux-là mêmes qui séjournèrent dernièrement à Vallot. Par une merveilleuse coïncidence, ils s'y rencontrèrent avec les deux « naufragés » qui achevaient tout juste leur ascension. Ceux-ci étaient en bonne forme, mais, n'ayant ni mangé ni bu depuis deux jours, ils n'accueillirent nullement la caravane par des insultes...

Il était bon, je pense, de faire ce retour en arrière pour constater d'où viennent toujours les initiatives dans les moments difficiles, là en définitive où le mot de sauvetage possède réellement le sens noble qu'on lui attribue couramment. Il est vrai, et ce sera ma conclusion, que nul ne saurait reprocher à quiconque de n'avoir pas reçu au berceau les qualités qui font un Lionel Terray.

PHILIPPE CORNUAU,
Paris.

A pleurer de honte

Le scandale des manifestations antimendésistes au Vélodrome d'Hiver et le vandalisme opéré de gaîté de cœur, devraient faire sérieusement réfléchir la majorité des Français qui ne se résignent pas à désespérer de leur pays. (...)

A défaut d'une confrontation raisonnée des opinions, les énergumènes qui ont librement opéré vendredi dernier sont évidemment incapables d'apporter, dans une discussion publique, d'autres arguments que des insultes, des grenades lacrymogènes et incendiaires et une frénésie de destruction et de meurtre.

Certains en ont pu rire, mais la plupart en ont certainement pleuré de honte et de dégoût.

LÉON FARHI,
Deuil-La Barre (S.-et-O.)

L'importance de Sade

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les propos échangés par M. Jean Paulhan et le président du Tribunal de la Seine au cours du procès intenté par le Ministère public à Jean-Jacques Pauvert, éditeur du Marquis de Sade.

Le président n'a pas relevé un mot de M. Paulhan que je cite ici : « L'importance de Sade à la fois comme écrivain — c'est un très grand écrivain — et comme philosophe... »

M. Paulhan mieux que personne ne sait-il pas que Sade n'est pas du tout un très grand écrivain et que c'est même un très mauvais écrivain, pompeux, verbeux, redondant dans ses passages « cochons » ? (...)

Pierre JAVET,
Paris.

Intelligence et morale

Le procès Pauvert et l'interdiction de 25 livres licencieux ou estimés tels, alors que des journaux et magazines (dont beaucoup destinés aux enfants) propagent librement des formes d'inculture pires que l'analphabétisme, prouvent que l'intelligence est moins jalousement protégée que la « Morale » : on appelle ainsi une varité agressive d'obsession sexuelle qui, dans le cinéma, la presse et l'édition, ne s'intéresse qu'à la pornographie. La description de la violence la révolte moins que celle du plaisir : elle préfère le cadavre à la nudité.

C. JACOB,
Palaiseau.

Rien pour les maintenus

(...) A ma base, où je suis depuis deux ans, rien n'a été prévu à ce jour quant à une éventuelle libération des classes 54/2 A, B, C et 55/1 A, B, etc. Ayant à différentes reprises interrogé à ce sujet les services compétents, il m'a toujours été répondu que *rien* n'était prévu.

On a tenu parole au sujet des rappelés, je m'étonne qu'on oublie totalement les maintenus. (...)

G. S.,
Maroc.

A bon chat, bon rat...

En réponse au « Chat chat chat » de Siné :

ANNE LIORZOU
douze ans et demi
Viroflay

L'armée n'est pas un employeur

Appelé en juin 1954, maintenu un an, marié en juillet dernier, donc sous l'autorité militaire, libéré tout dernièrement, je me vois refuser toute subvention de la part de la Sécurité sociale pour les frais d'accouchement de ma femme. L'armée n'étant pas considérée comme employeur, il me faut prouver une inscription à une mutuelle ou à ladite Sécurité sociale dix mois avant l'accouchement qui aura lieu en juillet. Après un bref coup d'œil, vous vous apercevrez que cela tombe dans la période de mon maintien, donc refus systématique des divers bureaux contactés. En outre, ayant fini mes études au Moyen-Orient, juste avant mon rappel sous les drapeaux, il m'était impossible d'être inscrit à la Sécurité sociale, cet organisme ne reconnaissant pas les Français à l'étranger.

Après de belles promesses faites aux rappelés et aux maintenus, nous n'avons même pas droit aux avantages que nous aurions dans le civil à cause même de ces trente mois passés sous les drapeaux, souvent contre notre gré. Pourtant, il semble que le remboursement des frais d'accouchement, si lourds pour un jeune ménage, nous serait plus précieux que la suppression de la taxe sur les autos ou le permis de chasse.

A. DE ROBIANO DE SAFFRAN,
Sèvres.

De Gaulle et Lüthy

Vous dites que l'article d'Herbert Lüthy sur « le cas de Gaulle », que publie *L'Express* en son numéro 289, traduit « le calme de l'observateur non concerné ». Je n'en suis pas certain. (...)

Dans le texte publié par *Preuves* (n° 69) du même article, dont *L'Express* donne les principaux extraits, Lüthy relève que de Gaulle parle du « nationalisme effréné » des Libanais (II, 194) — expression qui, dit-il, « ne manque pas de sel sous sa plume ». Or, il ne s'agit que du « nationalisme effréné » de la Chambre nouvelle élue au Liban en juillet 1943. Ce qui fait quelque différence.

Plus grave et plus révélatrice est l'interprétation hasardée par Lüthy du titre que de Gaulle donne au second chapitre du dernier volume des « Mémoires » : « Tragédie », qui évoque le débarquement allié en Afrique du Nord, et que je trouve, cette fois, dans les paragraphes publiés par *L'Express*. « Cette qualification, écrit Lüthy, ne s'applique évidemment pas à l'assassinat de Darlan, dont la disparition (c'est de Gaulle qui parle) semblait conforme à la dure logique des événements, mais au fait que cette immense opération... fut entreprise non seulement en dehors du général de Gaulle, mais à son insu, et en ignorant jusqu'à son existence ». Or, il est trop évident que si le moment parut tragique à de Gaulle, ce n'est point parce que son pouvoir n'y fut pas reconnu, mais parce que la flotte française se sabordait à Toulon et que des Français portaient les armes les uns contre les autres.

GAÉTAN PICON.

Douze ans après

C'est avec un réel plaisir que je lis chaque semaine votre journal qui mène un combat courageux et farouche contre l'injustice, pour la vérité et la paix. C'est donc avec surprise que j'ai constaté votre silence au sujet des persécutions odieuses dont les juifs d'Egypte sont victimes (...).

Douze ans après la défaite allemande, nous assistons à un spectacle horrible : des êtres humains traités comme des bêtes. Car comme vous le savez, les juifs d'Egypte subissent les traitements les plus odieux. Ils sont expulsés de leurs propriétés, dévalisés et jetés dans des cachots infects sans autre forme de procès (...).

On se tait pourtant. N'y a-t-il plus de morale dans le monde ? N'est-elle plus qu'une matière qu'on enseigne à l'école primaire ?

J. ELHADAD,
Ouezzane.

Des enfants heureux

Les gagnants du « Petit Concours » organisé par « L'Express » pour envoyer des enfants dans la neige sont rentrés et nous écrivent :

Je viens vous remercier d'un voyage et d'un séjour qui resteront dans les souvenirs de mon adolescence comme un rêve merveilleux.

ANNICK SÜSS,
Paris.

Merci encore d'avoir fait un enfant et une maman heureux.

C. BERTZ,
Paris.

[*Nous sommes heureux pour eux. Et, bien entendu, nous recommencerons.*]

Mots croisés n° 66

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2				■				
3								
4						■		
5			■					
6		■						
7					■			■
8						■		
9								
10			■					

66

HORIZONTALEMENT : 1. Il connaît mieux que personne les semences. — 2. En sandwich à Londres. Pas préparé, pas lavé ou mal corroyé. — 3. Donne, par sa fécondité, des occasions de conclure des paris amicaux ou familiaux. — 4. Dauphine, qui fit preuve d'un esprit large. Répété, dès la première année. — 5. Se dit souvent, l'index pointé. Séjour brillant d'une impératrice déchue. — 6. Maîtrise. — 7. Ni à vous, ni à moi, ni à lui. Numéro d'ordre d'un Henri qui finit dans un assaut. — 8. Grecque, hors de Grèce. Dans Québec, mais pas dans Vancouver. — 9. Habile, capable. — 10. Deux voisines, un peu avant la fin. Vit un sauvage corps à corps entre un roi et un héros.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	A	S	S	I	S	T	E	R
2	M	A	U	V	A	I	S	E
3	I	N	C	O	N	N	U	S
4	D	I	R	I	G	E	■	S
5	O	T	E	R	■	S	A	O
6	N	A	■	E	S	■	R	O
7	■	I	D	■	A	G	I	R
8	A	R	M	A	G	N	A	C
9	R	E	■	S	A	O	N	E
10	T	■	C	A	N	N	E	S

Solution du n° 65

VERTICALEMENT : I. Bayonne, Arles, Paris, Tours, Vire, etc., figurent dans son catalogue. — II. Qui allie le métal à la fibre. Positifs les uns, négatifs les autres. — III. D'Aden à Bombay. On l'a quand on voudrait s'en servir. — IV. Propre à un auguste incendiaire. — V. Chanté après Marignan et Rocroi. Formose pour Hong-Kong. — VI. Ordre à un ami docile. A dû parfois embarrasser Figaro. Initiales d'un général américain contemporain. — VII. En rapport avec des isolés. — VIII. N'est plus de Saint-Germain-des-Prés. Dont les bords sont éloignés.

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE Centre MARCOULE, recherche AGENTS TECHNIQUES CHIMISTES, ELECTRONICIENS, MECANICIENS, ELECTRICIENS ayant accompli service militaire. Sérieuses références exigées. Logement assuré à titre onéreux. Ecrire : C.E.A., Centre MARCOULE, CHUSCLAN (Gard)

Commissariat à l'Energie Atomique, Centre MARCOULE, recherche CHEF D'EQUIPE MECANICIEN, connaissances chaufferie, ventilation, station frigorifique. Logement assuré à titre onéreux. Ecrire C.E.A., Centre MARCOULE, CHUSCLAN (Gard)

INSTITUTRICE DIPLOMEE D'ETAT s'occupe en part. ou en gr. du RATTRAPAGE SCOLAIRE d'enfants franç. ou étrang. de 10 à 14 ans. Leç. part. pour ad. de cult. gén. française. LIT. 93-58 apr.-midi

Recherchons PROPRIETES
Agence LAGRANGE
34, rue Pasquier - PARIS

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

Vous trouverez dans ce numéro :

Les affaires françaises

- La Semaine, Elections.. p. 3
- Victoire du Molletisme, *par Maurice Duverger* .... p. 3
- **Nous n'accepterons plus... *par Pierre Clostermann* .. p. 4**
- Scènes de la vie d'Alger, *par Jean Daniel* .... p. 5
- En deux mots, Togo .. p. 6

Les affaires étrangères

- Message des intellectuels espagnols .... p. 7
- L'HOMME DE LA SEMAINE : HAROLD MAC MILLAN .... p. 8
- L'Angleterre doit voter, *par A. Bevan* .... p. 8
- Pologne .... p. 9
- Moyen - Orient, Allemagne .... p. 10

Actualités

- Essence, Faits divers, Justice .... p. 11
- Etudiants, Atôme .... p. 12
- Chat, Chat, Chat..., Presse Humour, Je, tu, il. .. p. 21

La marche des idées

- L'Europe sans slogans, *par Pierre Viansson-Ponté* .... pp. 13, 14, 15
- DIVERTISSEMENT A L'ITALIENNE, *par Carlo LEVI* ...... pp. 16, 17, 18, 19
- **« Cette gauche cassée... ». *Sartre juge.* p. 20**

Paris en parle

- Sous l'apparence d'un dur : Humphrey Bogart ... p. 22
- Cinéma .... p. 22
- Opéra, Théâtre ...... p. 23
- Variétés, Jazz, Exposition .... p. 24

Lettres

- On vous en parlera, La semaine, C.N.E., Revues, En bref .... p. 25
- PLAIDOIRIE POUR SADE, *par Me Maurice GARÇON* .... pp. 26, 27
- Les paniers de jonc, Traduction, Histoire .... p. 28

Les pages au féminin

- Chapeaux, Maison, Soldes .... p. 29
- Ski, Essai, Recette, Pas cher .... pp. 30 31

Et

- **LE BLOC-NOTES de *François MAURIAC.* p. 32**

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA SEMAINE

Le temps de la réflexion

En vingt-quatre heures, mardi dernier, jour de la rentrée parlementaire, le climat politique s'est dégradé et un sérieux malaise a fait son apparition.

● La veille, dans les milieux gouvernementaux, c'était l'euphorie. Les résultats du premier tour de l'élection partielle de dimanche dans le premier secteur de la Seine paraissaient plébisciter M. Guy Mollet; non que le candidat socialiste ait obtenu un succès spectaculaire, mais parce qu'un coup de barre à droite du corps électoral avait donné une solide majorité aux deux candidats, celui des modérés et celui du centre-droit, qui approuvaient le plus chaleureusement sa politique algérienne. M. Mendès France lui-même déclarait : « *L'élection représente un succès pour le gouvernement qui a vu sa politique algérienne approuvée... Politique que je n'approuve d'ailleurs pas, comme vous le savez.* »

Et le leader radical concluait :

« *L'opinion est peut-être mal informée. Mais elle est ce qu'elle est. Nous aurons à redoubler d'efforts pour l'informer de ce qui doit être fait en Algérie avant que la situation devienne trop grave.* »

● La veille encore, M. Christian Pineau était rentré d'Amérique avec des nouvelles relativement rassurantes : la porcelaine était recollée avec les U.S.A. Les nuages se dispersaient. De l'O.N.U., MM. Gaston Defferre et Houphouet-Boigny rapportaient de leur côté une solution satisfaisante de l'affaire togolaise.

Quant aux perspectives de rentrée parlementaire, elles étaient excellentes : le débat sur le Marché Commun, qui figurait en tête de l'ordre du jour, fournirait l'occasion d'un large et facile succès du gouvernement ; il pourrait ainsi se prévaloir de l'unité retrouvée de sa majorité pour faire ensuite approuver les autres éléments de son action.

● Mais mardi, d'un seul coup, tout s'est détraqué.

Les deux semaines de vacances que les députés venaient de passer auprès de leurs électeurs n'avaient eu l'effet apaisant escompté. Chez les modérés, en particulier, désormais plus sûrs de leur force, une sourde hostilité montait contre le gouvernement. Si sa politique algérienne, telle qu'elle est pratiquée, demeurait approuvée, il n'en allait pas de même des « intentions » pourtant bien timides qu'il venait de déclarer à cet égard. Surtout, sa politique économique, financière et sociale faisait l'objet des plus vives critiques. Il était question de délégation, de manifeste, d'ultimatum au président du Conseil.

● Très vite, le débat sur le Marché Commun s'annonçait moins aisé qu'on ne l'avait d'abord escompté. Huit jours plus tôt, seuls une dizaine d'hommes, en France, avaient une idée à peu près précise des dispositions déjà inscrites dans le projet de traité par les experts des six pays chargés de le rédiger et des inconnues majeures —sort de l'agriculture, inclusion de l'outre-mer — qui subsistaient. Ces dix hommes étaient les fonctionnaires chargés de suivre la négociation. Voici que dix ou quinze autres personnes — quelques ministres, quelques leaders patronaux ou syndicaux, quelques rares députés — prenaient la peine de s'informer, de réfléchir. Et cela changeait tout, à commencer par leur propre opinion.

A la tribune de l'Assemblée, M. Maurice Faure tentait sans grand succès de remonter le courant de méfiance, sinon encore d'hostilité, qui commençait à se faire jour.

● Le malaise s'accrut quand parvint dans la nuit de mercredi à jeudi la nouvelle de l'attentat, heureusement manqué, qui venait d'être dirigé à Alger contre le commandant supérieur des troupes françaises, le général Salan. Au moment où le nouveau dispositif de surveillance de la capitale algérienne venait d'être mis en place, donnant l'impression qu'un contrôle auquel rien n'échapperait était enfin établi, ce coup lancé à la tête même de notre force militaire pouvait inquiéter.

● Aussi le président du Conseil a-t-il dû se résoudre à poser la question de confiance non pour réunir une majorité, mais pour éviter le vote d'un texte trop précis qui, restreignant la marge de manœuvres des négociateurs français, risquerait de retarder encore la signature du traité.

chez votre Tailleur

Jeunesse de LAJEUNESSE

la draperie qui tient

ÉLECTIONS

Le petit plébiscite

Dans toute consultation électorale, si on laisse de côté les abstentionnistes, on constate que près de 90 % des électeurs français qui participent au scrutin ont dès longtemps fait leur choix. Les autres constituent le vote flottant, qui fait l'arbitrage entre les grandes tendances.

Ces insatisfaits ont formé successivement la base de la clientèle électorale du M.R.P., puis du R.P.F. ; en 1956, ils se sont séparés en deux tronçons ; tourné vers le progrès, l'un s'est rallié au mendésisme pour que « ça change », précisément parce que, sous le gouvernement Mendès France cela avait changé ; l'autre a rejoint l'opposition aveugle du poujadisme pour « sortir les sortants ». Aucun de ces objectifs n'ayant été atteint, les deux courants ont reflué. Telle parait être la leçon essentielle et provisoire du premier tour de l'élection partielle qui vient de se dérouler à Paris dans le premier secteur.

Si on additionne ensemble, en effet, les voix de « gauche » (communistes,

→

Victoire du molletisme

par Maurice DUVERGER

Maurice Duverger

Le comportement de 500.000 électeurs de la Seine ne reflète pas nécessairement l'opinion des 25 millions de citoyens français. Les réactions politiques de Paris sont assez différentes de celles de la province : le jour même où votait la Rive gauche, les notables de la Dordogne donnaient une autre image des réactions du pays, en réalisant un Front populaire sous le patronage et la bénédiction de M. Robert Lacoste (la vérité de Périgueux n'est pas celle d'Alger...). Cependant, les résultats du scrutin parisien sont suffisamment nets pour qu'on leur reconnaisse une valeur de signe.

Leur trait majeur est le recul de la gauche et l'avance de la droite. Ce recul est imputable au parti radical, essentiellement. Communistes et « Nouvelles Gauches », groupés, maintiennent leur pourcentage de 1946, (exactement 26.7 %) ; les socialistes également (avec une très légère avance de 0.5 %). Au contraire, les radicaux perdent près des deux tiers de leur pourcentage de l'an dernier, retrouvant à peine leurs positions de 1951 (avec une perte de 0.5 %).

La question algérienne

Le mendésisme avait attiré à gauche des suffrages modérés : ce dixième du corps électoral qui, en se balançant du centre-droit au centre-gauche, et vice versa, décide de la victoire. En s'acharnant sur M. Mendès France, la droite savait ce qu'elle faisait : détruire le « mythe Mendès » était le seul moyen de ramener à elle ces votes hésitants. Certes, la défaite du 13 janvier s'explique aussi par des causes particulières : la personnalité du candidat radical introduisait un élément de confusion. Mais n'était-ce pas, à tout prendre, le reflet et la conséquence de l'échec des tentatives pour réorganiser le vieux parti d'Edouard Herriot sur des bases nouvelles, contraires à sa nature sociologique ?

La question algérienne a probablement joué un rôle plus décisif encore. Alors que c'est au nom de la présence française en Algérie que M. Mendès France condamne la politique de M. Mollet, la droite a réussi à transformer, aux yeux d'une partie de l'opinion, cette condamnation en volonté d'abandon de la présence française.

Ce faisant, elle gagnait sur les deux tableaux : elle masquait la faillite de la politique actuelle, dès lors présentée comme la seule possible [illegible] des « nationaux » — et surtout elle disqualifiait M. Mendès France auprès de la masse des hésitants mal informés.

Une des leçons les plus graves du scrutin du 14 janvier c'est que 51 % des votants ont proclamé leur attachement à « l'Algérie française », sans se soucier le moins du monde des possibilités concrètes d'appliquer une telle politique. La moitié des Français demeure colonialiste ; un tiers est réellement anticolonialiste ; le sixième restant (M.R.P. et socialistes) hésite : de lui dépendent les chances d'une solution de compromis. Mais la S.F.I.O., en pratiquant la politique algérienne de la droite, renforce cette dernière et enferme la nation dans une impasse.

Mais demain ?

Il est vrai que cela paie. MM. Mollet et Lacoste peuvent être satisfaits. La preuve est faite que la démagogie nationaliste est utile à la S.F.I.O. : après un an de gouvernement socialiste, le parti conserve les positions retrouvées au terme d'une longue cure d'opposition. Mais les conséquences du « molletisme » n'en sont pas moins inquiétantes.

A court terme, il empêche le parti socialiste de profiter de la crise du communisme. Pour la première fois depuis douze ans, le P.C. manifeste un recul sérieux, perdant un électeur sur cinq en pourcentage (ce qui est considérable, étant donné la grande stabilité du corps électoral communiste pendant ces douze années). Or, la S.F.I.O. ne paraît avoir recueilli aucune parcelle de l'héritage, qui passe tout entier entre les mains des « Nouvelles Gauches ». A long terme, et sur un plan plus général, les fruits du « molletisme » risquent d'être encore plus amers. Le scrutin du 13 janvier confirme que la France traverse une crise aiguë de nationalisme. Elle refuse d'affronter la réalité de l'évolution des peuples d'outre-mer : à ce « défi » de l'histoire, elle répond en fermant les yeux et en se repliant sur elle-même. Tout homme politique qui s'abandonne à ce courant d'opinion est sûr du succès : le problème est de savoir si le devoir d'un gouvernement est de suivre la nation dans ses pires égarements, ou de tenter de l'éclairer sur ses intérêts véritables et de tâcher de les faire prévaloir, même au risque de l'impopularité. M. Mollet a choisi la première voie. Elle lui rapporte aujourd'hui beaucoup de suffrages et d'hommages. Mais, demain, qu'apportera-t-elle au pays ?

M. D.

(*Copyright « L'Express ».*)

→

socialistes et radicaux) et celles de la « droite » (partis du centre, indépendants et droite convulsionnaire), fiction commode, mais qui correspond encore aux vues de l'électeur, sinon aux politiques qu'elle recouvre, on s'aperçoit que le scrutin du 13 janvier 1957 a simplement annulé le coup de barre à gauche qui avait été donné par le corps électoral le 2 janvier 1956.

Selon ce schéma « droite-gauche », les pourcentages recueillis par les deux grandes tendances aux deux dernières consultations générales et aux deux dernières élections partielles du premier secteur s'établissent en effet ainsi :

	1951	1952	1956	1957
GAUCHE ..	44	43,1	53,9	43
DROITE ..	55,2	53,5	44,7	55,9

Le verdict des chiffres est clair : la gauche a cédé d'un coup tout le terrain qu'elle avait conquis, et même davantage.

Communistes et radicaux

Deux grands perdants : les communistes d'abord, dont la clientèle électorale reflue, après Budapest, de 26,6 % en 1956 à 20,2 % la semaine dernière. Les radicaux ensuite, qui tombent en chute libre de 17,7 % à 6,4 %, c'est-à-dire en-dessous de leur pourcentage de 1952 (8,6 %). Où sont allées ces voix perdues ?

La candidate socialiste enregistre un très léger gain de voix qui témoigne d'une progression modeste, mais constante (8,5 % en 1952, 9,1 % en 1956, 9,6 en 1957). La personnalité de Mme Osmin, qui a fait une campagne farouchement gouvernementale (d'où les voix « orthodoxes ») et dont les positions minoritaires sont cependant connues (d'où l'appui des opposants à la politique Mollet) explique sans doute en partie ce progrès.

Mais il paraît évident que les 6,4 % d'électeurs communistes qui manquent à l'appel ont apporté quelques suffrages à MM. Claude Bourdet (4 %) et Pierre Hervé (1,5 %), la plupart s'abstenant.

Quant aux radicaux, leur grave perte de substance (— 11,3 %) donne la clef du succès relatif, mais imprévu, du Dr Soubiran (13,6 %), candidat d'un centre-droit d'étiquette imprécise, et aussi de l'honorable résultat obtenu par M. Claude Bourdet, qui a trouvé une certaine audience dans une aile gauche déçue par l'équivoque radicale.

En face, c'est un triomphe. M. Julien Tardieu, candidat des indépendants, efface d'un coup trente ans d'échecs électoraux dans le même secteur et réunit une plus forte proportion de suffrages (32,6 %) que les modérés en avaient jamais eu sur la rive gauche de la Seine. Le M. R. P. continue sa descente vers l'abîme et ne compte pratiquement plus (4,9 %). L'extrême-droite, qui n'a jamais compté, retourne au néant (2,8 %).

Au passage à droite, avec armes et bagages, de 12 % d'indécis, faut-il attribuer la valeur d'une approbation de la politique algérienne de M. Guy Mollet ?

Oui, dans la mesure où ce transfert et l'enthousiasme des modérés expriment un accord réel de l'opinion avec la volonté prêtée au président du Conseil de maintenir « l'Algérie française » dans une situation aussi proche que possible de son statut ancien.

Non certainement, dans la mesure où une immense équivoque pèse sur les véritables intentions et les possibilités de M. Guy Mollet, l'armée et le gouvernement sachant maintenant que la restauration du statu quo est entièrement exclue.

C'est là qu'on mesure la « désinformation » d'une fraction importante de l'opinion. Les motifs du silence officiel sont parfois honteux, parfois nobles (ne pas nuire à la position internationale de la France, etc.).

En définitive, le vote de la rive gauche prouve, une fois de plus, qu'en politique la dissimulation peut être payante dans l'immédiat.

NON, NOUS N'ACCEPTERONS PLUS...

par Pierre CLOSTERMANN

Pierre Clostermann, député radical du 1er secteur de la Seine, rappelé en Algérie où il a fait, depuis le 25 juin, 146 missions de guerre sur un avion d'observation désarmé qui a été à diverses reprises dangereusement endommagé par le tir des armes rebelles, assistait jeudi dernier, en simple spectateur, à une réunion électorale organisée par le « Rassemblement National » (1). Alors qu'il était au fond de la salle — seul — il a été attaqué par une vingtaine de jeunes gens aux cris de « Vive Pétain, Vive l'Algérie française » et gravement blessé à la tête à coups de boucles de ceinturon et de matraques. Voici l'article qu'il nous a confié avant de rejoindre sa base.

IL arrive un moment où la coupe déborde et que les honnêtes gens de ce pays finissent par être submergés d'amertume et de dégoût.

La France a sué des centaines de milliards, et que de sang ! non seulement pour que le drapeau tricolore continue à être respecté en Algérie, mais aussi pour que les Européens de bonne foi qui y résident puissent continuer à vivre en paix avec les musulmans et à prospérer.

Aujourd'hui nous en avons par-dessus la tête de nous battre et de nous sacrifier pour certains enragés qui scient allégrement la planche de salut que nous leur tendons, bafouant nos lois et nos institutions qui sont inséparables de la France.

Nous voulons bien nous exténuer à pacifier l'Algérie, à essayer malgré tout la réconciliation avec les musulmans, lutter contre les fellagha extrémistes, y engouffrer des milliards en saignant à blanc la métropole et l'économie nationale.

Nous voulons bien tout, mais que l'on ne se f... pas de notre figure trop ouvertement !

Et c'est sur ce point, en dehors de toute considération d'ordre politique ou gouvernementale, que tous ceux qui se sont battus ou se battent là-bas sont d'accord avec moi car eux ne font pas leur campagne d'Algérie salle Wagram ou boulevard Saint-Germain.

Il est plus facile de crier : « Algérie française » en matraquant un paisible auditeur sans défense salle des Sociétés Savantes que d'endosser l'uniforme et de « crapahuter » le Djebel Abiod.

Il est moins dangereux de lyncher un pauvre musulman vendeur de brochettes, place Bellecour à Alger, que d'affronter en avion d'observation lent et désarmé, à 50 m. d'altitude, 4 heures d'affilée trois fois par semaine, les fusils-mitrailleurs de l'oued Hallaïl.

Nous voulons bien, mais...

Nous voulons bien que l'on paye l'essence en Algérie 30 francs de moins qu'en France et que la vente en soit libre. Nous voulons bien, messieurs les « ultras », que vous continuiez à vous enrichir sans profit pour le patrimoine national ! Nous voulons bien envoyer nos gosses et y aller nous-mêmes pour garder vos maisons, vos vendanges, vos moissons et vos vies !

Nous voulons bien crever de soif dans les Nementchas et nous crever à payer des impôts pour vous tirer d'affaire et vous payer des dommages de guerre extravagants, que vous réinvestissez à Cannes.

PIERRE CLOSTERMANN

Mais nous ne tolérerons pas que vous vous permettiez de conspuer le Président de la République qui est le premier magistrat de la France.

Nous ne tolérerons plus que le gouvernement et le Parlement élu de la France ne soient pas respectés par vous, qui vous prétendez membres de notre communauté.

Nous n'accepterons plus que nos rappelés rêvent sur leur avenir compromis en gardant les parcs à voitures des courses de lévriers.

Nous ne voulons plus de ces lynchages et de ces violences qui ravalent des hommes qui se disent Français au niveau des plus méprisables d'entre nos adversaires et qui détruisent en quelques instants un patient travail de pacification effectué au prix de la vie de centaines de rappelés, comme d'ailleurs de Français d'Algérie.

Les leçons et le chantage

Et puis, nous ne voulons plus de vos leçons de patriotisme car le patriotisme c'est avant tout le respect de la vocation des institutions et du drapeau de la mère-patrie. Vous choisissez, comme porte-parole à Paris, des hommes qui brûlent soudain de la plus impétueuse ferveur patriotique et qui ne levaient pas hier le petit doigt lorsque les Allemands campaient à Paris.

Nous en avons assez de ce chantage à la libération de la France en 1943. Les 116.000 mobilisés d'Afrique du Nord, parmi lesquels se trouvaient 52.325 évadés en provenance de la métropole, ne peuvent justifier les forfaitures présentes.

Nous ne voulons pas, et ce sera notre conclusion, être, comme le disait un de mes camarades grièvement blessé à Djeurf, « l'arrière-garde qui se sacrifie pendant l'évacuation vers la Côte d'Azur ». Nous nous battrons pour ceux de nos compatriotes qui sont honnêtes et sincèrement attachés à la terre d'Algérie, qui respecteront la mère patrie, ses lois et ses décisions.

Nous savons qu'il y a de très nombreux Français de bonne foi et de bonne volonté en Algérie — ce sont eux que nous voulons protéger, et c'est à eux maintenant de faire la preuve qu'ils sont la majorité.

Aidez-vous, et la patrie continuera à vous aider.

P. C.

(*Copyright « L'Express ».*)

(1) *A la tribune se trouvaient M. Tixier-Vignancour, son candidat, M. Courant, « représentant des Français du Maroc », le professeur Bousquet, (« ultra » expulsé d'Alger) et le docteur Causse (expulsé du Maroc).*

PRESSE

L'invité répond

Invité le 14 janvier par les représentants de la presse anglo-américaine, Pierre Mendès France a demandé aux journalistes présents de lui poser les questions auxquelles ils désiraient le voir répondre. De ce long dialogue, voici quelques éléments :

Question : Que pensez-vous de la politique algérienne de la France et du prochain débat à l'O.N.U. ?

P.M.F. : « J'ai souvent fait connaître mon désaccord avec le gouvernement sur sa politique algérienne. Je demande depuis longtemps que son action en Algérie soit complètement révisée pour permettre un accord avec la population musulmane. Je n'en suis que plus à l'aise pour dire combien je regrette de voir certains pays aborder le débat des Nations Unies dans un esprit que je crois erroné. Non seulement l'O.N.U. est incompétente pour se saisir de l'affaire algérienne mais encore personne ne peut imaginer que le débat à l'Assemblée générale nous fasse progresser vers une solution raisonnable. Les discussions, au cours desquelles se développeront les passions les plus violentes et les plus outrancières, risquent au contraire d'aggraver la situation.

« Partisan plus que quiconque de la coopération internationale et de ses institutions, je suis obligé de constater que la tribune des Nations Unies est plus propice aux discours excessifs qu'à la recherche patiente des conciliations et des compromis.

« Tout en demandant plus énergiquement que jamais au gouvernement français de réorienter sa politique algérienne, je veux mettre en garde tous nos amis à travers le monde contre des procédures qui, loin de favoriser le rétablissement de la paix, ne peuvent que stimuler les oppositions, accroître les difficultés et prolonger l'effusion de sang.

« Je ne trouve pas mauvaises les « intentions » du gouvernement ; mais ce qui compte avant tout, en Algérie, ce ne sont pas les intentions mais les actes ; c'est l'action de chaque jour qui pourrait rétablir un climat de confiance entre les populations française et musulmane et recréer sur le plan local les conditions d'une bonne coexistence. Ce qu'il y a de plus grave, c'est l'extraordinaire méfiance qui existe entre les deux communautés. Même si le gouvernement annonçait aujourd'hui les mesures les plus libérales, la population musulmane ne le croirait pas. Ses déclarations ne parviendraient pas à franchir ce mur de méfiance.

« L'essentiel est donc de prendre sur place des mesures qui témoigneront indiscutablement de notre volonté de renouer le contact. Aucune discussion sur le statut futur de l'Algérie ne sera réaliste avant que cela soit fait. Assez de plans d'avenir, assez d' « intentions » ; des actes sincères, enfin. »

Le Moyen Orient

Question : Que pensez-vous du plan Eisenhower ?

P.M.F. : « En ce qui concerne les problèmes du Moyen-Orient, la récente déclaration du président Eisenhower constitue moins une « doctrine » que l'assemblage de moyens d'intervention militaires, financiers, etc. Lorsque nous connaîtrons les solutions que le président préconise pour régler des problèmes précis (ceux du canal de Suez, des frontières d'Israël, du statut des réfugiés arabes, etc.), alors nous pourrons parler de doctrine. Si ces solutions sont réalistes et propres à sauvegarder la paix, la France sera certainement heureuse de s'y associer.

« Le problème le plus urgent est, sans aucun doute, celui des frontières d'Israël, il est indispensable que les Etats-Unis fassent connaître rapidement leur position sur cette question car elle risque de nous placer dès les prochaines semaines en face de situations extraordinairement dangereuses.

« Une politique de sagesse consiste-

PONT - L'ÉVÊQUE
☆
LEVASSEUR
toujours
LE MEILLEUR

E. OXEDA
334 rue Saint-Honoré, PARIS
ACHAT DE
BEAUX BIJOUX ANCIENS

rait pour les Nations Unies et les puissances occidentales — au moment où elles invitent Israël à renoncer aux succès militaires remportés dans le désert — à reconnaître, en même temps, comme définitives les frontières de 1948, à ne pas accepter qu'elles soient remises en question par des agressions larvées ou avouées. Il faudrait également garantir à Israël le libre passage à travers le canal de Suez et les détroits qui relient le golfe d'Akaba à la mer Rouge. »

Le Marché Commun

Question : Que pensez-vous de la situation économique de la France et des perspectives du Marché Commun ?

P.M.F. : « Je crois que le rationnement des produits pétroliers fait peser sur le pays une menace supplémentaire d'inflation dans la mesure où il peut ralentir l'expansion industrielle et aggraver un déficit budgétaire déjà lourd. Quant au Marché Commun, je le crois nécessaire car je reste partisan de l'édification européenne. Mais, comme l'a dit un homme politique avec lequel je suis souvent en désaccord : il faut faire l'Europe sans défaire la France. A cet égard, les textes actuels ne sont pas satisfaisants. »

La sécurité européenne

Question : Que pensez-vous de la situation européenne du point de vue de la sécurité internationale ?

P.M.F. : « J'avais envisagé en 1954 et 1955 de faire de l'Union de l'Europe occidentale et du pacte de Varsovie deux organisations symétriques; pensant au surplus que des passerelles pourraient plus tard être jetées entre elles. Mais ces perspectives, auxquelles je continue à croire, ne sont pas d'actualité aujourd'hui. Les événements de Pologne et de Hongrie ont provoqué des remous ; il faut attendre qu'une stabilisation s'opère au sein des pays satellites.

« On peut se réjouir de l'exemple de la Pologne, qui commence à respirer un peu plus d'oxygène, je veux dire de liberté. L'évolution dans les pays de l'Est ne peut être que lente et il peut encore en sortir le meilleur et le pire.

« Espérons que cette évolution se fera dans le bon sens. Dans ce cas, des projets comme ceux que j'avais formulés aux Nations Unies, en novembre 1954, et qui y avaient rencontré un accueil sympathique, pourront utilement être repris. »

ALGÉRIE

Scènes de la vie d'Alger

(De notre envoyé spécial Jean DANIEL.)

ALGER, capitale du terrorisme d'un pays en guerre, semble (au premier abord) vivre comme aux plus belles époques de la paix franco-musulmane. Les jeunes gens y dansent le dimanche ; les cinémas ne sont pas dégarnis. Dans les rues le même nombre de promeneurs flânent. Restaurants et cafés regorgent de monde. Les chantiers pullulent et l'on y construit de tous côtés ; il y a crise du logement (les appartements coûtent plus cher qu'à Paris). Il est à peu près impossible de garer une voiture : la circulation y est aussi encombrée qu'aux heures de pointe place de la Concorde. Quant aux incidents, ils interviennent dans des conditions si routinières et expéditives que pour les quartiers non touchés on pourrait presque croire à de simples exercices d'alertes : on entend le sifflement lointain des voitures de police dont les pneus crissent comme dans les films policiers américains; l'habitude et la discipline permettent aux ambulances et aux voitures de pompiers de se frayer un passage immédiat, et tout rentre dans l'ordre jusqu'aux journaux locaux du lendemain, dont la dernière page annonce avec un alarmisme devenu inopérant du fait de la fréquence, les assassinats, les engagements et les embuscades qui ont eu lieu sur tout le territoire.

Par les journées de soleil, les Arabes viennent entre midi et deux heures, contempler tout le long de l'immense boulevard Front de mer, les mouvements des navires dans le port et le calme insolite d'une baie indifférente. Ils ne sont tirés de leur torpeur que par les patrouilles de parachutistes auxquelles ils remettent avec une sorte de lassitude ironique leurs papiers d'identité.

Une patrouille devant la poste d'Alger
Il y a à Alger 250.000 Arabes

« Ce n'est pas juste ! »

On ne peut plus aller librement sur le môle, tout au bout de la jetée, pour aller regarder, avec le vent de la mer dans le dos, les grappes des maisons agglutinées de la Casbah dont les terrasses changent de couleur à toutes les heures du jour. Il y a bien aussi, çà et là, une impression d'attente. Quelque chose d'indéfinissable et qui signifierait qu'on est au bord d'une grande transformation. Mais enfin la vie parait se poursuivre, simple, organisée et même dynamique.

Cette première impression, évidemment, va disparaitre. Mais elle est importante parce qu'elle permet de comprendre comment on peut prononcer de bonne foi à Alger des contre-vérités, comment on peut être tenté par l'optimisme et ne pas paraitre tout à fait cynique lorsqu'on parle du dernier quart d'heure, des améliorations, etc. C'est un promeneur du square Bresson, accoudé aux parapets qui dominent le port, engageant soudain la conversation au bout d'un moment de côtoiement silencieux, qui me dit :

« Regardez tout ça... Vous croyez qu'on a mérité d'être fichus dehors ?... Non, c'est pas possible, c'est pas possible !... »

L'homme était, bien sûr, Européen. Ce qu'il appelait « tout ça », c'est l'admirable ordonnancement de toutes les nouvelles avenues qui s'entrecroisent et descendent à la mer en respectant la perspective des sites naturels. Tous les jours, il y a des Algérois qui viennent-là se dire que *« ça n'est pas possible »*, mais en même temps ils pensent obscurément que cela pourrait venir, et alors ils disent souvent (une des expressions que j'ai le plus souvent entendues : *« Ça n'est pas juste »*.

Les anecdotes

La vraie tension algéroise se découvre au fur et à mesure qu'on s'enfonce dans la vie grouillante des quartiers populeux comme Belcourt ou Bab-el-Oued, qu'on retrouve les amis, qu'on prête une plus grande attention aux regards. Au cinéma, les hommes font mine de se moquer d'une femme qui louche avec inquiétude du côté d'un paquet singulier qui pourrait bien être une bombe, et ils sont bien aise qu'elle ait pris sur elle le ridicule d'aller l'ouvrir.

Dans l'autobus la ménagère regarde avec anxiété un musulman un peu rude et qui pourrait bien être un terroriste. La mère de famille s'affole et téléphone à tous ses amis, puis au commissariat si l'enfant n'est pas rentré quelques minutes après la sortie des classes. Il y a aussi les scènes du trolley : depuis qu'une grenade a blessé quatre personnes dans un trolleybus, dont un parachutiste, retour de Chypre, qui a du être amputé alors qu'il s'apprêtait à être démobilisé, on fouille les passagers. Aux terminus ce sont les parachutistes, et ils n'inspectent pratiquement que les Arabes ; pendant le trajet le contrôle est fait par le receveur, en général musulman, du trolley, et lui, pour se venger n'inspecte que les Européens. Pendant ces séances d'inspection, ont lieu les terribles et silencieuses conversations des regards. C'est la haine, farouche chez les jeunes, désenchantée chez les vieux et qui partage les deux communautés.

De temps à autre, un incident comique fait un pont : un petit Arabe a placé un piège dans sa poche, le parachutiste qui le fouillait s'est laissé prendre le doigt. Le parachutiste est furieux, mais tout le monde rit, musulmans et Européens. A ce moment-là, le Français d'Algérie est en pleine complicité avec le petit musulman, et pour un peu il dirait : « *Nous* l'avons bien eu, le « Francaoui ».

Ensuite, il y a les anecdotes, les récits, les aventures personnelles que tout le monde vous raconte. Ce sont, au départ, les arrestations.

— Comment va Untel ?

— On l'a envoyé à Lodi.

— Et Untel ?

— Ah ! lui, on l'a envoyé à Berrouaghia.

(Lodi et Berrouaghia sont deux camps de résidence.)

— Mais ils ne sont ni l'un ni l'autre communistes ou F.L.N. !

— Evidemment ! S'ils avaient été communistes ou F.L.N., ils seraient en prison. Les camps sont faits pour interner ceux sur qui ne pèse aucune charge...

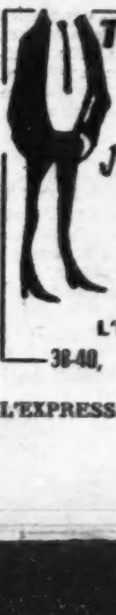
Cette affaire des arrestations est singulière. D'abord il faut savoir qu'en Algérie aujourd'hui il vaut mieux être F.L.N. qu'être communiste. Il vaut mieux même être F.L.N. qu'*avoir été* communiste. Même si l'on a rompu avec le parti. Même si l'on a rompu au temps du pacte germano-soviétique, comme c'est le cas d'un de mes amis, ou au temps du procès Rajk, comme c'est le cas d'un autre ami. En ce qui concerne le F.L.N., tout musulman est soupçonné, par principe, d'y appartenir, officiellement ou non, ou de l'aider. *« Cela me semble logique,* m'a déclaré un fonctionnaire, *puisqu'ils assurent tous approuver le F.L.N. »*

Il y a aussi les Français « libéraux » ; ceux qui se sont donné l'ingrate mission de constituer le dernier lien entre les deux communautés algériennes. Ils se sont organisés depuis la conférence à Alger d'Albert Camus qui préconisait une trève pour les innocents : la dernière grande manifestation d'unité franco-musulmane qui ait eu lieu en Algérie. Et depuis cette même manifestation, ils sont traqués : cela a commencé avec l'arrestation de M. de Maisonseul, cela se poursuit aujourd'hui avec l'internement de MM. Benzadi et Kaddache et les saisies du journal libéral «L'Espoir». La poursuite des éléments libéraux est une chose qui gêne tous les officiels lorsqu'on leur en parle. Il y a de quoi : il est notoirement connu que les libéraux travaillent pour une communauté algérienne qui ne passe pas nécessairement, pour chacun d'entre eux, par l'indépendance de l'Algérie. Le gouvernement général reporte la responsabilité de cette poursuite sur les préfets, les préfets sur l'autorité militaire, l'autorité militaire sur des initiatives policières. Mais lorsque ces poursuites ont lieu, personne ne prend l'initiative de les dénoncer : ce serait se mettre à dos les éléments ultras de toutes les organisations, et dans les périodes de terrorisme, paraître céder aux « mouvements capitulards ».

L'affaire du trolley

Tout cela s'explique parfaitement si l'on comprend qu'en dépit de toutes les déclarations d'intentions, de toutes les motions de congrès et de toutes les proclamations parisiennes, le gouvernement ne fait en Algérie que livrer une épreuve de force. Il ne s'agit pas de construire une communauté, mais de reconquérir l'Algérie et de l'occuper jusqu'à la capitulation totale et inconditionnelle des membres du F.L.N. et de tous les insurgés en général. Le gouvernement va peut-être changer de politique, mais pour le moment la seule manifestation visible, pour un observateur de quelque horizon politique qu'il se réclame, est l'épreuve de force. En ce cas, il est évidemment compréhensible que paraissent suspects et traitres tous ceux qui, à Alger comme ailleurs, veulent maintenir des rapports de compréhen-

→



TRENTE - HUIT AVENUE
de
JACK ROMOLI
crée un style avec
LE COMPLET droit ou croisé
LES CHAUSSURES italiennes
LA CHEMISE popeline ou oxford
LES CHAUSSETTES nylon ou fil
et LA CRAVATE soie
L'ENSEMBLE 38.000 francs
38-40, AVENUE VICTOR-HUGO

SOLDES
FORMIDABLES
MONTY
23, avenue Victor-Hugo - PASsy 83-19

CHEMISES popel. Alsace, depuis ..	1.200 f.
PYJAMAS popel. Alsace, depuis ..	2.400 f.
CHEMISES nylon, valeur 3.900 f. ..	2.750 f.
VESTES DAIM, valeur 29.800 f.	19.500 f.
VESTES Harris Tweed, depuis	11.900 f.
PARDESSUS hiver, depuis	13.900 f.
LODEN Autrichien, depuis	13.900 f.

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS.

LE dernier numéro d' « El-Moudjahid » (Le Combattant) qui se présente comme « l'organe central du Front de Libération National Algérien » vient de publier la liste des membres titulaires et suppléants du Conseil National de la Révolution Algérienne.

Ce titre aura probablement une résonance fâcheuse : il rappelle le nom donné par Nasser à l'état-major politique qui contrôle son gouvernement.

Il est vrai que C.N.R. sont aussi les initiales du Conseil National de la Résistance en France...

Quoi qu'il en soit — que le F.L.N. prenne ou non pour modèle l'Egypte de Nasser — les 34 membres du C.N.R.A. sont désormais publics. Outre les cinq chefs emprisonnés avec Ben Bella, y figurent : Ferhat Abbas, Yazid (actuellement observateur à l'O.N.U.), ainsi que les principaux chefs de maquis en Algérie.

★

VOICI le texte d'un tract qui a été distribué à Alger ces jours derniers aux seuls adhérents des organisations « ultras » sous pli à porter :

« Peuple d'Algérie ! Malgré les interdictions tu as conduit à sa dernière demeure, tel qu'il le désirait, le patriote Amédée Froger, tombé sous les balles des terroristes pour que vive la France. As-tu senti ta puissance ? T'es-tu rendu compte de l'incapacité des dirigeants ? Tu as pu de visu *constater que le peuple* uni est tout ; désuni, rien... *C'est le début de la rupture des chaînes dans lesquelles le système te tient prisonnier, il faut te préparer à de rudes combats d'où tu sortiras* vainqueur *si tu pars dans le combat conscient de ta force.*

« Continue à te grouper dans les dernières heures, fais confiance à tes frères qui n'ont pas failli au drapeau et qui se battent depuis des mois dans l'ombre contre les fellagha d'une part, et les usurpateurs du pouvoir républicain, de l'autre. L'heure approche... L'heure est là... *Tiens-toi prêt à l'ultime sacrifice pour que la France demeure. »*

Et c'est signé : Les Compagnons du 6 février...

★

LA Ligue des Droits de l'Homme vient de lancer « aux républicains de France » un vigoureux appel dans lequel elle crie « Alerte ! ».

Elle constate que « la guerre d'Algérie a contaminé toute la politique française, au-dedans comme au-dehors » et se propose, devant la situation actuelle (« le champ est libre pour les factieux »), de tirer de sa torpeur l'opinion républicaine.

La Ligue des Droits de l'Homme est d'une vigilance singulière. Elle a à la fois protesté contre la répression policière en Afrique du Nord et les envois d'armes en Egypte, l'expédition de Suez et les persécutions de Nasser, l'écrasement de la Hongrie et celui de l'Espagne. Ces protestations ne réunissent pas toutes les mêmes signatures... mais la Ligue, elle, demeure impassible, intransigeante, et sans aucune complaisance partisane.

B. G.

Tout le nettoyage
pour tous locaux commerciaux et privés
Travaux de Peintures
Dépoussiérage
Mise en état · Entretien
Vitres · Tapis · Parquets
RABOTAGE · ENCAUSTIQUAGE
Vernissage parquets
"L'IMPECCABLE"

→

sion amicale entre les deux collectivités.

Le F.L.N., de son côté, fait tout à Alger pour que son combat prenne l'allure d'une épreuve de force totale, elle aussi. La répression du terrorisme compense largement, par ses effets, l'impopularité souvent réelle d'un certain terrorisme musulman chez les musulmans eux-mêmes.

De nombreux nationalistes m'ont déclaré spontanément leur profond désaccord devant l'acte du trolley-bus par exemple. J'ai remarqué cependant qu'ils ne le faisaient que lorsqu'ils étaient seuls avec moi : dès qu'ils étaient plusieurs ensemble, ils gardaient le silence ou m'invitaient à comparer l'importance de cette « erreur » à côté de tous « les massacres de l'Aurès et le blocus de la Haute-Kabylie ».

Je sais cependant qu'après la grenade du trolley, un certain nombre de musulmans se sont posé des questions. Mais les arrestations, les patrouilles, les contrôles, les « opérations Casbah » et surtout, les descentes de parachutistes à Belcourt, ont rapidement fait disparaître l'intérêt de telles questions. C'est l'univers de la violence : on ne se demande plus qui a commencé ; on répond à l'agression par l'agression, on ne peut plus songer à choisir ses moyens. Dans l'autodéfense, tout s'explique et tout finit par se justifier. La violence devient raciste, elle atteint le musulman en tant que tel et le Français en tant que tel. Un Français d'Algérie qui revenait d'une prison où il était allé voir sa femme arrêtée pour avoir hébergé un membre du F.L.N. a été abattu par un terroriste F.L.N. Erreur ? Même pas. Il fallait ce jour-là qu'un Français, n'importe lequel, fût abattu.

Le drame de la grève

Parmi les épreuves de force du F.L.N., en dehors de l'insécurité permanente, il y a les grèves. Elles ne sont pas toutes efficaces. Celle de l'enseignement est par exemple reniée par chacun des étudiants, individuellement, mais après avoir été décidée à Alger à une voix de majorité, elle a été ratifiée à Paris et aujourd'hui, c'est injurier un étudiant musulman que de lui dire ce que j'ai partout entendu des parents arabes les plus nationalistes, à savoir que cette grève était absurde. D'abord parce qu'on ne voit pas, quelle que soit la solution finale, le profit que tireront les jeunes Algériens de ne s'être pas instruits, alors que ce dont l'Algérie manque le plus, c'est de cadres techniques musulmans. Ensuite, parce qu'à Alger, cette grève a de graves conséquences : les allocations familiales sont en Algérie, un sursalaire et non, comme en France, une prime à la natalité : il faut un certificat de scolarité des enfants pour que les parents obtiennent ce sursalaire.

A Alger, la grève de l'enseignement est à peu près totale, et les parents privés du certificat de scolarité ne peuvent percevoir leurs allocations : cela touche les ouvriers musulmans qui avaient un salaire moyen de 30.000 francs et parfois jusqu'à 40.000 francs d'allocations familiales. Il ne m'est pas apparu que ce mouvement ait sensiblement augmenté la maturité politique des parents d'élèves qui se désolent de voir leurs enfants jetés à la rue.

Le calcul du général Massu

Mais il y a aussi d'autres grèves comme celles que prépare le F.L.N. pendant la session de l'O.N.U. Une grève générale qui doit durer dix jours, et pour laquelle, déjà, toutes les consignes sont données. Aucun musulman ne devra sortir, tous les magasins musulmans devront être fermés. Les épiciers ont déjà reçu l'ordre de ravitailler à crédit tous les Arabes d'Alger pour dix jours. Il y a à Alger 250.000 Arabes pour 250.000 Européens : l'épicerie de détail est pratiquement tenue par des musulmans, c'est dire que les pouvoirs publics se sont déjà inquiétés du blocus de la capitale.

Le général Massu, relevant le défi du F.L.N., a déclaré la grève interdite et est allé jusqu'à prévenir les épiciers qu'en leur absence les magasins pourront être défoncés et même pillés. Il y a environ 1.800 épiciers et marchands de légumes à Alger. La grande majorité en est mozabite : ce sont les adeptes d'une secte musulmane hérétique qui vivent au Mzab dans le Sud-Algérien, aux portes du désert, et qui ont toujours été persécutés par les musulmans orthodoxes.

Jusqu'à maintenant les Mozabites, comme en général les minorités, avaient un intérêt personnel au maintien de la souveraineté française. Le F.L.N. a fait un effort particulier pour les intégrer dans leur révolution, il y a réussi partiellement mais les souvenirs des anciennes persécutions restent encore trop vifs. Le calcul du général Massu est que ces Mozabites, en quelque sorte condamnés à la grève par le F.L.N., seront tout heureux d'avoir un prétexte pour ouvrir leur magasin. C'est un calcul. En fait, il n'est pas certain qu'entre les menaces de mort du F.L.N. et les menaces de pillage du général Massu, les Mozabites hésitent. D'autant qu'ils auront eu le temps maintenant d'avoir déménagé leurs stocks.

Le gouvernement général a beau protester d'intentions probablement sincères : il agit pour le moment comme s'il tenait pour secondaire la séparation des deux communautés. Au point qu'il s'interdit à lui-même le bénéfice de certains gestes salutaires. Ainsi la dissolution des municipalités de Relizane et celle de Philippeville ont-elles été opérées presque clandestinement de peur de paraître capituler devant le F.L.N. aux yeux des ultras. Or, j'ai vu à Alger parmi les quelques musulmans qui avaient appris cette dissolution des réactions qui en disent long sur la détente qu'on pourrait provoquer *aujourd'hui encore* en donnant un caractère spectaculaire à de telles décisions.

Mais non : les pouvoirs officiels se résignent à la disparition de la communauté franco-musulmane qui se meurt aujourd'hui dans l'aveugle folie d'une double intransigeance ; et c'est peut-être un des spectacles les plus bouleversants du monde actuel que d'assister à Alger, à son agonie.

TOGO

Victoire aux points

LE prince Wan de Thailande, qui dirigeait le débat final sur le Togo, venait d'inviter le représentant du gouvernement français à voter. Pour ? Contre ? On était au douzième jour de discussions épiques. Chaque mot, chaque virgule, l'usage même de guillemets avaient fait l'objet de propositions multiples, d'amendements, de contre-propositions. Pas moins de 27 votes avaient déjà été nécessaires pour mettre au point la résolution finale. Qu'allait faire la France ? Après un rapide conciliabule avec l'importante délégation franco-togolaise qui l'assistait, M. Gaston Defferre, ministre de la France d'outre-mer, se prononçait pour. Par 52 voix contre 11 et 14 abstentions le texte ultime passait...

« Victoire aux points » pour la France, constataient sèchement les observateurs. M. Defferre partait pourtant avec un très lourd handicap. Rencontrant le mois dernier un diplomate étranger, il avait constaté avec stupeur que son interlocuteur était tenu dans l'ignorance la plus complète des réalités togolaises. Carence du Quai d'Orsay ? M. Defferre le crut et le dit avec violence au Conseil des ministres. C'est pourquoi il s'astreignit, avant de partir pour New York, à informer lui-même les ambassadeurs résidant à Paris : il engageait, à dix jours du débat, une véritable course contre la montre.

Aux Nations Unies, le climat était franchement mauvais. L'affaire de Suez était encore dans tous les esprits. La proximité du débat sur l'Algérie pesait sur chaque délégation. Le front « anti-colonialiste » regroupait sans nuances les Etats-Unis, le groupe afro-asiatique et la cohorte soviétique. Mais le dossier que M. Defferre apportait était solide. Il le présentait « le front haut » et « avec bonne conscience ».

La France venait demander la suppression de son propre mandat sur le Togo : érigé en république autonome, ce pays avait plébiscité un gouvernement et une politique. Il atteignait indiscutablement sa majorité civique.

Et le Cachemire ?

Conduit par l'Inde, le groupe afro-asiatique ne l'entendait pas ainsi.

> *« En ces temps difficiles, il faut être contents de peu »*, ironisait M. Menon, qui ajoutait, méprisant : *« Un accord entre maître et domestique n'a pas de valeur »*.

On reprochait à la France de ne pas avoir accordé au Togo une indépendance totale et immédiate. L'autonomie interne au sein de l'Union française était une séquelle « colonialiste ». On prétendait ne tenir aucun compte du nouveau statut.

Les délégués togolais, entraînés par M. Avajon, le président de l'Assemblée législative, virent rouge.

> *« Nous réexpédierons par le premier avion les « enquêteurs » de la commission de tutelle »*, affirmaient-ils sans ambage. *« Dénonçons purement et simplement le régime de tutelle, puisque l'O.N.U. ignore notre existence ! »*

M. Defferre s'employait à répondre aux critiques.

> *« Certains pays devraient savoir que le mot indépendance n'est souvent qu'une façade »*, pouvait déclarer le ministre. Puis, à l'intention de l'Inde : *« Pourquoi M. Menon, qui croit incarner à lui tout seul les Nations Unies, n'organise-t-il pas un référendum au Cachemire? »*

Au délégué russe qui trouvait insuffisante la majorité dégagée en faveur du statut (71 %) :

> *« Ni la France ni le Togo ne sont arrivés au degré de perfectionnement démocratique qui produit des majorités de* 95 % *et même de* 105 % *en faveur de certains candidats... »*

M. Defferre devait pourtant renoncer à maintenir la demande de levée pure et simple de la tutelle : un compromis devenait tactiquement nécessaire.

La Tunisie vote « pour »

C'est ce compromis qui a été adopté lundi. La commission de tutelle entérine en fait l'existence du gouvernement togolais, sinon de la « République autonome ». Quand reviendront les cinq enquêteurs « invités » tant par la France que par le gouvernement togolais lui-même à constater la réalité de l'autonomie togolaise, l'O.N.U. se prononcera, sans doute l'année prochaine, sur la levée définitive de la tutelle...

Remporté dans des conditions particulièrement difficiles, puisque le procès de la France est, dans les couloirs de l'O.N.U., devenu quotidien, le succès du ministre de la France d'outre-mer se mesure à une constatation : il a réussi à rompre en faveur de notre pays l'unité du bloc afro-asiatique. Le Cambodge et le Laos ont voté avec la France. La Tunisie a fait de même. Le bloc communiste s'est abstenu. On trouve parmi nos adversaires irréductibles, certes, l'Inde et l'Egypte, mais le vote acquis en faveur de la France prouve que la politique érigée par la loi-cadre en Afrique noire retourne en notre faveur la majorité internationale, au moment même où cette politique ne satisfait nullement les « anticolonialistes » sommaires...

Well
21 RUE ROYALE
TAILLEUR
CHEMISIER
SOLDE
SES ARTICLES DE QUALITE

CHEMISES - Val. 3.900 et 2.900. A partir de .	1.000 fr.
CRAVATES soie - Val. 2.200 et 1.920. A partir de.	750 fr.
Vérit. LODEN d'import. Val. 22.500 et 18.000. A partir de.	15.500 fr.
PARDESSUS - Val. 30.000. A partir de..........	19.500 fr.
VESTES sport, tissu français ou anglais. Val. 17.500 et 12.900. A partir de	7.900 fr.
COSTUMES serge et peigné. Val. 30.000. A partir de.	15.800 fr.

SOUPER aux CHANDELLES

La douce lumière des chandelles ajoute au charme des visages aimés et il n'est jusqu'aux objets les plus familiers qui ne prennent, grâce à elle, un aspect irréel. Mais comment reproduire chez vous la délicieuse atmosphère d'un vrai souper aux chandelles ?

Les Grands Magasins « AU BON MARCHE » y ont pensé dans leur exposition annuelle le « PRESTIGE DE LA TABLE » qui aura lieu du 15 janvier au 2 février et où les styles anciens et très modernes seront également représentés avec la participation de : Baccarat, Saint-Louis, Lorraine, Christofle et Ercuis.

Communiqué.

Une lettre des intellectuels espagnols :

L'ESPAGNE, CETTE HONGRIE...

Au moment où les étudiants et les universitaires espagnols viennent, à Barcelone, de prouver une fois de plus qu'ils étaient le principal ferment de la révolte contre la dictature franquiste, des intellectuels espagnols viennent de nous faire parvenir clandestinement une « lettre aux intellectuels étrangers » dont nous donnons ici de larges extraits.

Ce document est signé des plus grands noms de l'université, de la littérature et de la science espagnole. On comprendra pourquoi nous ne les reproduisons pas.

DE cette Espagne qui traîne vingt ans d'indignité et d'appauvrissement intellectuel, peu de voix ont surgi susceptibles de représenter de quelque façon que ce soit l'état d'opinion des intellectuels espagnols.

Le silence n'est pas dans notre cas un symptôme de mort, il provient de causes qui, par ordre d'importance, sont les suivantes : la crainte de la répression, l'absence d'intercommunication d'idées qui puissent cristalliser une action d'ensemble, le manque de foi en la résonance que l'on pourrait rencontrer dans un monde chaque jour plus disposé à considérer comme valable et utile le régime de terreur en vigueur au sud des Pyrénées.

Ceux qui écrivent cette lettre ont repoussé ces motifs d'inertie, car ils croient encore en la capacité d'action du monde libre ; et si, comme cela s'est toujours produit jusqu'à présent, celle-ci ne se manifeste pas, ils aspirent à laisser un témoignage d'amour de la liberté à ceux qui, dans le futur, affronteront l'étude historique de la gigantesque prison qu'est aujourd'hui l'Espagne.

Mort aux intellectuels !

La guerre civile de 1936 fut, sur le plan culturel, une catastrophe aux conséquences incalculables. Pendant les vingt années qui la précédèrent, l'Espagne menait à bon terme le procès d'identification aux plans européens commencé deux siècles auparavant ; de nombreux noms, de rang international, s'incorporaient au dialogue scientifique, philosophique et artistique.

Il serait difficile d'imaginer les répressions féroces qui suivirent dans les deux zones combattantes le déchaînement de la guerre civile. Les intellectuels et les artistes, rendus responsables de l'état politique, furent poursuivis avec acharnement. Dans l'Université de Salamanque, le cri du général Millan Astray : « *Mort aux intellectuels espagnols !* » en solennelle occasion jeté à la face de Unamuno, résumait la haine accumulée par l'armée et les minorités espagnoles de droite envers tout le mouvement de renouveau dont les hommes politiques républicains étaient les promoteurs. Ce cri, hurlé dans les premiers jours de la guerre civile, fut comme un présage, comme un programme politique de fortune en attente d'un développement ultérieur. Tout ce qui depuis est arrivé en Espagne dans le domaine de la culture n'est que la réalisation implacable de ce cri sinistre.

Pendant les années de guerre, le programme fut exécuté en phases décisives et sanglantes. *Le jour où des statistiques pourront être établies, on sera étonnés, épouvantés par cet effort colossal d'un régime en vue de détruire l'intellectualité espagnole.* L'exil de tous ceux qui réussirent à échapper à cette tuerie vint compléter la ruine.

Un saut en arrière sans précédent

Le pays se trouve donc en 1939 dans la plus grande pauvreté économique et culturelle. Lentement, les universités se remettent à fonctionner avec de vieux professeurs de droite et des jeunes issus du phalangisme ou du catholicisme politique, lesquels passent directement des tranchées ou (le plus fréquemment), de l'arrière-garde embusquée, à la chaire. L'art disparaît. Les sciences cessent complètement d'être cultivées. Les jeunes ex-combattants se jettent précipitamment sur les diplômes exigés pour occuper les milliers de postes que la guerre a sinistrement laissés vacants.

Le conflit mondial ne fait qu'accentuer l'appauvrissement de la culture espagnole par l'isolement auquel il la soumet. La conscience politique se maintient paralysée en face du dilemme Franco-communisme.

Dans l'Université, on instaure, à la hâte, un enseignement scolastique rigoureux. On ne poursuit pas seulement un manquement à la confession officielle religieuse et politique, mais la simple divergence du thomisme est considérée comme gravement dangereuse. *Les facultés de philosophie rétrogradent et font un saut en arrière de sept siècles, sans précédent dans la culture européenne.* Si dans les explications un nom moderne vient à être cité, c'est pour l'entourer d'insultes. Il suffit qu'une personne soit qualifiée de kantienne ou hegelienne pour qu'elle risque d'être jetée en prison.

PROCESSION A BARCELONE
La crainte de la répression...

Sur le plan culturel, le régime a tenté dans ces cinq dernières années, une expérience étrange de conciliation de termes opposés : il a voulu rendre compatibles la répression à la Millan Astray et une espèce de libéralisme tolérant en matière de culture. Deux hommes également soumis au général Franco ont incarné cette polarité : Arias Salgado, ministre de l'Information, et Ruiz Giménez, ministre de l'Education nationale. Ce dernier commença sa gestion ministérielle par une orientation que l'on pourrait superficiellement considérer pleine de bonne volonté, visant au retour en Espagne d'artistes et intellectuels éminents, s'entourant de phalangistes de quelque relief scientifique, tels que Tovar et Lain Entralgo, imaginant des moyens pour vitaliser les universités, et même en envisageant une loi d'enseignement secondaire qui restituerait à l'Etat certaines de ses prérogatives cédées à l'Eglise. Ruiz Giménez fut vite débordé par les forces réactionnaires conscientes du danger que représentait sa politique pour l'essence même du régime.

En revanche, la conduite d'Arias Salgado n'a jamais été en contradiction avec elle-même : l' « éducation populaire » placée sous sa direction, il n'hésita jamais à empêcher que cette éducation fût mise à l'œuvre. La censure entre ses mains est une tenaille inexorable.

La politique tentée par Ruiz Giménez prépara, bien malgré lui, le soulèvement des étudiants madrilènes, en février 1956. Une série de faits s'étaient produits qui comblèrent leur patience si souvent mise à l'épreuve. Le plus significatif fut la gaucherie de l'attitude officielle à l'occasion du décès de D. José Ortega y Gasset. Les sanctions plurent sur les journaux qui dépassèrent l'espace et le type des éloges autorisés ; et les revues littéraires qui tentèrent de gloser l'importance de l'illustre philosophe libéral furent suspendues (et le demeurent toujours). Le mécontentement fut centré sur une pétition concrète : la création d'un syndicat d'étudiants apolitique, à côté de celui de la Phalange. C'était peu de chose, en vérité. Un groupe de phalangistes non universitaires prit d'assaut l'Université, mais les étudiants se défendirent vaillamment et se précipitèrent dans la rue en demandant la liberté. La répression ne se fit pas attendre ; mais la presse étrangère a informé à ce sujet mieux que nous ne saurions le faire.

Il ne faut donc pas penser que les étudiants puissent à eux seuls mener à un nouvel état de choses. Mais joints à une réaction libératrice, de jour en jour plus espérée, de la part de l'armée et des masses laborieuses, ils peuvent former dans les grandes capitales une force non négligeable de cette action d'ensemble.

L'importance qu'a l'Eglise, et qu'elle a toujours eue dans la culture espagnole justifie que nous nous occupions brièvement de sa place dans ce triste panorama. Le clergé, vexé, injustement traité, voire même persécuté par l'extrémisme républicain, a fait sien le triomphe de Franco et accorda son appui inconditionné à la nouvelle situation sans s'apercevoir qu'il payait de la sorte trop cher sa liberté et sa sécurité. En effet, le franquisme a cherché de façon délibérée à s'identifier à l'Eglise, faisant de celle-ci un instrument de sa survivance et par conséquent un écran couvrant ses crimes. Dans cette association Eglise - Etat, l'Eglise a tiré des avantages matériels évidents, dont beaucoup lui étaient dus, mais l'Etat a souillé de son discrédit le catholicisme espagnol. *Le résultat en est cet anticléricalisme ambiant, peut-être encore plus aigu que du temps de la République.*

Nombreux sont cependant les évêques et prêtres qui ont pleine conscience du danger. L'insécurité que présente l'avenir politique espagnol les empêche de rompre ostensiblement avec le régime, mais le moment approche, attendu avec impatience par des millions de catholiques espagnols qui désirent être édifiés par les hiérarchies et prêtres de leur Eglise.

Nous, intellectuels espagnols, demandons :

Avant tout, de ne pas être inclus dans le mépris avec lequel on considère la situation culturelle espagnole. Notre silence est dû à la pression d'un bâillon, nullement à une abdication de notre responsabilité d'Européens. La dignité du pays a été foulée sous la botte du dictateur, mais son plus grand crime est peut-être la cruauté avec laquelle il réprime jusqu'aux activités les plus naturelles à l'esprit.

L'admission de l'Espagne franquiste à l'U.N.E.S.C.O. et à l'O.N.U. constitue deux graves attentats que le monde libre a commis contre la cause de la liberté. Avec quelle stupeur plusieurs millions d'Espagnols séquestrés assistent aux accusations que le gouvernement du dictateur lance contre les puissances qui empêchent la libre expression des peuples opprimés !

La cause de la Hongrie est notre propre cause ; nous demandons partant qu'au sein des Nations Unies on exige pour l'Espagne les mêmes mesures de contrôle que le délégué de Franco a demandées pour la Hongrie. Nous voulons seulement que l'on garantisse la libre expression de la volonté nationale et l'assurance, fût-elle minime, que cette expression ne sera pas cause de mort ou emprisonnement.

Nous voulons être libres. Nous sommes trahis par conséquent par les gouvernements qui accordent à Franco des relations de réciprocité ; l'O.N.U., qui offre un siège parmi les peuples libres au plus sanglant tyran de l'histoire espagnole ; l'U.N.E.S.C.O., qui accepte à ses délibérations les ambassadeurs du plus grand ennemi de la culture, coupable de la mort de plusieurs milliers d'intellectuels et artistes, ainsi que de la répression violente de toutes les tentatives de renaissance de l'intelligence espagnole. Ils nous trahissent aussi, et trahissent l'Europe, les hommes de sciences étrangers qui accourent aux congrès internationaux organisés en Espagne par un gouvernement soucieux de simuler un intérêt pour cette même culture qu'il persécute. Nous trahissent aussi tous ceux qui nous laissent plongés dans le silence, sans agir auprès des divers gouvernements libres en vue d'accélérer la chute du plus tragique des bourreaux de l'Espagne.

Barcelone, décembre 1956.

L'HOMME DE LA SEMAINE

Harold Macmillan

UNE crise longue et obscure vient d'être provisoirement dénouée en Angleterre. Ecoutant les conseils des vétérans du parti conservateur, la Reine a désigné comme successeur de M. Eden M. Macmillan, qui devient ainsi le nouveau leader des Tories et le premier ministre du Royaume-Uni. La tradition et la constitution non écrite de l'Angleterre ont été respectées : le nouveau premier ministre conservateur appartient, comme son prédécesseur, à la haute aristocratie britannique, à la « gentry ».

La gentry anglaise est la seule au monde qui ait réussi, grâce à une souplesse et à une faculté d'adaptation réellement surprenantes, à survivre aux révolutions industrielles et aux bouleversements sociaux du siècle dernier. Alors qu'en Europe continentale, les titres de noblesse ne servent plus guère qu'à nourrir la rubrique mondaine des journaux, un lord Salisbury et un lord Hailsham continuent à jouer en Angleterre des rôles politiques de premier plan sans jamais avoir à se soumettre au verdict risqué du suffrage universel.

Une mystique

Le secret de cette pérennité, c'est que la gentry anglaise a été la seule à avoir su placer à temps les intérêts du pays au-dessus de ses intérêts égoïstes de classe. Elle a su consentir des sacrifices et des abandons matériels pour sauver une mystique : celle de l'existence d'une caste héréditaire de bons serviteurs du Royaume à qui des siècles d'Histoire ont donné l'expérience de la direction des affaires de l'Etat. Les Anglais y ont cru jusqu'à ce jour et les membres de l'opposition, de quelque teinte qu'ils soient, ont toujours cherché à ressembler, par les titres qu'ils acquéraient, par leurs mœurs et leur conduite, à ces « dignes représentants de la tradition britannique ». Plus d'un leader travailliste a rêvé d'inscrire son nom sur les registres de la gentry politique, à côté de celui d'un Chamberlain ou d'un Salisbury et d'assurer à ses enfants, en les envoyant dans les mêmes collèges, l'éducation que les aristocrates donnent aux leurs depuis des générations.

M. Harold Macmillan n'est pas exactement issu de l'aristocratie britannique. Il est le petit-fils d'un paysan écossais qui sut monter une prospère maison d'édition à Londres et se ranger dans le groupe de ce qu'on appelle la « commercial intelligentzia ». C'est par son mariage que Harold Macmillan est entré à la fois dans la meilleure société et dans la politique. Et depuis plus de 30 ans, non seulement il est admis dans « le beau monde », mais il s'est identifié à lui au point de se considérer comme son plus ferme défenseur.

A vouloir trop bien faire, on arrive parfois à tout gâcher. Depuis plus d'un an, les conservateurs au pouvoir — et M. Harold Macmillan en premier lieu — ont suivi une politique qui permet de douter qu'ils soient encore capables de s'adapter aux circonstances nouvelles de la deuxième moitié du XX^{e} siècle. Ils ont tout fait au cours de cette dernière année pour détruire la mystique et le prestige de leur propre groupe social. Or, les erreurs commises par un parti politique se rattrapent à la longue, les faux-pas d'un leader s'oublient avec le temps, mais la mystique d'une classe, une fois détruite, ne se recrée plus jamais.

Quelques mois à peine après avoir victorieusement passé l'épreuve électorale, les chefs conservateurs ont soudain oublié l'existence de l'opinion publique dans leur pays et se sont lancés dans une obscure et féroce bataille de clans et de tendances. Au mois de janvier 1956, de très respectables journaux conservateurs ont lancé des attaques perfides contre le chef « bien-aimé » de leur parti, Sir Anthony Eden. Que voulait-on de lui ? On le sait seulement aujourd'hui : c'était le début d'une bataille pour la succession menée sans scrupule derrière la scène, loin du regard de l'opinion publique, loin même de celui des principaux intéressés qui sont les militants conservateurs. C'était en quelque sorte le début d'un règlement de compte dans la haute couche de la gentry anglaise.

Trahi par les siens

Mais, entre temps, il fallait conduire les affaires de l'Etat, des affaires singulièrement compliquées par la crise du Moyen-Orient et la tension internationale. Préoccupés par leurs rivalités personnelles, les chefs conservateurs perdirent le contact non seulement avec leurs principaux alliés, mais avec leur opinion publique. Ils ne se rendirent pas compte que ceux qui étaient chargés de les soutenir dans le pays en défendant leur prestige et leurs idées — les intellectuels conservateurs — n'étaient prêts à le faire qu'à certaines conditions et pour une certaine politique seulement. Lorsque le gouvernement de Sa Majesté se lança dans la grande aventure de Suez, il fut en premier lieu trahi par les siens. Que les travaillistes, surtout ceux de gauche, aient réagi avec violence contre une guerre où l'Angleterre jouait le rôle de l'agresseur — une guerre qui avait un fort relent de colonialisme — rien d'étonnant à cela. Ils restaient simplement fidèles au principe et à la doctrine qu'ils défendent depuis toujours. Mais la surprise est venue du côté des intellectuels conservateurs qui, tous, comme un seul homme, se sont rangés du côté de l'opposition contre leur propre gouvernement. L'Angleterre de la deuxième moitié du XX^{e} siècle ne croit plus à la formule impérialiste « right or wrong — my country » (juste ou injuste — mon pays ». Elle pense qu'il ne peut plus y avoir deux poids et deux mesures et qu'un acte qu'elle condamnerait si un gouvernement étranger le commettait doit être également condamné si c'est son propre gouvernement qui le commet. Ce sont les éditorialistes du « Spectator » et de l' « Economist », les écrivains et les artistes, bref tous ceux qui confèrent un prestige intellectuel au conservatisme, qui se sont levés contre lui.

« Au nom de Dieu, va ! »

Pendant ce temps, les hommes politiques conservateurs, depuis l'obscur député jusqu'au membre du cabinet, s'opposaient violemment dans des discussions orageuses, sans que les adversaires de la politique gouvernementale osent élever la voix en public pour défendre leurs idées. Selon des rumeurs, d'ailleurs contradictoires, M. Harold Macmillan rugissait comme un lion au cours des réunions de cabinet et se montrait plus belliqueux que tous ses collègues, tandis que M. Richard Butler s'opposait à toute mesure de force contre l'Egypte. Mais tous deux, lorsqu'ils prenaient la parole au Parlement ou même devant le Comité 1922 (comme on appelle le groupe parlementaire conservateur) manifestaient une entière solidarité avec leur Premier Ministre et se défendaient farouchement d'avoir la moindre divergence d'opinion entre eux.

Le grand mystère de cette dernière crise, c'est qu'un homme comme Harold Macmillan ne se soit pas rendu compte que son parti et lui-même se détachaient peu à peu de l'évolution de l'opinion de son pays. Car Harold Macmillan s'était taillé, entre les deux guerres, une solide réputation de non-conformiste.

Il est né le 10 février 1894 d'une mère américaine et très francophile. Il a reçu la meilleure éducation que l'Angleterre puisse offrir : Eton et Balliol College à Oxford. Pendant la première guerre mondiale, il a servi dans le corps d'élite de l'armée de Sa Majesté comme capitaine des grenadiers de la garde. Sur le front des Flandres, il est trois fois blessé et perd dans le combat ses plus proches amis. Cette expérience l'a profondément marqué. Elle lui a donné le sentiment d'être le survivant d'une génération perdue et le goût de se lancer dans la bataille politique pour empêcher le monde de renouveler les mêmes folies.

Le Bevan des conservateurs

Tout d'abord, il part pour le Canada comme aide de camp du gouverneur général de ce territoire, le duc de Devonshire. Il y noue une idylle avec la fille de ce dernier, Lady Dorothy Cavendish. Epouser Lady Cavendish, à cette époque-là, c'était entrer d'un seul coup au centre même du réseau de parentés qui unit la plupart des membres de la haute aristocratie anglaise. Quand Harold Macmillan fut élu pour la première fois au Parlement en 1924, plus de seize puissants parents siégeaient à côté de lui et lui prêtaient une partie de leur prestige et de leur expérience. A la même époque, M. Butler épousait une descendante de la famille Courtauld, devenant ainsi un des hommes les plus riches de Grande-Bretagne. Mais dans la structure complexe du parti conservateur, les Courtauld et le big business en général ne peuvent pas se mesurer avec les titres de noblesse de la famille Cavendish.

LES ANGLAIS DOIVENT VOTER

par Aneurin BEVAN

ANEURIN BEVAN

LE principal sujet de préoccupation en Grande-Bretagne aujourd'hui est de savoir quand se dérouleront les prochaines élections générales, car personne ne peut penser que le nouveau gouvernement durera très longtemps. Il dispose, bien sûr, d'une confortable majorité parlementaire et, selon les lois de l'arithmétique politique, il n'y a pas de raison qu'il ne dure pas jusqu'à la fin normale de la législature en 1960. Mais les gouvernements en Grande-Bretagne de nos jours ne tombent pas parce qu'ils sont mis en minorité ; les deux grands partis politiques sont trop monolithiques et trop disciplinés pour le permettre.

Les gouvernements se détraquent comme une horloge qui a un mauvais ressort. S'il n'a pas de plan cohérent, s'il n'y a aucune direction politique commune entre les principaux départements du ministère, si chaque ministre a le sentiment qu'il agit plus ou moins seul et qu'il ne bénéficie pas de l'appui que peut procurer une équipe confiante en l'avenir et décidée à réaliser le programme de son choix, alors s'instaure un malaise général qui envahit toute la machine gouvernementale.

Une situation trouble

Quand s'ajoute à cela une implacable opposition parlementaire, consciente d'avoir la majorité du pays derrière elle, et quand en plus le gouvernement n'ose pas se soumettre au test d'une élection générale, la situation politique devient si trouble et manque tellement d'éléments de stabilité que personne ne pourrait s'étonner de voir le gouvernement dériver lamentablement jusqu'à sa disparition.

Il est difficile de croire que M. MacMillan ne pense pas à tout cela. Il ne peut pas imaginer par exemple que M. Selwyn Lloyd puisse réellement rester encore au Foreign Office. La Grande-Bretagne a un nouveau ministre de la Défense Nationale avec le même ministre des Affaires étrangères. Cela veut dire que MacMillan considère l'aventure de Suez comme bien conçue, mais mal exécutée.

On ne voit pas en quoi cette position constitue un nouveau point de départ de la politique britannique. Il est vrai que M. MacMillan n'essaiera pas de recommencer sous une autre forme l'aventure de Suez, mais cela est seulement le commencement de la sagesse. Il n'y a rien qui permette de penser que le gouvernement de M. MacMillan fera un véritable effort pour réviser sa politique à la lumière des réalités du monde contemporain.

Changement de majorité

Les journaux conservateurs font de leur mieux pour excuser sinon expliquer le refus des élections. Le Times par exemple repousse l'idée d'un recours aux élections parce que cela diviserait la nation à un moment où les circonstances exigent dans le pays un effort d'union nationale ; c'est un curieux argument pour un pays démocratique. Les élections, bien sûr, divisent le pays. Elles ont pour but de déterminer où est la majorité et où est la minorité. L'arithmétique d'une élection est la seule mesure possible d'un désaccord politique. C'est un peu comme si le Times disait que des élections ne devraient avoir lieu que lorsque le pays est prêt à voter unanimement pour un seul parti. Ce qu'il veut dire en réalité, c'est qu'il n'est pas bon de faire des élections aujourd'hui parce que la majorité dans le pays vient de passer des conservateurs aux travaillistes. Mais là où le Times et tous ceux qui pensent comme lui se trompent c'est en ne réalisant pas que la vitalité des institutions parlementaires dépend étroitement de leur caractère représentatif.

Il ne peut y avoir de solidarité nationale quand on ne consulte pas le pays. Les gens ont alors tendance à rechercher d'autres moyens d'influencer la politique du pays. C'est ainsi que la position des chefs syndicaux refusant à leurs mandants de passer à l'action dans un domaine qui est normalement du ressort du Parlement, est considérablement affaiblie si le Parlement lui-même ne reflète plus l'opinion publique.

Un affront au peuple anglais

De ce point de vue, la composition du cabinet de M. MacMillan est un affront au peuple anglais.

Le ministre de l'Energie est un industriel et appartient à la Chambre des Lords. Le ministre de l'Education nationale est également un lord. On nous a même laissé entendre que le ministre des Affaires étrangères le serait bientôt aussi. Dans tout cela, on reconnaît l'influence de lord Salisbury qui cherche depuis longtemps à restaurer et à accroître le rôle de la Chambre des Lords.

Quand le nouveau gouvernement se présentera devant la Chambre des Communes la semaine prochaine, l'opposition demandera à connaître les principes qui vont guider son action. Car à quoi bon réorganiser l'orchestre pour jouer le même vieil air ?

M. MacMillan va nous inviter à attendre et à le juger aux actes. Si l'on en juge par la composition de son gouvernement, par la manière dont il a été créé, et par les éléments du parti conservateur sur lesquels il s'appuie, il n'y a aucune raison de penser que le peuple anglais puisse se résigner longtemps à le voir au pouvoir.

A. B.

(*Copyright « L'Express ».*)

L'EMPRUNT 6%
DE L'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
VOUS GARANTIT UN RENDEMENT ÉLEVÉ
La prime indexée
vous fait bénéficier de tout accroissement de la production d'énergie électrique en France (thermique, hydraulique, marée-motrice nucléaire).

M. Macmillan avait devant lui toutes les portes ouvertes, la carrière l'attendait, il n'avait qu'à monter lentement et sans efforts l'escalier hiérarchique du parti conservateur. Pourtant il ne le voulait pas. Avec Robert Boothby et Oliver Stanley, il préféra former un groupe de jeunes théoriciens et donner au parti conservateur une conscience nouvelle. Pendant les années difficiles de la crise économique, il fut en quelque sorte le Bevan des conservateurs — sans jamais avoir le talent, l'envergure et la popularité de Bevan lui-même.

A cette époque, Harold Macmillan était partisan de la « rationalisation » et de l'intervention de l'Etat dans les affaires économiques et sociales. Ses théories, publiées en 1938 dans un livre intitulé « The middle way », paraissent aujourd'hui bien timides par rapport au chemin parcouru depuis par l'Angleterre, mais elles faisaient alors scandale au sein du parti conservateur. Un scandale qui fut encore aggravé par l'opposition irréductible de M. Macmillan à la politique étrangère du gouvernement Chamberlain. Quand, en octobre 1938, à Oxford, une élection-témoin eut lieu, ce ne fut pas M. Quintin Hogg, actuellement Lord Hailsham, qui reçut l'appui de M. Macmillan, mais un candidat socialiste à qui il écrivit :

« L'heure est trop grave et l'issue trop vitale pour que l'opinion conservatrice progressiste se laisse influencer par la loyauté envers la direction du parti. »

De telles déclarations auraient pu suffire à briser la carrière d'un conservateur, même marié à Lady Cavendish. Mais il y avait au moins un autre rebelle au sein du parti qui partageait ce non-conformisme : sir Winston Churchill.

Avec l'avènement au pouvoir de ce dernier, M. Macmillan reçut enfin son premier poste administratif important : il devient ministre résidant en Afrique du Nord.

En 1945, le parti conservateur essuya une des plus cuisantes défaites de son histoire électorale, et M. Macmillan lui-même perdit même son siège aux Communes. Il y retourna quelque temps plus tard à la faveur d'une élection partielle pour trouver en face de lui, sur les bancs travaillistes, la brillante génération des élèves des Universités anglaises qu'il avait rêvé, jadis, d'amener au conservatisme. C'était pour eux qu'il avait consenti pendant plus de vingt ans à être le franc-tireur des Tories. Ceux qui le connaissent prétendent que c'est au cours de ces journées de l'hiver 1945 que M. Harold Macmillan perdit ce qui lui restait de flamme idéaliste pour devenir un politicien désenchanté et cynique, convaincu qu'il n'y a qu'une seule chose qui compte dans la vie d'un homme: la puissance.

Ni méthode ni politique

On dit que cet homme, pas très grand, mais élégant, au visage de patriarche avec de longues moustaches et des sourcils en broussailles, cache derrière son allure martiale un fond de grande timidité. Certains prétendent que c'est elle qui est la cause de la violence et de l'arrogance de certaines de ses interventions. Car Harold Macmillan est considéré comme un polémiste redoutable pour ses adversaires, bien que son style n'ait rien de commun avec celui de Churchill. Son arme n'est pas la métaphore et le mot d'esprit, mais le haussement de voix et parfois même l'injure.

Depuis le retour des conservateurs au pouvoir, Harold Macmillan a occupé divers postes ministériels d'une grande importance. Ministre de la Reconstruction, de la Défense, des Affaires étrangères, il a fini comme chancelier de l'Echiquier du dernier gouvernement Eden. Dans aucun des postes qu'il a occupés, il ne s'est taillé de gloire particulière ni n'a commis de fautes éclatantes. Au Foreign Office, il a étonné et déconcerté ses collaborateurs. Ceux-ci pouvaient adorer ou détester Morrison, se moquer des clichés d'Eden ou s'incliner devant sa souplesse professionnelle. Sur Macmillan ils n'avaient simplement pas d'opinion, car il n'avait ni méthode ni politique à lui.

Le septième homme

Quand, au mois de janvier 1956, les attaques contre Eden, bien qu'encore timides et vagues, ont été lancées, M. Macmillan fut « travaillé » par son beau-fils Julien Amery, un des leaders du groupe de Suez. Ce fut, paraît-il, sous son influence qu'il se rangea dans le camp des conservateurs « true blue » désireux de faire sortir la Grande-Bretagne de ses difficultés économiques en pratiquant une politique impériale à l'ancienne manière.

Cette politique échoua si misérablement qu'elle fut fatale à sir Anthony Eden. Mais M. Macmillan y trouva son compte dans la mesure où elle lui a permis d'accéder au poste de premier ministre et de leader du parti conservateur. Si la succession de M. Eden avait été assurée selon des critères logiques, le choix de M. Macmillan eût été impensable. Mais M. Butler, qui pouvait seul prétendre s'être opposé à l'opération de Suez, avait commis l'erreur de ne pas rendre sa position publique, si bien qu'elle ne lui a valu que l'hostilité des autres dirigeants conservateurs sans lui gagner pour autant l'appui de la base du parti.

Dans ce parti qui n'a eu que sept hommes à sa tête depuis Disraeli, on répète volontiers cette maxime :

« Les grands leaders ne sont jamais élus ; ils émergent. Redoutons le jour où nous serons obligés de nous réunir pour élire un chef. Car lorsqu'un chef existe, nous le reconnaissons immédiatement et nous savons qu'il est là. »

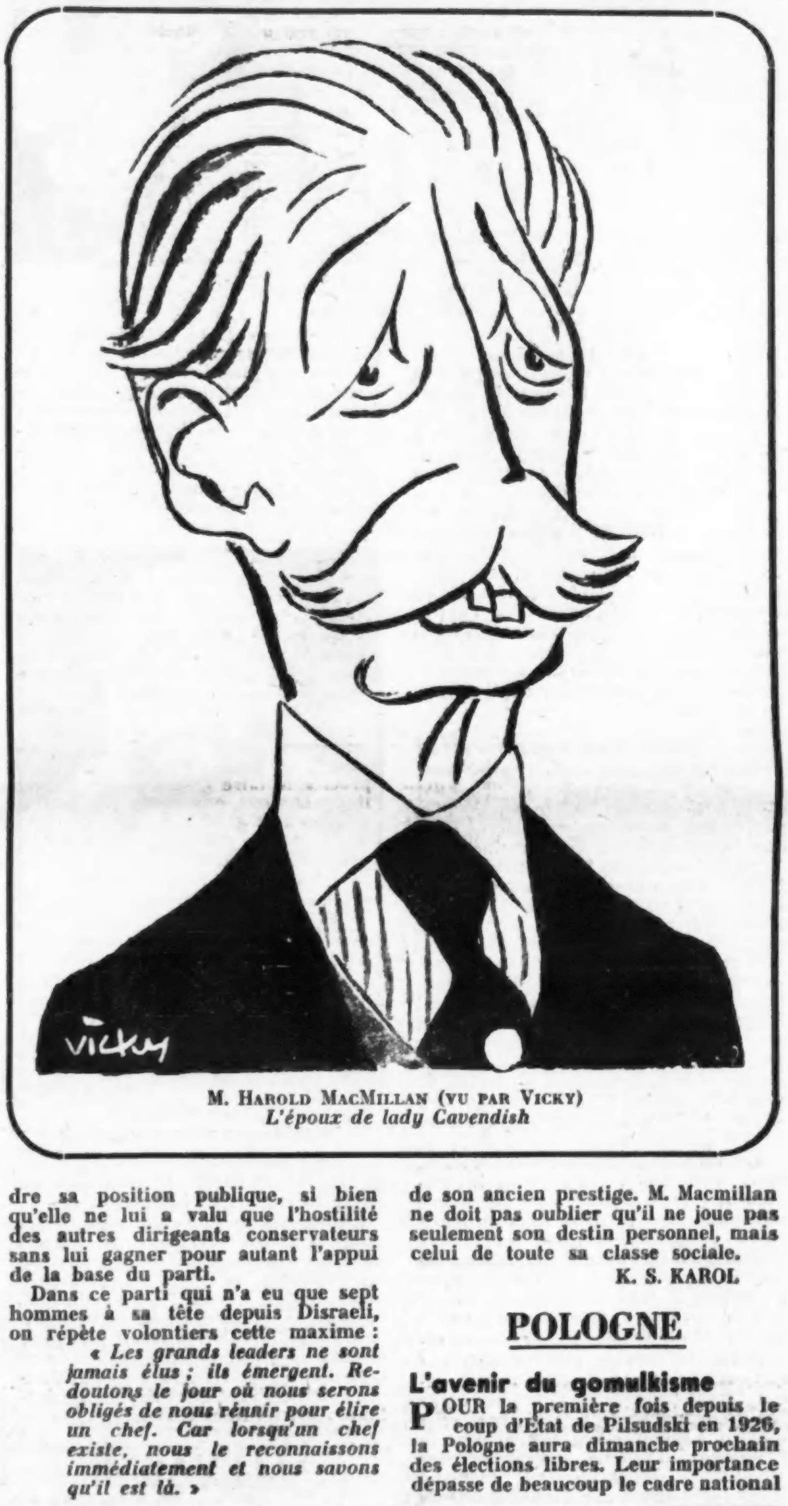
Le destin d'une classe

On peut difficilement soutenir que tout conservateur reconnaisse en M. Macmillan son « chef naturel », ni qu'il ait « émergé » à la tête de son parti comme l'ont fait un Salisbury, un Balfour, un Churchill. Mais les pouvoirs que détient le leader des conservateurs sont cependant énormes. Il est choisi officiellement par la Reine et n'a à se soumettre à aucune réélection. Il n'a de comptes à rendre à personne. Pour reprendre la définition de A.L. Lowell dans « The government of England » : « Le leader dirige et le parti suit. » Mais depuis 1908, date à laquelle cette formule fut écrite, beaucoup de choses ont changé en Grande-Bretagne et il faudrait plutôt dire aujourd'hui:

« Le leader dirige et le parti suit aussi longtemps que le parti veut suivre, et lorsqu'il cesse de le faire, le leader n'est plus le leader. »

Plus que tout autre de ses prédécesseurs, M. Macmillan aura du mal à imposer son autorité au parti conservateur et au pays. Peut-être aurait-il une chance de réussir en prenant la décision courageuse d'organiser des élections rapides. En 1923, bien que battu aux élections, Baldwin put refaire l'unité de son parti dans l'opposition. Mais il n'est pas sûr que le parallèle historique soit possible, étant donné les changements intervenus dans la vie politique anglaise depuis trente ans. Aujourd'hui, il suffirait d'un faux pas de plus pour que l'édifice de perruques et de manteaux d'hermine du parti conservateur tombe dans un ridicule à la mesure de son ancien prestige. M. Macmillan ne doit pas oublier qu'il ne joue pas seulement son destin personnel, mais celui de toute sa classe sociale.

K. S. KAROL



M. HAROLD MACMILLAN (VU PAR VICKY)
L'époux de lady Cavendish

POLOGNE

L'avenir du gomulkisme

POUR la première fois depuis le coup d'Etat de Pilsudski en 1926, la Pologne aura dimanche prochain des élections libres. Leur importance dépasse de beaucoup le cadre national de ce pays, puisque ce sont aussi les premières élections qui ont lieu dans un pays du bloc soviétique.

Ce ne sont pas encore des élections de type « occidental » où n'importe quel parti peut présenter n'importe quel candidat ; mais elles offrent aux Polonais une possibilité réelle d'exprimer leurs sentiments politiques actuels et d'influencer d'une façon décisive l'avenir de leur pays.

Le gouvernement joue son crédit

Il y a 459 sièges à pourvoir à la Chambre des Députés qui, désormais, aura un contrôle effectif sur le pouvoir exécutif ; 723 candidats, présentés tous par le « front national », sollicitent les suffrages des électeurs. Mais sur ces 723 personnes, 360 seulement sont communistes, 180 sont membres du parti paysan, 70 du parti démocrate et 114 n'appartiennent à aucun parti.

Si le corps électoral accorde ses voix aux candidats non communistes et raye régulièrement sur les listes tous ceux qui portent l'étiquette du P.C., il y aura dans le prochain parlement polonais 364 non-communistes et 95 membres du parti seulement. Cela ne provoquerait pas nécessairement une crise de régime, car tous les candidats qui acceptent de se présenter sur la liste du Front national ont pris l'engagement de lutter pour un « programme gomulkiste » minimum, mais ce serait un échec extrêmement grave pour les hommes qui détiennent le pouvoir en Pologne.

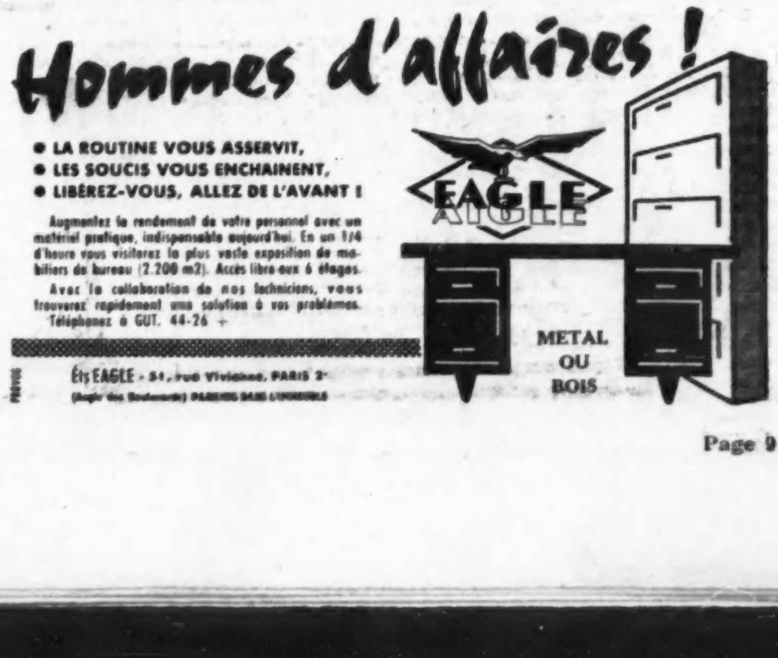
Les néophytes de la démocratie

On comprend, dans ces circonstances, la violence extraordinaire de la campagne électorale. Ce pays qui a montré une telle sagesse politique lors des événements d'octobre, ce qui lui a permis d'éviter le sort de la Hongrie, s'est déchaîné soudain, abandonnant toute prudence politique. Echauffés par les discussions électorales, des contradicteurs spontanés viennent dans les réunions crier leur haine des Russes, du communisme et même des Juifs. Ici et là, un candidat cède à cette pression et fait de la surenchère pour obtenir les applaudissements de l'assistance. Un ancien président du Conseil socialiste, M. Morawski — qui n'a pourtant pas tellement souffert personnellement du régime stalinien — déclare par exemple qu'il n'y a pas cinq personnes parmi les dirigeants polonais auxquelles il consentirait à serrer la main. Cela ne l'empêche pas d'avoir dans sa poche une carte du parti communiste.

Les deux handicaps de Gomulka

Gomulka a gardé un silence prudent pendant tout le début de la campagne. Rarement un homme politique a eu un rôle aussi difficile à jouer. Il sait mieux que quiconque à quels dangers son pays s'expose en se livrant à de telles manifestations et quelles conséquences tragiques peut entraîner la défaite du parti communiste aux élections. Il sait avec quelle méfiance on le traite dans le bloc communiste qui évolue maintenant dans le sens d'une « restalinisation » prudente. Mais dire cela à voix haute, c'est non seulement mettre en doute la souveraineté polonaise, mais aussi provoquer ouvertement ceux qui cherchent à la détruire. Il ne restait donc au chef polonais que la ressource d'un appel pathétique à l'unité, accompagné d'une déclaration de fidélité à l'alliance avec l'U.R.S.S. qui surveille étroitement tous les événements de Pologne. C'est ce qu'il fit.

→



→

Mais si la charge du pouvoir empêche Gomulka de dire toute la vérité à ses compatriotes, il souffre encore d'une autre faiblesse peut-être plus grave.

Un homme politique, quels que soient les mérites que la nation lui reconnaît et quelle que soit sa popularité, a besoin d'un instrument solide pour influencer efficacement la vie politique de son pays. Cet instrument, c'est le parti. Or, que représente aujourd'hui le parti communiste polonais ? Aux cadres des vrais communistes polonais qui n'ont jamais été qu'une petite équipe se sont ajoutés au cours des années staliniennes des milliers de membres recrutés par la pression administrative ou de simples carriéristes à l'affût d'une belle situation. Il y a de tout aujourd'hui dans le parti : des anciens socialistes, des anciens communistes, même des anciens fascistes, sans compter les bureaucrates sans scrupules qui n'ont qu'une idée en tête : défendre leurs propres privilèges.

Surveillance russe

La position personnelle de Gomulka n'est pas en cause : il est immensément populaire et il sera élu triomphalement, ainsi que certains de ses plus proches amis, comme le général Spychalski et M. Bienkowski, bien qu'ils se présentent dans les secteurs les plus difficiles.

Il n'en est pas de même pour les autres dirigeants communistes, même ceux qui se sont fidèlement ralliés à Gomulka au cours des journées d'octobre. Leur échec serait interprété dans le bloc communiste tout entier comme une preuve de l'incapacité du « communisme national » à gouverner efficacement un pays. Cela prouverait aussi que le peuple ne pardonne pas aux dirigeants « qui l'ont trompé et qui se sont trompés », même s'ils se réclament de l'homme le plus populaire et de la doctrine la plus séduisante. Bel avertissement pour M. Kroutchev et ses pareils dans les démocraties populaires. Il ne serait pas exagéré de dire que les élections polonaises seront suivies par eux comme ne l'a été aucun événement depuis la mort de Staline.

Avertissement chinois

M. Chou En-Lai, qui a été témoin de la passion électorale en Pologne, a dit franchement aux dirigeants de ce pays :

> « *Nous vous avons aidés en octobre et nous ne demandons qu'à continuer, mais il faut que vous vous aidiez d'abord vous-mêmes. Nous ne pouvons rester à vos côtés que si vous restez vous-mêmes dans le bloc des pays socialistes groupés autour de l'U.R.S.S.* »

Il a déclaré par ailleurs que la Russie, quels que soient ses desseins en politique intérieure (où elle veut continuer une évolution prudente et sans heurts vers une certaine libéralisation à travers le progrès matériel) est prête à tolérer l'autonomie interne de ses voisins, mais jamais une sécession. Si les Polonais « votent bien » dimanche, l'U.R.S.S. sera rassurée sur l'avenir d'une telle politique.

MOYEN-ORIENT

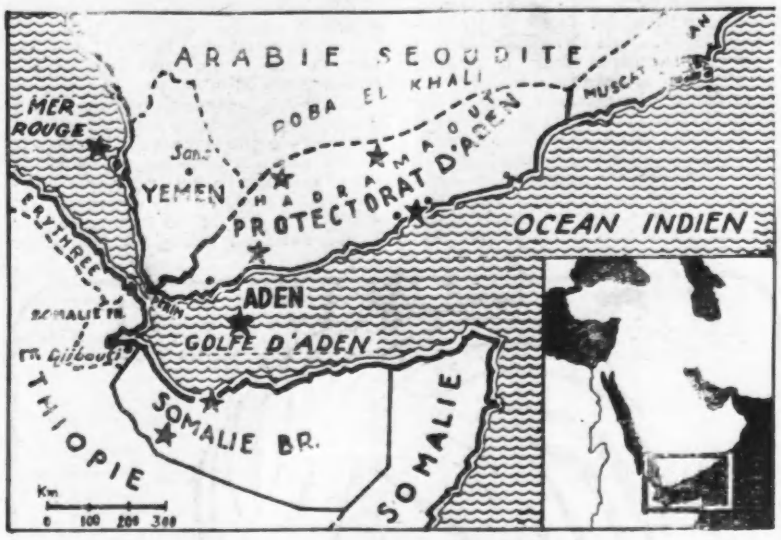
Aux environs d'Aden

(D'un correspondant à Djibouti)

Il y a un an, l'iman Ahmed, souverain du Yémen, quittait son immense château-fort de Taez, édifice presque millénaire qui sert à la fois d'arsenal et de dépôt d'essence pour tout le royaume. Après avoir fait décapiter son frère Abdallah, usurpateur malchanceux, sur la place publique, l'iman, sabre au clair, parcourut les rues de la capitale pour signifier que l'ordre était rétabli.

Dans les caves du château-fort de Taez, les sabres et les mitraillettes Bren ont été remplacés depuis par des mitrailleuses tchécoslovaques. C'est armés de ces engins, révolutionnaires pour le royaume, que les soldats d'Ahmed guerroient depuis la semaine dernière contre les troupes britanniques du protectorat d'Aden. D'Aden et de Taez, des communiqués contradictoires révèlent l'invasion du Yémen par les Britanniques et l'invasion du protectorat d'Aden par les Yéménites. Ces derniers déposent une plainte à l'O.N.U. et, dans des communiqués flamboyants, appellent les « volontaires soviétiques » à la rescousse.

Cette guerilla locale, doublée d'un bluff diplomatique, serait de peu d'importance si elle ne mettait en cause la présence britannique dans la région du monde la plus riche en pétrole. Cette région englobe toute la périphérie de la péninsule arabe : les dizaines de sultanats, cheikats et émirats,



LE YEMEN ET LE TERRITOIRE D'ADEN
Encore le pétrole !

sous protection britannique, qui s'étendent d'Aden à Koweït, en passant par l'Hadramaout, l'Oman, la péninsule de Katar et l'île de Bahrein.

Soustraites au sceptre séoudite et à la tutelle de l'iman du Yémen, ces minuscules principautés féodales sont revendiquées depuis près de 40 ans par les deux souverains arabes. De nombreuses et laborieuses négociations n'ont jamais réussi à fixer la frontière entre le Yémen et le protectorat d'Aden. Encouragé par le déclin du prestige britannique, par l'appui russe et américain, l'iman Ahmed cherche aujourd'hui à gagner, par l'intermédiaire de l'O.N.U., les territoires contestés qu'il ne peut conquérir par sa maigre armée.

Naphte et coups d'Etat

Ces revendications de l'iman, juridiquement contestables, se doublent de la lutte classique entre compagnies pétrolières anglaises et américaines. Sur les frontières indéterminées du Yémen, longues de 300 kilomètres, de très considérables gisements de naphte ont en effet été détectés. Pour s'en assurer le contrôle, les Anglais, par deux fois, ont fomenté des coups d'Etat au Yémen. En 1948, c'était l'assassinat par un Irakien de l'obscurantiste iman Yehya. Son fils Ahmed dut faire appel à l'aide du roi Séoud (et de l'Aramco) pour reconquérir le trône de son père. Il y a dix mois, l'anglophile prince Abdallah tentait de détrôner Ahmed ; une nouvelle fois Séoud (et l'Aramco) sauvaient le souverain yéménite.

En reconnaissance de ces services, Ahmed accorda à une compagnie américaine une concession pétrolière s'étendant sur les deux tiers du territoire yéménite (régions contestées comprises). La compagnie, du nom de Yemen Development Company, a pour président M. George Allen, qui fut, il y a un an, l'envoyé personnel du président Eisenhower au Moyen-Orient.

Hélas, les prospecteurs américains qui arrivèrent sur les traces de M. Allen furent promptement expulsés par les Britanniques qui les accusèrent d'avoir « pénétré illégalement dans le protectorat d'Aden ». Depuis lors, les guerilleros yéménites ont intensifié leurs raids armés ; le Yémen a conclu un accord de commerce avec l'U.R.S.S. et acheté des armes orientales.

Les Britanniques, plaidant leur dossier, affirment aujourd'hui que l'iman Ahmed est un tyran corrompu et sanguinaire ; les cheiks, émirs et sultans sous protection anglaise, au contraire, seraient des despotes éclairés. En réalité, ces petits féodaux ne se maintiennent aujourd'hui que grâce à l'appui britannique — et à la promesse de royalties pétrolières — contre l'agitation de leurs sujets. L'iman Ahmed, en revanche, est le souverain le plus éclairé dans l'histoire yéménite. Il a commencé par sortir des coffres de son père un trésor de plus de 20 milliards, qu'il affecte à la construction (par la Société des Batignolles) d'un port à Mokka, à la lutte contre les sauterelles et contre la mastication du kat, herbe narcotique et débilitante que mâchent tous les Yéménites. Il a fait construire une filature, un système téléphonique, une centrale électrique et des égouts à Taez, inauguré une réforme monétaire et recruté des médecins européens.

Sans doute ne peut-il être question, pour autant, de céder à l'iman Ahmed (et aux compagnies américaines) le protectorat d'Aden. Le litige anglo-yéménite pourrait plutôt fournir aux Britanniques l'occasion de ne pas recommencer en Arabie du Sud la politique qui, à Koweït, Bahrein et Katar, fournit chaque année, à de petits émirs régnant sur quelques milliers de

L'IMAN AHMED
20 milliards pour son peuple

sujets, des dizaines de milliards de royalties totalement improductives.

L'occasion se présente aujourd'hui pour la Grande-Bretagne de lancer, avec les futures royalties des territoires contestés, un fonds de développement destiné à toute l'Arabie du Sud, considérée comme entité géographique. Pareille initiative ferait plus pour rétablir le prestige occidental et combattre le « nassérisme » que d'aléatoires batailles juridiques devant les instances internationales.

ALLEMAGNE

(De notre correspondant à Bonn)

Le vieux « contre-attaque »

JEUDI dernier, le chancelier Adenauer apprenait sans grand enthousiasme que les Etats-Unis allaient soumettre de nouvelles propositions de désarmement à l'O.N.U. M. Adenauer ne dormit guère cette nuit-là. Si l'Amérique acceptait la proposition soviétique d'une zone démilitarisée, large de 1 600 kilomètres, de part et d'autre de l'Elbe, toute la politique « atlantique » de Bonn s'effondrait et les socialistes l'emporteraient aux élections de septembre.

M. Adenauer préféra ne pas attendre la présentation du nouveau projet américain. Il passa une partie de la nuit à arrêter son « plan de guerre » et, le lendemain, convoqua la première conférence de presse « libre » de sa longue carrière. Devant les journalistes qui n'en croyaient pas leurs oreilles, le vieux chancelier affirma qu'il était partisan, depuis quatre années déjà, d'une zone démilitarisée en Europe.

> « *Mais*, ajouta-t-il, *je suis convaincu que l'effort principal doit porter sur l'interdiction des armes thermo-nucléaires.* »

Stassen ou Dulles

Les sociaux-démocrates ne purent cacher leur désarroi :

> « *Le vieux*, dit l'un d'eux, *est en train de nous voler nos meilleures munitions électorales.* »

A Washington, la surprise ne fut pas moins vive. On s'y souvenait encore comment les orageuses interventions de Bonn avaient empêché, à Genève, en 1955, la présentation du « plan Eden » pour une « zone de tension réduite ». Un porte-parole américain qualifia les propos de M. Adenauer « d'étonnants et incompréhensibles ». Le chancelier allemand voulait-il donc faire front commun avec son adversaire, M. Stassen, pour lutter contre son meilleur ami, M. Dulles ? « Voulait-il rompre, se demandait-on au Département d'Etat, le front commun germano-américain sur le problème du désarmement » ?

Il fallut 48 heures aux experts américains pour découvrir « le piège » de la déclaration de M. Adenauer : le chancelier subordonnait la démilitarisation de l'Europe centrale au contrôle international des armements atomiques et à l'interdiction des gros engins nucléaires. Or, la stratégie américaine vise à compenser par une « garantie nucléaire » le retrait et la réduction de ses effectifs terrestres. Le « plan Adenauer » allait directement à l'encontre de ce projet. Il constituait une attaque frontale contre le « plan Radford », que M. Adenauer n'a jamais pardonné à ses collègues américains.

Tout en paraissant tirer la leçon de la récente évolution vers la neutralisation de certaines régions, le chancelier Adenauer n'en continuait donc pas moins, en sous-main, sa politique classique. Sa manœuvre, d'une grande habileté, a cependant produit en Allemagne l'effet espéré. Les larges couches de la population qui avaient eu tendance à se détourner du chancelier se reprennent d'admiration pour le « vieux renard ».

Comme le remarquait un leader libéral (M. Reinhold Maier), les Allemands ont une « incurable tendance » au « culte du chef », qu'il s'appelle Frédéric, Bismarck, Hindenburg ou Adenauer (« ou Hitler », ajoutaient les socialistes). Ils sont prêts en majorité à suivre M. Adenauer dans son programme de détente, comme ils l'ont suivi dans ses plans de « croisade ».

D'autre part, le prestigieux vieillard vient d'infliger une rude leçon aux « jeunes Turcs » de son parti. MM. von Brentano, Strauss, Kiesinger et Arnold avaient tous, par un prudent non-conformisme, posé leur candidature à la succession du « vieux ». Le « vieux » vient de démontrer qu'il sait être plus non-conformiste encore que ses jeunes émules. A 81 ans, il vient de reprendre les rênes, bien décidé à les conserver durant un nouveau quadriennat.

COMITÉ NATIONAL DE SOLIDARITÉ AVEC ISRAËL

M. VINCENT AURIOL vous dit

« Aider ISRAEL c'est défendre la liberté du monde contre l'assaut des dictateurs et du fanatisme. »

ENVOYEZ LES DONS AU

COMITÉ NATIONAL DE SOLIDARITÉ AVEC ISRAËL

2, RUE MEYERBEER - PARIS

C. C. P. FRANCE ISRAEL PARIS 14.591-45

ESSENCE

Un problème résolu ?

DANS un petit atelier de Bramley (Angleterre), un ingénieur des textiles, du nom de Pickles, fait actuellement fabriquer au compte-gouttes, à raison de quatre par semaine, des dispositifs qui, introduits sur une large échelle, pourraient mettre fin aux restrictions d'essence. L'économiseur d'essence de M. Pickles permet en effet d'abaisser de 20 à 40 % la consommation de n'importe quelle voiture, tout en améliorant le rendement du moteur. Fabriqué à la main, avec des méthodes artisanales, son dispositif coûte 30 livres sterling (30.000 francs).

Une autre entreprise semi-artisanale, à Littlehampton, produit depuis quelques semaines un autre dispositif permettant d'économiser l'essence. Il est dû à un citoyen suisse, du nom de Lucien Grillet, qui commença ses recherches à Paris, il y a 8 ans. Le dispositif de M. Grillet revient à 5.000 francs et permet sur toute voiture une économie d'essence de 20 %, tout en améliorant le rendement du moteur.

Essais

L'appareil de M. Pickles, gros comme deux assiettes à soupe, est un « atomiseur » rotatif qui, à la sortie du carburateur, divise les gouttelettes d'essence, assurant ainsi une combustion plus rapide et totale du mélange explosif.

— *Normalement, au moins 20 % de l'essence sortant du carburateur explose trop tard ou pas du tout,* affirme M. Pickles.

Des essais suivis par le reporter du « News Chronicle » ont donné les résultats suivants :

● La consommation d'une Humber « Hawk », voiture de grosse cylindrée, conduite à la même vitesse et sur le même parcours avec et sans dispositif spécial, a été abaissée de 11 à 7 litres aux 100 km.

● La consommation d'une Morris « Oxford » (85.000 km. au compteur) a été abaissée dans les mêmes conditions de 10 à moins de 7 litres aux 100 km.

● Le résultat le plus surprenant a été obtenu avec un vieux taxi londonien : sa consommation, en ville, dans des conditions d'exploitation normales, a été abaissée de 14 à 8 litres aux 100 km.

Les résultats obtenus avec les dispositifs de M. Grillet sont également probants. Son invention se compose pour l'essentiel d'un disque d'aluminium perforé et de deux tuyaux, sans aucune pièce mobile. Monté entre le carburateur et le distributeur d'essence, ce dispositif maintient à basse température une partie du mélange explosif sortant du carburateur. La rencontre des mélanges chaud et froid, lors de l'injection dans le cylindre, provoque une turbulence assurant une combustion plus rapide et complète. La souplesse du moteur s'en trouve notablement augmentée.

Vers la série

Essayé plusieurs semaines durant par un reporter londonien, cet engin a permis d'abaisser la consommation d'une Austin 40 de 8,2 à 6,5 litres aux 100 km. La firme Rolls Royce, qui a installé cet appareil sur l'un de ses modèles, a pu en abaisser la consommation de 12,5 à 10 litres aux 100 km.

Aucun des deux dispositifs n'est actuellement fabriqué en grande série. Aucune firme d'automobiles n'en équipe systématiquement ses modèles. Or, l'invention de M. Pickles, au moins, existe depuis quatre années. Aucun constructeur n'en a voulu. Aucune grande firme n'a demandé de licence pour le brevet de M. Grillet, qu'un petit patron entreprenant, M. Carter, projette de fabriquer à plusieurs milliers d'unités par semaine.

Pourquoi les grands constructeurs d'automobiles des pays européens — qui doivent importer (et payer le plus souvent en devises « dures ») la quasi-totalité de leur pétrole — montrent-ils si peu d'intérêt pour les « économiseurs d'essence » ?

Le « News Chronicle » projette d'ouvrir une enquête sur cette question qui mérite d'être posée en France aussi bien qu'en Grande-Bretagne.

FAITS DIVERS

Sable rouge

APPUYÉ sur une canne blanche, un homme jeune revenait, un matin de la semaine dernière, de Mansfield (Texas), transportant des provisions pour les oies et les canards qu'il élevait dans sa ferme. Soudain, cet homme, John Howard Griffin, écrivain de 36 ans, aveugle depuis 1944, s'agenouilla sur la route. Il voyait.

— *Il n'y eut aucun heurt, aucun choc,* raconte Griffin, *mais comme un grand nuage de sable rouge devant mes yeux.*

Quelques minutes plus tard, Griffin « voyait » la porte de sa maison. Il eut comme une nausée.

Quand sa mère arriva, il lui dit : « *Ton manteau est vert.* » Il téléphona à son docteur qui accourut, incrédule. Griffin dut lire devant lui une ordonnance que le médecin avait dans sa poche.

Sa femme, Elizabeth, 22 ans, qu'il avait épousée en 1953, lui sembla différente de ce qu'il imaginait : plus brune.

C'est aux Philippines, pendant la guerre, que Griffin perdit la vue. Un B.24, chargé de bombes, explosa. Griffin fut projeté en l'air. Il eut les côtes écrasées, la colonne vertébrale cassée. Pendant sa convalescence à Morontai, il fut à nouveau bombardé.

— *Ces deux déflagrations,* dit-il, *m'avaient volé la vue.*

Après avoir passé quelques mois aux Etats-Unis, Griffin revint en France terminer ses études de médecine.

A 16 ans, il y était venu pour étudier l'influence du chant grégorien sur les malades mentaux. Devenu aveugle, il se retira dans une abbaye bénédictine de la vallée de la Sarthe pour y puiser des forces spirituelles.

Il retourna ensuite à Mansfield où, pour prouver qu'un aveugle peut vivre dans une ferme, il acheta des truies et des oies. Seul dans la grange, sur la vieille Underwood de sa mère, il écrivit un livre. Huit cents pages en sept semaines.

Un jeune homme de 28 ans, George Smith, entendit parler de ce manuscrit. Il décida que ce serait le premier ouvrage de la maison d'édition qu'il voulait monter à Fort-Worth.

JOHN HOWARD GRIFFIN
Il n'a jamais entendu la version définitive

Best-seller

Pour tirer un roman du manuscrit, Griffin, aidé de Smith, fit cinq essais. Il faisait lire et enregistrer sur magnétophone le brouillon, écoutait l'enregistrement et refaisait des pages entières. Il n'a jamais entendu son livre dans sa forme définitive. Ce livre : *The devil rides outside* — publié en France sous le titre : *Satan rôde alentour* — fut un « best-seller » en 1952. Le second livre de Griffin : *Nanni*, est l'histoire d'un pilote dont l'avion s'écrase en Afrique. Lorsqu'il a recouvré la vue, Griffin, qui venait de remporter plusieurs « rubans bleus » dans un concours agricole avec ses truies, terminait un troisième livre.

JUSTICE

Du sang, de la volupté et de la mort

UNE femme dont les yeux ont trop pleuré sera le témoin le plus émouvant et le plus mystérieux du « procès de l'année » qui s'ouvrira lundi 21 janvier à Venise. Cette femme, c'est la mère de Wilma Montesi.

Pour l'honneur de sa fille morte, elle s'accroche à « sa vérité », contre toutes les évidences. Elle soutient que Wilma était une innocente jeune fille, qu'elle n'a jamais fréquenté de mauvais garçons — même de bonne famille — et que sa noyade n'est point un crime mais un accident...

Le 11 avril 1953, la veille de Pâques, sur la plage de Tor Vaianica, dans le Latium, on découvre le cadavre d'une jeune Romaine — Wilma Montesi, 20 ans et une allure de « starlet ». L'enquête de police est bâclée : noyade accidentelle, conclut-elle, en dépit de maintes constatations troublantes.

Le 24 mai suivant, un hebdomadaire — *Attualita* — naît à Rome. Un gros titre noir écrase sa couverture jaune : « *La vérité sur la mort de Wilma Montesi* ».

WILMA MONTESI
Un rapport de 396 pages

Wilma Montesi, affirme Attualita, *ne s'est pas noyée. Elle est morte victime des orgies que s'offrent quelques « grands » de Rome dans la propriété de Capocotta, non loin de Tor Vaianica.*

Capocotta est un rendez-vous de chasse qui appartenait naguère à la famille royale italienne. L'endroit a mauvaise réputation. On parle de drogue.

Une nouvelle injure

Tout cela est-il inventé par un hebdomadaire à sensation ? N'y a-t-il pas là-dessous quelque affaire de chantage ? Rome se le demande en feuilletant *Attualita* avec un sourire à la fois sceptique et amusé. Mais le scandale éclate quand le directeur d'*Attualita* est cité en justice pour propagation de fausses nouvelles et tentative de troubler l'ordre public.

Le directeur d'*Attualita* se nomme Silvano Muto. Il a 26 ans, des yeux de velours et un sourire de jeune loup.

On le tient pour un néo-fasciste. Il prend pour avocat le signor Sotgiu, ténor communiste du barreau romain.

→

L'EMPRUNT D'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Electricité de France nous communique les conditions de l'Emprunt 1957 6 % que nos lecteurs trouveront par ailleurs :

Nous leur donnons des extraits des discours prononcés par M. Marcel Flouret, président du conseil d'administration d'E.D.F. et par M. Raymond Villadier, président du comité financier.

Ces allocutions ont eu lieu au cours d'une conférence de presse tenue à la Maison de la Chimie, devant une assistance choisie et dans laquelle on remarquait la présence de plusieurs ministres et parlementaires ainsi que de nombreux directeurs de grands établissements de crédit, de hauts fonctionnaires, de représentants des plus importants services publics, etc.

Il faut rendre hommage à l'E.D.F. qui a été parmi les premiers à donner à ses conférences de presse une tenue et un intérêt qui s'allient à un souci évident d'informer le public, par l'intermédiaire de la presse, de ses projets et de la réalisation de ses programmes, utilisant les moyens techniques les plus modernes, notamment les films documentaires qui permettent d'assister à l'édification de nos grands barrages et d'entrer dans le domaine fort instructif de la construction d'ouvrages destinés à fournir l'électricité hydraulique. Les moyens mis en œuvre à cet effet, grâce au génie de l'homme et à l'initiative d'ingénieurs français, permettent de mieux comprendre l'effort soutenu depuis dix ans par l'E.D.F. pour assurer à notre pays ses besoins en énergie.

Allocution de M. FLOURET

Pendant l'année qui vient de se clore, nous aurons consacré plus de 140 milliards au développement de nos installations (contre 177 en 1955).

Pour la présente année, c'est 154 milliards qui seront nécessaires pour réaliser le programme d'équipement prévu.

Ce plan est établi pour permettre de répondre à une consommation que l'on estime devoir atteindre 75 à 80 milliards de kwh. en 1961 (contre 54 milliards en 1956).

Voici les pièces maîtresses du programme :

Le Rhin, susceptible de fournir au total plus de 7 milliards de kwh. après la construction d'un chapelet de 8 centrales échelonnées entre Bâle et Strasbourg.

Fessenheim, troisième étape du programme, sera terminé cette année, tandis que l'usine suivante à Vogelgrun est déjà en chantier et que les travaux préparatoires de la cinquième à Markölsheim, vont démarrer.

La Durance, avec l'immense barrage-réservoir de tête de Serre-Ponçon ; des nouvelles centrales seront édifiées en aval sur le cours inférieur de la rivière.

Le bassin de l'Isère dont l'équipement déjà très avancé sera rapidement complété. En outre, le Rhône dont les travaux sont confiés à la Compagnie Nationale du Rhône. Enfin, d'autres opérations importantes sont également prévues dans les vallées de la Savoie et du Dauphiné.

A cet hydraulique classique, va s'ajouter l'énergie des marées qui, pour la première fois dans le monde, sera l'objet d'une utilisation industrielle pratique. La puissance installée représentera 240.000 kw. et la productibilité annuelle moyenne atteindra 800 millions de kwh. environ.

Les travaux préparatoires sont en cours et la mise en service progressive interviendra de 1962 à 1964.

Cette installation, d'une bonne rentabilité, permettra de surcroît, à nos techniciens, de recueillir des enseignements intéressants pour la mise au point d'un projet beaucoup plus vaste, actuellement à l'étude, celui du Mont Saint-Michel, dont la réalisation éventuelle représenterait une productibilité de quelques 20 milliards de kwh.

Allocution de M. VILLADIER

M. Villadier a exposé les principes qui régissent la politique d'*Electricité de France* et essentiellement sa politique financière. E.D.F. a lancé son premier emprunt public en 1949 et a procédé, depuis lors, régulièrement à d'importantes émissions annuelles.

Aujourd'hui, le crédit de l'établissement est un des premiers de la place.

La politique de clarté et de simplicité n'a qu'un objectif, a ajouté M. Villadier : servir l'usager, l'associer à la marche d'une affaire qui est un peu la sienne. Il est donc juste que l'usager qui est l'actionnaire direct ou indirect d'E.D.F. par l'entremise de l'Etat, participe à la progression d'une entreprise qui, en définitive, est la sienne.

Le public, j'en suis sûr, a conclu M. Villadier, saura apprécier l'indexation de l'Emprunt 6 % dont les éléments de base sont simples, contrôlables et ne peuvent donner lieu à aucune interprétation.

→

Le procès s'ouvre en mars 1954, déchaîne les passions et ébranle le gouvernement.

Une nouvelle injure entre dans le vocabulaire des députés italiens : « Capocottari ».

C'est l'épithète que l'extrême-gauche jette à certains démocrates-chrétiens, accusés de couvrir les responsables de la mort de Wilma Montesi.

Depuis des mois déjà, des noms ont été jetés en pâture à la foule. Ceux surtout du marquis Ugo Montagna, du préfet de police Saverio Polito, du chef de la Sûreté Pavone et enfin de Piero Piccioni, le fils du ministre des Affaires étrangères Attilio Piccioni.

Montagna est le chef de la bande des trafiquants de drogue. Piccioni est le tueur. La police les couvre.

Tel est l'essentiel des accusations de Silvano Muto.

Muto affirme qu'une enquête impartiale prouverait la réalité. Lui, Muto, n'a guère de preuves et les témoins qu'il produit ne sont pas irrécusables. Que peut-on attendre — ou que ne peut-on pas attendre... — de maîtresses délaissées ou de vierges folles prêtes à beaucoup pour un peu de publicité ? Les rétractations succèdent aux rétractations chez les témoins de Muto mais ce salmigondis de ragots trouble aussi profondément la justice que l'opinion publique.

Un « Hercule »

Pendant le procès même une enquête est en cours. Le colonel Pompei, chef des carabiniers, la mène. L'Italie, elle aussi, a sa « guerre des polices »... Cette fois, les carabiniers triomphent de la Sûreté. De « mauvais renseignements » accablent le marquis Montagna. Le rôle de Piero Piccioni devient très équivoque. D'autres personnalités sont mises en cause, convaincues de témoignages de complaisance. Mais surtout — c'est toute l'affaire — il est prouvé que Wilma Montesi était déjà morte quand son corps a été abandonné sur la plage de Tor Vaianica. Pas de noyade. Pas d'accident. Une information judiciaire est donc ouverte sur les causes de sa mort.

Le juge d'instruction est le signor Sepe. La presse italienne va le surnommer l' « Hercule de la vérité ».

— Rien ne m'arrêtera, dit le juge. Je n'ai peur de rien.

Il ne pèse pas loin de 130 kilos. Les tracas de son enquête lui en feront perdre quinze. Il entend, confronte, inculpe, jette en prison, met en liberté provisoire. Il dresse finalement un acte d'accusation de 396 pages, la base du procès qui s'ouvre lundi à Venise.

A Venise, car on espère que l'atmosphère y sera moins passionnée qu'à Rome. Mais il y sera aussi difficile d'y établir avec certitude la vérité.

Piero Piccioni a été renvoyé devant le tribunal sous l'inculpation d'homicide involontaire et Ugo Montagna de complicité. Avec eux seront également poursuivis deux douzaines d'inculpés — dont, ô ironie — Silvano Muto contre qui on retient toujours la prévention d'avoir attenté à l'ordre public par ses révélations intempestives ou incongrues.

Témoins-clés du procès : la Bisaccia et la Caglio, celle-ci surnommée la « fille du siècle » en rupture des bars de la place d'Espagne (le Saint-Germain-des-Prés de Rome).

De la première, un de ses amants rapportera un propos qu'elle tint « en faisant un cauchemar » :

— Ne me jetez pas à la mer comme Wilma...

MÉCONTENTEMENT CHEZ LES ÉTUDIANTS

par Claude NEUSCHWANDER

Le bureau de l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a exposé les motifs du mécontentement des étudiants. M. Neuschwander, vice-président de l'UNEF, précise ici les griefs des étudiants.

CLAUDE NEUSCHWANDER

LE mécontentement grandit chez les étudiants. Les espoirs suscités l'an dernier par le ministère sombrent les uns après les autres au fur et à mesure que, avec le temps, on s'aperçoit que les promesses n'ont jamais été concrétisées. Les projets de réforme ne répondent pas à ce que nous attendions : les taux des bourses ont été abaissés, le nombre de places n'a pas été augmenté dans les restaurants universitaires.

Si la dernière rédaction du l'exposé des motifs du projet de loi portant réforme de l'enseignement nous satisfaisait davantage que celle qui nous avait été proposée en juillet, elle est cependant loin de répondre aux espérances des étudiants, surtout après les promesses que le ministère leur avait faites au début de l'année scolaire.

En effet, aux termes mêmes du projet de loi, l'allocation d'études n'entrera en vigueur qu'au moment où l'effet de la réforme se fera sentir dans l'enseignement supérieur, c'est-à-dire en octobre 1964. Jusque là, c'est le système des bourses qui restera en vigueur. Or ce système a depuis longtemps fait la preuve de son inefficacité. Le ministre avait constitué à la fin de l'autre année scolaire une commission de démocratisation de l'enseignement qui avait repris à son compte le projet d'allocation d'études présenté par l'U.N.E.F. et avait étudié les mesures transitoires destinées à permettre l'établissement par paliers successifs de cette allocation d'études sans discrimination de fortune ou d'orientation. Or le projet ministériel ne précise même pas si son allocation d'études sera celle que nous avons conçue et dont le principe a été adopté par la commission.

Ces mesures transitoires comportaient, entre autres, la création de prestations remboursables (assez semblables à un système de prêts d'honneur) et d'un système de prestations non remboursables (embryon d'allocation d'études), ces dernières se substituant de plus en plus à celles-là, au fur et à mesure que les effets de démocratisation se seraient fait sentir.

D'abord augmenter les traitements

L'U.N.E.F. essaiera de faire amender en ce sens le projet de loi. Elle regrette de ne pouvoir — le ministère n'ayant pas tenu ses promesses — soutenir ce projet de réforme.

Un deuxième projet retient l'attention des étudiants : celui des Instituts Pédagogiques de l'Enseignement Secondaire (I.P.E.S.). Il s'agit de faire prendre en charge, par l'Etat, des étudiants candidats à la licence qui se destinent à l'enseignement et qui signent un engagement de dix années. Ce projet résulte de la crise actuelle des maîtres dans l'enseignement secondaire, mais l'U.N.E.F. ne considère pas que le projet d'I.P.E.S. soit une solution efficace. Une réforme de la licence ès sciences, qui dure actuellement de quatre à cinq années, aurait certainement beaucoup plus d'effets. D'ailleurs, comment empêcher les étudiants en sciences d'abandonner l'enseignement s'ils remboursent après leur licence les sommes qu'ils ont touchées ? Si l'on veut rendre les carrières de l'enseignement plus attrayantes, il faut que l'on augmente d'abord les traitements des professeurs.

Ce projet d'I.P.E.S. est, de plus, une mesure discriminatoire qui désavantagerait les élèves ne désirant point faire carrière dans l'enseignement. L'U.N.E.F. ne peut qu'être opposée à l'orientation autoritaire des études, conséquence directe des I.P.E.S. Une amélioration des conditions de travail des étudiants, une revalorisation des traitements des professeurs, la mise en place rapide de l'allocation d'études, telles sont les premières conditions à réunir pour résoudre la crise actuelle du professorat.

Les autres motifs de mécontentement sont encore beaucoup plus vivement ressentis par la masse des étudiants, puisqu'il s'agit de leurs conditions matérielles d'existence : les bourses et les restaurants universitaires.

La diminution générale du taux des bourses est d'environ 10 %. En effet, des décrets récents ont accordé des bourses à de nouvelles catégories d'étudiants (quatrième année d'études, en lettres et en sciences ; le système a été réorganisé pour l'agrégation et le C.A.P.E.S., et il y a évidemment, en plus de cela, l'augmentation du nombre de demandes de bourses, corrélative à l'augmentation du nombre d'étudiants.

Les crédits n'ont pas varié

Malgré cela, le montant total des crédits n'a pas varié. Le chapitre des bourses d'étudiants est prévu au budget pour 4 milliards 263 millions de francs, alors que l'U.N.E.F. estime que les crédits devraient s'élever à 5 milliards 280 millions de francs dans les conditions actuelles.

Le dernier motif de mécontentement des étudiants est l'insuffisance des restaurants universitaires. A Paris, par exemple, le nombre des étudiants s'est accru de 10.000 depuis 1954, c'est-à-dire depuis l'achèvement du « Mabillon ». Sur ces 10.000, il y en a au moins 5.000 qui fréquentent chaque jour les restaurants universitaires, ce qui explique la queue devant le restaurant, l'attente et les conditions extrêmement mauvaises de travail du personnel des œuvres. Il faut absolument, face à cette situation dramatique (et qui sera catastrophique à la rentrée d'octobre si aucune solution n'est intervenue d'ici là), installer un restaurant universitaire dans les locaux de la rue Mazet. Ce local, qui est convoité également par le lycée Fénelon, permettrait de résoudre la crise des restaurants universitaires, alors qu'il est tout à fait insuffisant pour pallier le manque de locaux des lycées qui nécessitera, comme le signalait récemment le ministre, la création de cinquante lycées sur la ceinture de Paris.

Nous espérons, quant à nous, que les assurances qui nous ont été données maintes fois par le ministère seront rapidement concrétisées dans les faits ; dans le cas contraire, le mécontentement qui grandit actuellement chez les étudiants contre la politique du ministère de l'Education nationale pourrait nous amener à envisager des actions de masse et même, peut-être, la grève.

C. N.

★

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue mercredi, M. Billères, ministre de l'Education Nationale, a précisé certains points :

● INSTITUTS PÉDAGOGIQUES. — Leur principe est révolutionnaire. Mais à une situation révolutionnaire, — la pénurie dramatique d'enseignants dans certaines disciplines — il faut des remèdes révolutionnaires. Les syndicats de l'Enseignement secondaire les réclament d'ailleurs depuis longtemps déjà.

On a craint que les Instituts n'établissent une discrimination fâcheuse entre les étudiants. Ces craintes sont sans fondement, d'abord parce que les élèves professeurs seront recrutés d'après leur mérite. Et d'autre part, le principe d'un tel recrutement n'est pas nouveau : c'est celui des écoles normales, des écoles d'inspecteurs des régies financières, etc., qu'on n'a jamais considérées comme « discriminatoires ».

La situation exige par ailleurs que le problème des traitements du personnel soit posé. Il le sera.

● BOURSES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — A ce propos, les doléances enregistrées sont pour une part justifiées. Dans certaines Académies un petit nombre de bourses ont été diminuées : pour quelques étudiants le taux moyen des bourses de première année a été réduit. Cette situation est déjà redressée en ce qui concerne les bourses renouvelées. D'autre part un crédit important a été demandé pour rajuster les bourses de première année.

● RESTAURANTS UNIVERSITAIRES. — L'immeuble de la rue Mazet que réclamaient les étudiants a été affecté aux restaurants universitaires. D'autres restaurants seront ouverts.

Et le ministre a ajouté ces quelques précisions :

● Les promotions des écoles normales primaires sont passées de 5.700 en 1955 à 8.000 pour 1957.

● Une prime de participation à la recherche a été accordée aux chercheurs du C.N.R.S.

● Les listes d'agrégation ont été allongées.

● Certains licenciés ont été titularisés.

● Le projet portant réforme de l'enseignement qui a été déposé comporte une nouveauté décisive : un financement par un fonds de « modernisation et de démocratisation » auquel sont affectés, à partir du 1er janvier 1958, 58 milliards de crédits assurés.

ATOME

Utile confrontation

LES trois « Journées d'information sur l'énergie nucléaire » organisées ces derniers jours à Paris par l'Association Française pour l'Accroissement de la Production et l'Association Technique pour la Production et l'Utilisation de l'Energie Nucléaire avec le concours du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique ont réuni plus de mille participants, en majorité des chefs d'entreprise, des ingénieurs hautement spécialisés et des savants.

Quelques faits, pris dans l'énorme masse de renseignements apportés par les divers orateurs, industriels engagés dans la lutte atomique ou responsables de la politique atomique française :

● Les gigantesques accélérateurs de particules construits par l'homme pour étudier la désintégration de l'atome ont des concurrents qui seront peut-être un jour domestiqués à leur tour : les rayons cosmiques.

● M. Butler, ancien Chancelier de l'Echiquier, pouvait récemment annonce à la reine Elizabeth que d'ici vingt ans, plus de 20 % de l'électricité britannique proviendrait de la fission de l'atome ; M. Guille, secrétaire d'Etat chargé de l'énergie atomique, a assuré au cours de ces journées que 35 % de l'électricité française sera d'origine atomique en 1975 (1 % en 1960).

● Notre production d'uranium, qui est actuellement de 200 tonnes à peu près, atteindra 3.000 tonnes en 1975.

● Mais cette question de l'uranium cause quelque inquiétude à M. Ricard, ingénieur général de la Marine, qui, intervenant, se demande si la France pourra, à cette date, avoir une marine moderne — c'est-à-dire à propulsion nucléaire — étant donné que ce mode de propulsion réclame non pas de l'uranium naturel, comme celui dont nous disposons, mais bien de l'uranium 235 ou un autre combustible nucléaire enrichi... que nous ne pouvons fabriquer.

● Evoquant cette question de combustible nucléaire, M. Kowarski, directeur au Centre Européen des Recherches Nucléaires de Genève, a souligné l'importance d'avoir la politique de ses ressources en minerais combustibles naturels ou combustibles enrichis et en matériaux fins (eau lourde, graphite, béryllium) mais que seuls les Etats-Unis et l'U.R.S.S. paraissent actuellement avoir la possibilité d'exploiter ces combustibles enrichis. La raison en est que la séparation isotopique qui fournit les matériaux enrichissants est chez eux déjà bien établie pour les besoins de l'industrie de guerre.

● A propos de l'eau lourde, une remarque : les Etats-Unis n'autorisent pas l'utilisation de celle qu'ils nous vendent (bon marché d'ailleurs : 22 millions de francs la tonne), pour un réacteur de propulsion nucléaire — or nous en avons besoin pour notre sous-marin atomique et le navire marchand en projet. Les Norvégiens peuvent nous céder la leur pour une telle utilisation, à 55 millions la tonne.

Bien d'autres choses pourraient être dites à propos de ces journées d'informations, trop longtemps différées, semble-t-il, mais qui auront eu au moins un mérite : confirmer certains espoirs précis quant à notre libération énergétique vis-à-vis de l'étranger... dans dix ou quinze ans sans doute.

Le pensum de la semaine : le marché commun

L'EUROPE SANS SLOGANS

par Pierre VIANSSON-PONTÉ

UN beau jour de l'hiver 1974-75, sur l'aire de l'aérodrome d'Orly, Jacques-Etienne Durand, 34 ans, ouvrier métallurgiste, sa femme et leurs deux enfants descendaient de l'hélicoptère lourd Fiat n° 263 qui venait de les amener, en dix minutes, de la nouvelle gare aérienne du Bois de Boulogne.

Plus de formalités, plus de douanes, plus de passeports : déjà, à quelques mètres, le Super-Languedoc Paris-Hambourg d'Air-Europe faisait vrombir ses réacteurs. Nerveux, Jacques-Etienne vérifiait pour la vingtième fois la présence, dans la poche intérieure gauche de sa veste, de la précieuse enveloppe qui contenait sa carte de travail, son carnet d'allocations familiales, les billets d'avion et surtout le contrat d'embauche à en-tête de la « Norddeutscher Lloyd ». Ce contrat lui avait été remis par les services de main-d'œuvre de son usine lorsque, le mois dernier, le Comité d'entreprise des « Tracteurs de France S. A. » avait donné son accord pour la fermeture définitive de l'atelier 21-50, le sien, devenu inutile en raison de la transformation de l'usine en centre d'assemblage.

« On nous demande vingt soudeurs qualifiés pour Hambourg, *lui avait dit le conseiller du travail de l'usine, un Luxembourgeois qui faisait un stage en France.* Veux-tu y aller ? Il n'y a guère que des places de manœuvres pour la Sarre et la Hollande. Tu ne veux pas perdre ta qualification professionnelle ? Surtout que les offres d'emplois, en ce moment, ne courent pas les rues... »

Mme Durand ne pleurait pas, non ; mais elle faisait de si grands efforts pour retenir ses larmes qu'elle en oubliait de surveiller ses enfants. Jeannette (6 ans) voyant Paul, son frère, absorbé dans la contemplation du camion-ravitailleur Belga de la S.E.P.S. (Société Européenne des Pétroles du Sahara), installait sa poupée hollandaise dans le capuchon de l'imperméable Pirelli du garçon...

Fiction ? Histoire imaginaire ? Peut-être. Mais peut-être aussi simple anticipation, coup de projecteur sur ce que pourrait être l'Europe après dix-sept ans de ce « Marché commun » sorti cette semaine des dossiers des techniciens et des négociations des politiques, pour aborder enfin la grande lumière des débats publics. Ces images de quelques-unes des conséquences d'un marché commun européen correspondent à peu près à l'idée que s'en fait, malaisément d'ailleurs, le grand public, à travers les hymnes de ses partisans et les diatribes de ses adversaires.

Correspondent-elles à la réalité ? C'est une autre affaire.

La réalité, aujourd'hui, c'est cette énorme masse de documents, de rapports, de mémorandums, de contre-projets et de notes que remuent depuis six mois les experts des six pays de la « Petite Europe » réunis à Bruxelles et que très peu d'hommes, en dehors des fonctionnaires engagés dans la discussion et d'une quinzaine de parlementaires tout au plus, se sont donné la peine d'étudier. Car la moindre des malédictions qui pèsent depuis dix ans sur l'unité européenne n'est pas l'aridité extrême du sujet, qui condamne généralement ceux qui le traitent à recourir à la technicité pédante ou aux solennelles platitudes, et en tout cas à distiller un insurmontable ennui.

Cette frénésie qui compromet la meilleure des causes

A défaut d'être gais, tentons au moins d'être clairs.

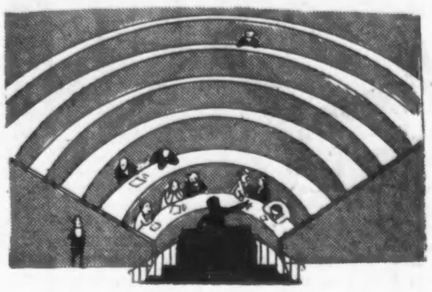
En l'état actuel du dossier, c'est-à-dire à quelques semaines en principe de la signature d'un traité dont, déjà, le Parlement français est invité à approuver les principes les yeux fermés, avant même qu'ils soient complètement fixés, qu'est-ce que le marché commun ?

> **En théorie, l'idée est des plus simples. Marché russe : 180 millions d'hommes. Marché américain : 200 millions. Pourquoi pas un « troisième Grand », fort de 160 millions de producteurs-consommateurs, formé par la réunion — pour commencer — des six pays prêts à relever le défi au nom de l'Europe (Allemagne, Italie, Benelux, France) ?**

Le raisonnement est bien connu : il sert depuis dix ans, sous différentes formes, les deux occasions les plus spectaculaires où le recours à ce thème devint obsessionnel étant la création de la communauté charbon-acier (C.E.C.A.) en 1951, puis l'affaire de la C.E.D.

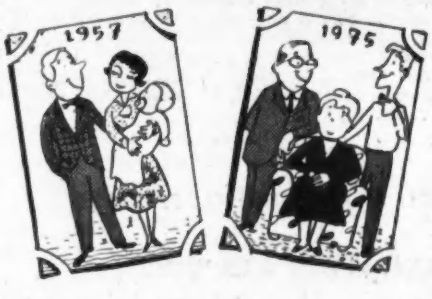
> **L'idée d'une Europe unie et prospère est parfaitement saine et de nature à susciter l'adhésion. Reste à démontrer qu'elle serait**

La théorie est simple



Mardi, les députés ont ouvert leur premier débat sur le marché commun européen. Avec d'autant moins de fièvre, voire d'attention, que le sujet est obscur, que le dossier ne leur a pas été communiqué, et qu'aucune décision ne leur est demandée, seulement des encouragements à signer un traité, qui n'est d'ailleurs pas prêt.

L'affaire engage pourtant tout l'avenir du pays. Il ne s'agit de rien de moins que d'unifier les économies des six pays de la « petite Europe » (France, Allemagne, Italie, Benelux) de telle façon que les biens, les capitaux et les hommes puissent y circuler librement et que s'améliorent les niveaux de vie de chacun.

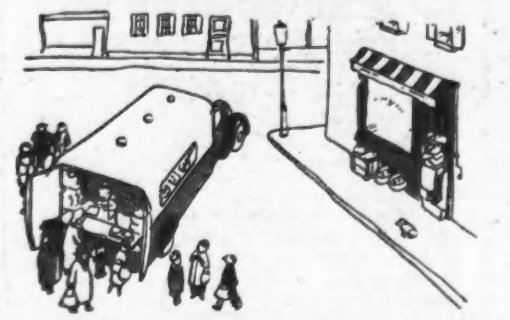


Ces objectifs clairs vont dans le sens de l'évolution historique. Mais ils s'expriment dans un projet de traité qui est l'un des textes les plus complexes et les plus imprécis à la fois qu'on ait jamais vus. La seule période préparatoire, avant la réalisation complète du marché commun, demandera de douze à dix-sept ans.

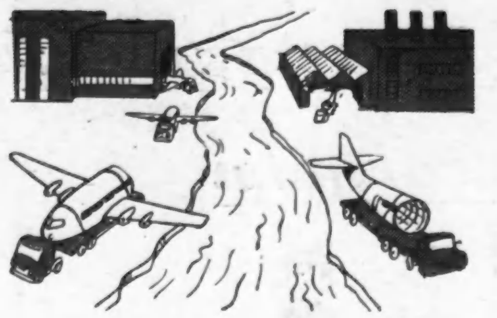
Une énorme machinerie institutionnelle, comprenant Conseil des ministres, Assemblée parlementaire, Cour de justice, fonds, conseils et comités de tous ordres, sera mise en place. Mais ces institutions n'auront que le pouvoir de surveiller le fonctionnement du traité et des mécanismes automatiques qu'il prévoit.

LE MARCHÉ COMMUN

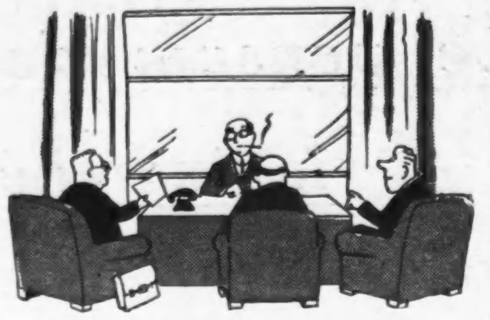
3 bonnes raisons...



Les défenseurs du marché commun mettent tout leur espoir dans la concurrence accrue qui résultera de l'ouverture des frontières entre les six pays. Le vent frais et salubre de l'extérieur ranimerait l'économie française, sclérosée et malade, lui insufflerait la force, et à défaut la grande peur, qui seraient le commencement de la sagesse.



Pourquoi nous épuiser, argumentent encore les partisans du traité, à entretenir de coûteuses industries rivales, pour des raisons de prestige ? La spécialisation permettra de répartir les tâches, d'éviter les frais multiples, de produire plus, mieux, à meilleur compte. Elle va dans le sens du progrès.



Et puis, en mettant toutes nos ressources en commun, nous présenterons plus de garanties ; on nous prêtera plus volontiers. Une production accrue trouvera des débouchés à sa mesure. Elle permettra des investissements plus importants, mieux dirigés, engendrera le bien-être général. Ce sera l'âge d'or de l'Europe.

→

prospère parce qu'unie, et que d'abord elle peut être unie. C'est ici que commence le malentendu.

Les partisans acharnés de l'union ont leur slogan et un argument massue. Le slogan, c'est le classique « S'unir ou périr ». Adapté au goût du jour, il se formule : « Le marché commun ou la mort. » Et l'argument massue : « *Si vous n'applaudissez pas, c'est que vous êtes contre l'Europe et contre l'union.* » La frénésie de certains compromet, à force d'exagération, la meilleure cause.

Car la cause de l'Europe est bonne. Personne n'a jamais d'ailleurs pris position contre le principe même de l'unité européenne. Mais quoi ! on peut discuter, examiner quelles modalités sont compatibles avec les possibilités de la nation, quelles étapes garantissent vraiment le progrès et le bien-être de chacun par l'effort de tous. Les cautions qui nous sont offertes ne sont pas toutes de nature à inspirer une aveugle confiance.

En face de ces zélateurs inspirés et maladroits d'une nouvelle foi, certains des adversaires ne sont, il faut le reconnaître, ni moins acharnés, ni plus sincères. Le nationalisme le plus hargneux, brandi par ceux-là mêmes qui, à droite du Parlement, abdiquant si volontiers le sens national quand les grands intérêts de classe sont en jeu, déconsidèrent une partie de l'opposition. Le pseudo-internationalisme des communistes, qui s'exerce à sens unique, vers l'Est, est un aussi mauvais alibi. Les études critiques sérieuses, les arguments de bonne foi, les discussions loyales sont rares.

Une diplomatie secrète employée à masquer ses véritables objectifs

De la théorie à la pratique, le pas est forcément large, les complications nombreuses, les difficultés considérables. Aussi, est-il légitime de se poser la question, une fois de plus : l'approche choisie est-elle bonne ? Le marché commun offre-t-il le meilleur chemin vers l'unification politique de l'Europe ?

C'est bien d'unification politique, en effet, qu'il s'agit. Un tel but n'a rien, en soi, qui puisse choquer. La permanente menace soviétique, la faiblesse de l'économie européenne, artificiellement masquée par d'incessantes largesses américaines, la fragilité d'une construction qu'un éclat de rire de dictateur égyptien (suivi, il est vrai, de quelques erreurs de calculs de nos dirigeants) peut suffire à ébranler, tout cela peut constituer des arguments séduisants en faveur de l'unité européenne.

Mais pourquoi s'obstiner, là aussi, dans une désuète et ridicule diplomatie secrète qui emploie la moitié de ses efforts et les trois quarts de son temps à masquer aux yeux de l'opinion les véritables objectifs qu'elle poursuit ? Si l'on veut aboutir aux Etats-Unis d'Europe, pourquoi ne pas le dire ? Pourquoi ne pas tenter de faire de cette idée-force le levier qui soulèvera les barrières et peut enthousiasmer la jeunesse, au lieu de la cacher comme une tare honteuse ?

Un Etat doit avoir l'armée et l'économie de sa politique. L'Europe morcelée n'a ni la force militaire, ni la puissance économique ; elle pourrait du moins, pour commencer, avoir une politique commune, voire une vraie Assemblée constituante au lieu de la caricature qui nous en est offerte à Strasbourg. A qui fera-t-on croire que la tentative lancée aujourd'hui pour construire un marché commun économique, venant après l'essai et l'échec de constitution d'une armée commune, est un problème technique, sans caractère politique ? Les fameux marchés communs américain et russe tant invoqués sont d'abord les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques Soviétiques, c'est-à-dire deux gigantesques fédérations, deux Etats. Leurs puissances économique et militaire ont suivi, non sans retard d'ailleurs, leur unité politique.

De temps en temps, un porte-parole des Européens lève un coin du voile. Ainsi M. Robert Schuman, disant sa « *hâte de voir entreprendre la communauté politique européenne, seul but raisonnable de tous les efforts* ». Ainsi M. Herman Abs, grand banquier allemand et éminence grise de M. Adenauer dont il pourrait bien être le successeur : « *Il faut que la coopération dans le domaine de la politique douanière soit complétée par la coordination des politiques pratiquées en matière monétaire, sociale et financière.* » Ainsi encore le patronat français qui déclare dans un texte officiel du C.N.P.F. : « *Une législation européenne commune dans les domaines monétaire, financier, social, fiscal, économique pourra seule assurer le maintien de l'unité du marché européen.* »

Marché commun, c'est-à-dire taux de change, coût du crédit, prix et charges sociales et fiscales débattus en commun. Bref, c'est l'ensemble des interventions de l'Etat dans la vie économique — budget, fiscalité, crédit — qui deviennent affaires gérées ensemble.

L'argument selon lequel il vaut mieux, justement, commencer par mettre les économies en communication pour obliger les gouvernements à s'unir peu à peu dans une construction politique unique, est faible. C'est jouer la difficulté qu'aventurer ainsi pour la seconde fois, c'est-à-dire décisivement, les chances de l'unité européenne dans une entreprise qui porte au départ ce handicap maximum : le poids des luttes désespérées que vont mener des régions, des secteurs, peut-être des pays entiers pour ne pas être sacrifiés, pour ne pas s'engager à fond et sans recours. La voie de l'unité politique est certes très malaisée ; le détour par le marché commun économique allonge le parcours d'une étape plus dure encore.

Là où la médecine classique a échoué, un traitement de choc peut réussir

Un autre argument, constamment invoqué pour plaider le réalisme du projet, est l'existence d'une communauté-type, d'un modèle réduit en parfait état de fonctionnement du futur marché commun général : la communauté charbon - acier de Luxembourg (C.E.C.A.). Le choix de ces deux secteurs était celui qui changeait le moins l'ordre des choses parce qu'il s'agissait d'industries déjà fortement concentrées, voire étatisées, travaillant des produits lourds, coûteux à transporter, jouissant donc d'une immunité géographique importante.

La C.E.C.A. a fonctionné en période de haute conjoncture, sans que les six associés aient à se préoccuper de vendre leurs produits à l'extérieur. Or on ne sache pas que son existence ait transformé l'existence des mineurs et des sidérurgistes, amélioré leur niveau de vie, rendu moins tracassières ou plus entreprenantes les législations et les administrations qui régissent ces secteurs. Les résultats, même s'ils sont positifs, sont trop peu spectaculaires pour que le précédent paraisse éloquent.

Au dossier du marché commun, ses défenseurs versent encore un certain nombre de pièces. Les trois thèmes avancés le plus souvent pour susciter l'enthousiasme sont l'espoir d'une concurrence plus active qui réveillera de sa léthargie l'économie française vieillotte et sclérosée, la nécessité d'une spécialisation poussée de chacune des petites unités économiques de la future communauté, enfin la relation entre le montant des investissements et les dimensions du marché. Là encore, mieux vaudrait appeler les choses par leur nom et dire exactement où le vent pousse.

Concurrence : il n'est pas nouveau de dire que l'économie française a grand besoin d'une rénovation. Pourquoi le choc régénérateur qui incitera à la production, à la productivité, qui fera tomber en poussière les vieilles barrières, les ingénieux et innombrables remparts protecteurs derrière lesquels étouffe ce pays, ne pourrait-il venir, en effet, d'une concurrence plus active dans un cadre plus vaste ?

Tout cela est vrai. Si vrai que, depuis la guerre, de grands efforts ont été faits pour abaisser les droits de douane, réduire les contingents de marchandises admis par chaque pays à l'importation, établir des systèmes préférentiels pour les échanges intra-européens. L'existence de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O.E.C.E.) n'a d'autre objet. Et ses efforts ont apporté des résultats qui sont loin d'être négligeables.

Toutefois, la libération des échanges n'a pas été assez poussée pour bouleverser les mauvaises habitudes malthusiennes, rompre les protections patiemment reconstruites aussitôt qu'abattues depuis plus de vingt-cinq ans.

Là où la médecine classique a échoué, pourquoi le marché commun, traitement de choc, ne réussirait-il pas ?

Pourquoi pas, en effet ? A deux conditions toutefois : d'abord, qu'avant d'entrer dans cette union, l'économie française ait été mise en état d'en recevoir les bienfaits et d'en affronter les risques, qu'elle ait des chances au moins raisonnables de réagir dans le bon sens. Ensuite, que l'union elle-même soit conçue de telle façon qu'elle déclenche, et non empêche, une remise en ordre dramatique, mais bien nécessaire. Donc qu'elle ne laisse en dehors de son champ d'action les secteurs qui auraient précisément le plus besoin de sa pression pour se réformer, et par exemple l'agriculture. Or qu'en est-il réellement ?

Des « paratonnerres » multiples, à la fois insuffisants pour éviter les chocs, et trop lourds pour que la machine reste maniable, ont été prévus par le traité. Des clauses de sauvegarde y ont été inscrites. Certains des adversaires du projet lui reprochent à la fois, sans souci de cette contradiction apparente, d'être une aveugle mécanique qui broiera tout dans ses implacables engrenages et de comporter trop d'amortisseurs pour que le choc régénérateur et bénéfique jette bas une vieille muraille de papier. Ils n'ont pas tout à fait tort.

Ainsi constate-t-on avec stupeur en lisant le traité qu'aucun élément de planification n'est prévu, destiné à rectifier les conséquences fâcheuses de l'unification. Le problème des charges fiscales, le mécanisme complexe d'abaissement progressif des droits de douane et des contingents, l'enchevêtrement incroyable des pseudo-soupapes de sûreté et dérogations, la multiplication des institutions qui composeront l'imposant appareil de cette super-administration, mais qui ne coordonneront ni la politique monétaire commune (le Comité monétaire est purement consultatif), ni celle du crédit, ni celle des charges, ni aucune politique d'ailleurs, font de ce projet l'un des textes les plus obscurs et les plus incomplets à la fois qui aient jamais été rédigés.

Spécialisation : il est vrai aussi que la concur-

VU A LA LOUPE

rence, même désordonnée, entraînera une spécialisation accrue, source normale de baisse des prix et d'amélioration des niveaux de vie.

Mais il n'est pas sûr que le marché commun établirait un sain équilibre, entraînerait automatiquement la prospérité de chacun. En quoi l'existence d'un marché commun italien a-t-elle apporté la prospérité au Sud de l'Italie ? L'union d'une région pauvre et d'une région riche peut bien enrichir l'ensemble. Mais cet enrichissement global peut aussi s'accompagner d'un accroissement des inégalités et enrichir les riches en appauvrissant encore les pauvres.

« Ce cher MacMillan, qui est un vieil ami et un bon Européen »

Investissements accrus : on cite couramment deux exemples, celui de la construction aéronautique et celui des machines-outils, pour montrer qu'un pays moyen ne dispose ni des ressources financières, ni des débouchés intérieurs suffisants pour assurer un développement autonome dans tous les secteurs. On parle moins, en France, des industries chimiques, des textiles artificiels, des papiers et cartons, des tracteurs, qui sont les plus directement et dangereusement menacés par le partage des moyens et des tâches à l'intérieur de la future Communauté.

La Ford et la General Motors, branche allemande, renonceront-elles aux capitaux de leur maison-mère américaine ? Rien dans le traité, tel qu'il est, ne les y contraint. L'accroissement des investissements se traduira alors par le déversement massif sur le marché commun de véhicules « allemands », et la disparition rapide des industries automobiles française et italienne. La spécialisation y gagnera peut-être, mais la concurrence ?

On pourrait ainsi discuter fort longtemps les arguments péremptoires des partisans qui ont le tort de considérer la moindre objection comme une atteinte à leur infaillibilité, et surtout de se référer constamment aux grands et réels avantages d'un marché commun idéal alors qu'ils défendent en fait un projet aussi ambitieux dans ses buts qu'obscur dans ses moyens.

Car, et c'est là une des raisons de l'épais brouillard qui est entretenu autour du projet, des difficultés importantes subsistent, des points essentiels ne sont pas tranchés, des objections sérieuses s'élèvent dans les rares cercles informés, que les inspirateurs, ne pouvant résoudre ou réfuter, ont choisi de nier en bloc comme attentatoires aux grands principes.

Présentons rapidement quelques-unes de ces inconnues et de ces critiques, dont l'une au moins est de nature à tout remettre en question.

L'Angleterre, dotée d'un gouvernement qui s'affirme, par la voix de MM. MacMillan et Thorneycroft, partisan du libre-échange, est tenue en fait à l'écart du marché commun. Le « Times », également libre-échangiste, écrivait mardi : « Jusqu'à quel point la Grande-Bretagne pourra-t-elle négocier un accord de marché commun si les conditions de celui-ci sont déterminées à l'avance? Mettra-t-on notre pays devant le fait accompli sur plusieurs points vitaux ? » Déjà, au cours de l'été, la Grande-Bretagne avait proposé l'établissement d'une zone de libre-échange englobant les dix-huit pays de l'O.E.C.E. La réponse fut une précipitation soudaine, presque discourtoise tellement elle était apparente, des négociateurs des six pays pour hâter la conclusion du traité de marché commun.

En décembre, les chefs des délégations à Bruxelles ont donc décidé que la conclusion du traité des Six devait être *préalable à toute négociation* en vue de la constitution d'une zone de libre-échange. En fait, le chevauchement des deux systèmes, dont le fonctionnement est très différent, poserait des problèmes tels que la décision risque de fermer la porte au nez de l'Angleterre. Le marché commun ne serait pas une étape vers une association avec la Grande-Bretagne : c'est au contraire un choix qui nous couperait de ce pays.

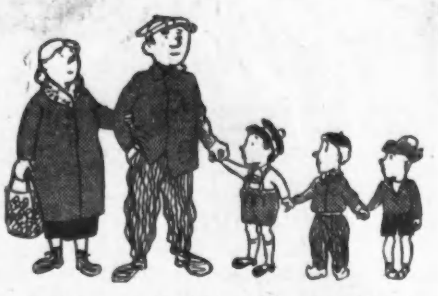
Après en avoir ainsi disposé, les Six ont délégué à Londres M. Spaak, chargé de prodiguer quelques bonnes formules sur « l'excellent travail que nous pourrons faire avec ce cher MacMillan, qui est un vieil ami et un bon Européen ».

Seconde lacune, ou objection : l'agriculture sera-t-elle incluse dans le marché commun ou laissée à l'écart. Officiellement, on déclare à l'adresse des députés ruraux (et non seulement paysans) qui sont bien cent cinquante à l'Assemblée nationale : « Prix garantis, débouchés élargis, et surtout aucune contrainte ». Un article 38. introduit sur l'insistance de la délégation française et qui sera sans doute accepté par nos partenaires, ne prévoit-il pas que les importations de produits agricoles étrangers pourront être suspendues si les prix intérieurs baissent au-dessous d'un niveau minimum ?

Ainsi la majorité parlementaire est-elle plus aisée à réunir, du moins tant que les articles du traité sur ce sujet ne sont pas encore arrêtés, ni connus.

En fait, la garantie que paraît apporter l'article 38, dont le jeu reviendrait à mettre l'agriculture hors du marché commun, repose sur une illusion. On aboutirait en effet à un système économique curieux : prix agricoles bloqués à un niveau élevé et prix industriels en baisse constante sous la pression de la concurrence étrangère. Ainsi seraient compromis à la fois le niveau de vie des travailleurs et la capacité d'investir des patrons, mais évité le fameux « choc régénérateur » à un secteur vital de l'économie française.

et 3 bonnes critiques



« Rêveries et illusions », répondent les adversaires du traité. Toutes ces merveilles seraient peut-être vraisemblables s'il s'agissait d'un véritable marché commun, ce qui supposerait la création d'une communauté politique, et poserait d'autres problèmes. Mais votre projet engendrera une confusion inextricable.

Ainsi, pour les travailleurs français, le marché commun est l'abandon de tout espoir d'une hausse des salaires ou de nouveaux avantages sociaux, et pour longtemps : jusqu'à ce que ceux des pays moins favorisés, l'Allemagne par exemple, les aient rattrapés. Pour les producteurs, le désordre présidera à leur nécessaire reconversion. Et au profit de qui ?

Le plus grave, ce sont les pays d'outre-mer. Les intégrer au marché commun, c'est les donner en don à nos partenaires qui n'acceptent ce cadeau que s'il leur rapporte et refusent de participer à nos charges. Les laisser en dehors, c'est aborder l'affaire avec le handicap de plusieurs centaines de milliards de dépenses annuelles.

Des sacrifices — salaires et progrès social bloqués — et un vrai drame.

Autre catégorie nettement favorisée — c'est le principe même du traité — les travailleurs. Un gouvernement socialiste ne se doit-il pas de songer par priorité à améliorer leur sort ? Déjà, la France a le niveau de dépenses sociales le plus élevé des Six, une politique assez hardie, très en avance en tout cas sur celle de son partenaire allemand. Comment « harmoniser » les charges qui pèsent ainsi sur les prix de revient et égaliser les conditions de vie ?

Longuement, les experts ont confronté les calendriers français et allemand des jours chômés et payés. Puis, comme on n'arrivait pas à conclure, les négociateurs allemands ont eu une idée. La France, depuis des années, défend sauvagement les béquilles de son commerce extérieur : l'aide à l'exportation et la taxe à l'importation. Argument invoqué : la disparité des charges sociales.

Les experts allemands ont donc proposé généreusement le maintien du régime spécial d'aide, du moins à titre provisoire et sous réserve de la comparution annuelle de la France devant les instances suprêmes de la communauté. Cela fait, ils ont pu prétendre qu'aucune égalisation des charges sociales ne s'imposait plus.

L'article 48 du traité a donc été rédigé ainsi : « Après l'entrée en vigueur du traité, les Etats membres, afin de prévenir l'apparition de nouvelles distorsions de la concurrence, se consulteront mutuellement avant de procéder à l'introduction ou à la modification de dispositions législatives ou administratives susceptibles d'avoir une incidence sérieuse sur le fonctionnement du marché commun ». En termes clairs, ce texte signifie : tout relèvement des salaires, l'octroi de nouveaux avantages sociaux comme ceux qui ont été accordés aux travailleurs français en 1956 sont désormais exclus, et pour longtemps.

Refus de l'alliance anglaise, sort de l'agriculture, blocage des niveaux de vie, il existe d'autres incertitudes ou objections encore qu'on pourrait énumérer.

Mais il est un dernier point, capital celui-là, qui conduit à une tragique impasse : c'est le problème de l'Union française.

Georges Boris a analysé récemment dans « L'Express » (1) les raisons qui font qu'on ne conçoit pas que l'Union française puisse entrer dans le marché commun. Ces raisons sont multiples et fortes : régime préférentiel des échanges entre la métropole et les pays d'outre-mer ; investissement annuel de capitaux métropolitains, dont la France ne disposera pas pour améliorer sa propre industrie ; charges de souveraineté approchant 400 milliards par an et que nos associés refusent de partager dans la moindre mesure, quelque compensation qu'on leur offre ; nécessité de conserver un marché qui représente actuellement pour la France 500 milliards de francs, c'est-à-dire 100 milliards de plus que nos exportations totales vers les cinq pays de la Communauté.

« Que demande l'Europe ? A devenir quelque chose. »

A cette argumentation s'ajoute un autre motif d'inquiétude, d'un poids extraordinaire : l'Algérie. La guerre coûte 400 milliards par an ; la paix, selon les déclarations mêmes du président du Conseil, au moins aussi cher : 3.800 milliards d'ici 1965 (dont 1.800 de fonds publics), selon le rapport Maspetiol, pour assurer un très modeste développement du niveau de vie de la population.

Le souci d'aboutir rapidement laisse craindre qu'en dépit des efforts faits, en particulier, par le ministère de la France d'outre-mer, les auteurs du traité ne retiennent, pour l'outre-mer, la plus mauvaise solution : la simple mention, en termes généraux, de principes sur lesquels devraient reposer des conventions ultérieures précisant les conditions d'association de chaque territoire d'outre-mer avec la Communauté. Cette solution nous dessaisirait de l'outre-mer, tout en nous laissant la charge des dépenses non rentables, des mauvais placements et le soin de faire régner l'ordre dans des territoires d'où notre éviction serait bientôt fatale.

Ainsi se présente la discussion critique du marché commun, en son état actuel. Paraphrasant Sieyès, on a pu dire : « *Qu'est-ce que l'Europe ? Tout. Qu'a-t-elle été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. Que demande-t-elle ? A devenir quelque chose* ». Mais cette Europe qui ne demande en effet qu'à « *devenir quelque chose* » risque fort, aux cris de « *le marché commun ou la mort* », d'être ramenée au néant, et pour longtemps, par ceux-là mêmes qui se veulent ses plus farouches défenseurs.

Demain, la signature de la France peut être engagée, la dernière étape, celle de la ratification, s'ouvrir. C'est donc aujourd'hui, avant que le pas soit franchi, qu'il convient de mettre en garde ceux qui sont sincèrement attachés à l'unité européenne contre les imprudences qui risqueraient de compromettre cette grande idée et d'ajourner de plusieurs dizaines d'années l'espoir d'une construction nécessaire.

P. V.-P.

(1) « L'Express » n° 288 du 28 décembre.

DIVERTISSEMENT A L'IT

CARLO LEVI

MEDECIN, peintre, écrivain, Carlo Levi a acquis une renommée mondiale en publiant immédiatement après la guerre Le Christ s'est arrêté à Eboli. *Dans ce livre, il racontait ses expériences de 1935-36, alors que Mussolini lui avait assigné une résidence surveillée dans les environs de Salerne. Il révéla au monde et à sa patrie étonnés la condition dans laquelle on vivait dans le Sud de l'Italie.*

Depuis cette date, Carlo Levi a publié un roman : La Montre, *un essai :* La Peur de la liberté, *écrit en 1940 à La Baule, protestation véhémente contre le fascisme, et récemment un livre de voyage en Sicile :* Les Paroles sont des pierres, *où il étudie, une fois de plus, la vie de ses compatriotes déshérités du Sud.*

Ces derniers temps, Carlo Levi a quelque peu abandonné la littérature pour se consacrer avec acharnement à la peinture. Ses œuvres sont inspirées par l'esthétique expressionniste.

Carlo Levi est un des rares intellectuels italiens qui n'aient pas rompu, ces derniers temps, les liens avec le parti communiste. Il était présent au congrès de décembre. Cette attitude ne l'a pas empêché de critiquer dans une lettre ouverte l'intervention soviétique en Hongrie, car « jamais le fascisme n'a bénéficié de la participation populaire totale qu'on constate dans la révolte de Budapest. » *Et, ajoute Carlo Levi :* « Nous avons connu le fascisme par expérience directe, et de plus près que quiconque. »

Très populaire dans son pays, il a accepté de répondre aux questions que lui a posées Enrico Roda pour le magazine Tempo.

Le ton des questions et des réponses appartient à cette « comédie » mi-profonde mi-légère qu'aiment à se jouer les Italiens. Et dont un grand photographe, Mario Garruba, a fixé en quelques images, pour L'Express, *le spectacle dans la rue.*

Question. — Quel est, indépendamment de sa position de parti, le plus italien de nos hommes politiques ?

Réponse. — Tous, indistinctement, sont Italiens : et par leurs qualités et par leurs défauts. Peut-être le sont-ils tous un peu trop.

Q. — Vous est-il déjà arrivé d'interrompre un tableau au beau milieu ? Si oui, pour quelle raison et dans quelles circonstances ?

R. — Souvent, à cause du téléphone.

Q. — Supposons qu'en cet instant une étoile filante tombe dans le ciel. Formuleriez-vous un vœu, selon la coutume ? Lequel ?

R. — Oui, comme je le fais toujours. Mais il ne faut pas dire lequel.

Q. — Sauriez-vous m'indiquer une œuvre d'art dont on puisse dire : « Voilà l'Italie » ?

R. — La « Madone à la chaise », de Raphaël.

Q. — Quel est, selon vous, le secret du succès d'un homme ?

R. — Le courage.

Q. — Dans quelle mesure estimez-vous que le fait d'habiter telle ou telle ville influence l'œuvre d'un artiste ?

R. — Ce facteur joue un très grand rôle, et pour tout le monde.

Q. — Qu'est-ce qui dans la vie vous effraie le plus ?

R. — La bêtise fanatique.

Q. — Un grand quotidien français a mené récemment une enquête autour de cette question : « Que manque-t-il aux Français pour être heureux ? » Je voudrais à présent vous poser la même question en ce qui concerne les Italiens, en vous demandant de bien vouloir répondre par une seule phrase.

R. — Mille lires.

Q. — Au cours d'un naufrage, vous êtes à même de sauver une seule personne des cinq que je vais vous citer : La Pira, Togliatti, Giovanni Ansaldo, Gina Lollobrigida et Mario Missiroli (1). A qui offririez-vous votre aide et pour quelle raison ?

R. — A Gina Lollobrigida, pour d'évidents motifs chevaleresques.

Q. — En quoi un Italien se distingue-t-il spécialement d'un étranger ?

R. — Par sa langue.

Q. — Au cas où vous écririez un livre de textes à usage scolaire, quel titre donneriez-vous au chapitre consacré au fascisme.

En quoi un Italien... se

R. — La cachistocratie (2).

Q. — Si vous aviez vécu au temps de la Révolution française, quel est le personnage que vous auriez aimé incarner ?

R. — Mozart.

Q. — Que pensez-vous de vos ennemis ?

R. — Tout le bien possible.

Q. — Existe-t-il, selon vous, un délit qui justifierait le rétablissement de la peine de mort ?

R. — Non.

Q. — Parmi vos contemporains, quel est celui en compagnie duquel vous aimeriez vous présenter aux portes du paradis ?

R. — C'est un genre de chose qu'on ne fait (si on le peut) que tout seul.

Q. — Qu'est-ce qui, dans la vie, excite davantage votre curiosité ?

R. — Le silence.

Q. — Les Français ont l'esprit, les Anglais l'humour. Dans le même ordre d'idées, que possèdent les Italiens ?

R. — Le chant.

Q. — De nos ancêtres, quel est celui auquel vous aimeriez servir de mentor, au cours d'une visite sur cette terre ?

R. — A mon père.

Q. — Quel itinéraire lui feriez-vous suivre ?

R. — Celui de sa vie.

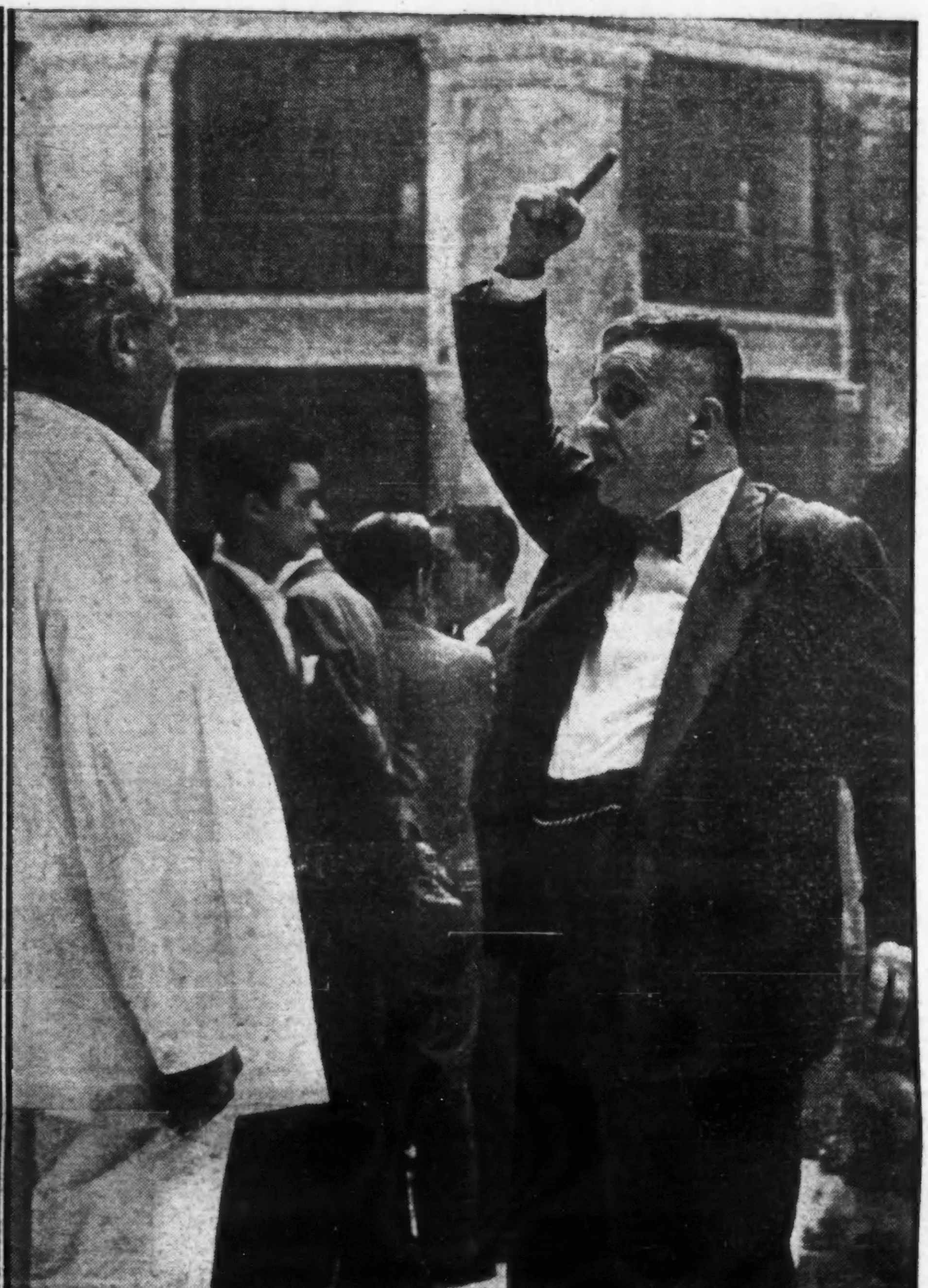
Q. — Quel est, selon vous, l'équivalent mo-

(1) *Le maire de Florence, le chef du parti communiste, un journaliste d'extrême droite, le directeur du « Corriere della sera ».*

(2) *Qu'il faut probablement traduire par « le pouvoir du plus mauvais » (cachistos : le plus mauvais ; kratos : pouvoir).*

ITALIENNE

Dialogue avec Carlo LEVI
Photos de Mario GARRUBA



se distingue-t-il spécialement... d'un étranger?

derne, actuel, de la pierre philosophale et de l'élixir de longue vie ?

R. — La participation au pouvoir politique.

Q. — Une jeune fille, dite de petite vertu, prononça un jour, en se regardant dans une glace, la phrase suivante : « J'ai beau me maquiller, j'ai quand même l'air jeune. » Ce propos m'avait vivement impressionné. Voulez-vous m'aider à me l'expliquer ?

R. — Comme je l'ai écrit dans « L'Horloge », le maquillage, la mode, les robes, etc., sont des formes d'évasion, des tentatives d'être différente de soi-même, de se dissimuler par une sorte de magie, pour ne pas être exposée à une réalité hostile.

Q. — Qu'est-ce qui, selon vous, exprime le mieux notre époque ?

R. — Un enfant.

Q. — Quel est, à votre avis, l'homme le plus néfaste qui ait existé ?

R. — Hitler.

Q. — Quel est l'écrivain italien qui, comme Stendhal, pourrait être compris un siècle plus tard ?

R. — Ils sont tous compris immédiatement.

Q. — En quoi consiste, selon vous, l'objectivité pour un critique ?

R. — Elle consiste à essayer de trouver, sans avarice aucune, les éléments positifs que contient l'œuvre qu'il examine.

Q. — Dans quelle mesure pensez-vous que la chance joue un rôle dans le succès d'un homme ?

R. — En raison de ses vertus.

Q. — Que pensez-vous de vous-même ?

R. — Tout le bien possible, et rien de plus.

Q. — Quelle est la réaction que provoque chez vous l'admiration inconditionnée de l'un de vos semblables ?

R. — L'ennui.

Q. — Si vous y étiez contraint, quel est le slogan publicitaire que vous lanceriez en faveur de la vertu ?

R. — Elle rapporte.

Q. — Y a-t-il, selon vous, un péché que Dante aurait oublié de mentionner dans son Enfer ? Si oui, quel est-il ?

R. — Au fond, aucun : la liste de Dante est complète. Bien entendu, il y manque les variétés modernes de certains péchés: les idolâtries modernes (l'escroquerie morale, l'étatisme, la bureaucratie, etc.) et ainsi de suite.

→

DIVERTISSEMENT A L'ITALIENNE *(suite)*

Q. — Une petite actrice en mal de publicité décide, pour faire parler d'elle, de monter un petit suicide. Elle ingère une certaine quantité de somnifère, mais se trompe de dose et meurt. Voulez-vous me dicter une épitaphe pour sa tombe ?

R. — Elle aimait les autres plus qu'elle-même.

Q. — Quelles sont les qualités indispensables pour faire un bon directeur de journal ?

R. — La fantaisie, le courage, le sens de l'architecture, le sens de l'histoire, la confiance dans les hommes et l'amour de la liberté (et la chance, par-dessus le marché, de pouvoir rester longtemps en charge).

Q. — Quel est, à votre avis, le film le plus « italien » qui ait été produit depuis la fin de la guerre ?

R. — « Rome, ville ouverte ».

Q. — Rêvez-vous en blanc et noir ou en couleurs ?

R. — En couleurs.

Q. — S'il vous était donné de pouvoir placer un appareil enregistreur sous le siège de l'un de vos contemporains pour en écouter les propos, lequel de ceux-ci choisiriez-vous ?

R. — Pas d'appareil enregistreur. Naturellement, chacun de nous (et je fais partie du nombre) voudrait être présent, aux moments graves ou importants de l'Histoire.

Q. — Que manque-t-il aux Italiens pour être heureux ?

R. — Rien.

Q. — Lors d'une récente déclaration à la presse, Cocteau dit entre autres : « Celle-ci est la génération de l'auto-stop. » Voulez-vous me donner votre avis à ce sujet.

R. — « Bordel pour bordel, j'aime mieux le métro, c'est plus gai et puis c'est plus chaud (Aragon). »

Q. — Quelle est, selon vous, la raison profonde du succès déconcertant de l'émission « Quitte ou double » ?

R. — Comme je l'ai écrit dans un article paru dans la « Stampa », il s'agit d'un processus d'identification.

Q. — Quel est, à votre avis, le plus grave défaut de ces questions ?

R. — Celui d'appeler des réponses qui ne sont ni vraiment sérieuses ni vraiment spirituelles.

Q. — Quel est, à votre avis, « le mal du siècle » ?

R. — La schizophrénie.

Q. — Lorsque vous vous trouvez pour la première fois devant l'un de vos semblables, éprouvez-vous le besoin de formuler sur lui un jugement immédiat ? Si oui, à partir de quels détails votre impression se forme-t-elle ?

R. — Je ne formule jamais de jugement immédiat.

Q. — S'il vous restait une heure à vivre, que feriez-vous ?

R. — Je vivrais.

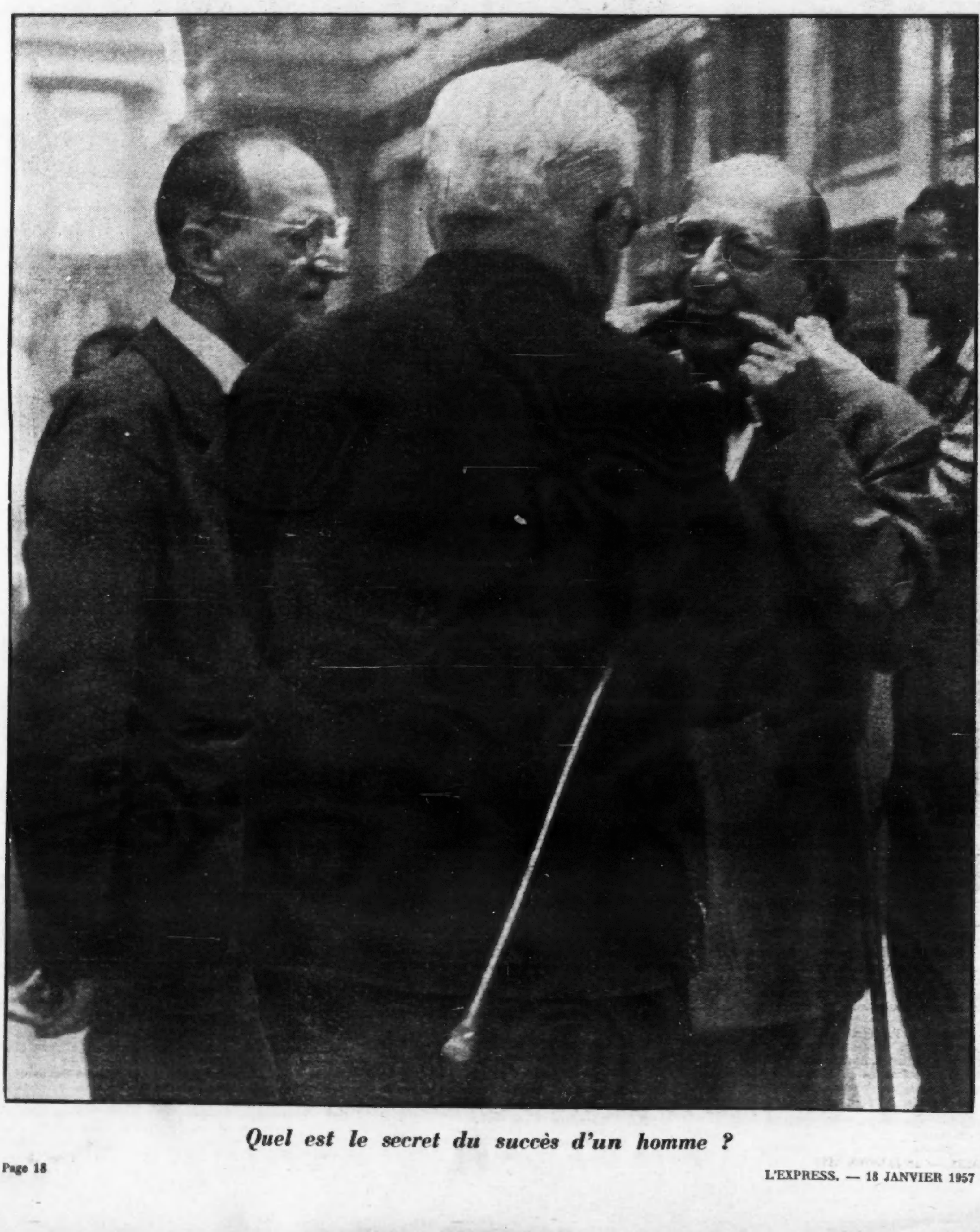
Q. — Quelle épitaphe désireriez-vous avoir sur votre tombe ?

R. — A deux cents ans, bien avant le temps, hélas ! il mourut.

Q. — Quels sont les biens que vous regretteriez en mourant ?

R. — Aucun.

(Copyright « L'Express » et « Tempo ».)



Quel est le secret du succès d'un homme ?

Les Français ont l'esprit, les Anglais l'humour. Que possèdent les Italiens ?

Et que leur manque-t-il pour être heureux ?

CETTE GAUCHE CASSÉE, PARALYSÉE...

LES lecteurs de L'Express *se souviennent de la retentissante déclaration que Jean-Paul Sartre fit à notre journal, lors des événements de Budapest (1).*

Cette prise de position lui valut un courrier considérable, éloges et critiques, et eut un vaste écho dans toute la presse mondiale.

Quand un chien mord un homme, disent les journalistes américains, ce n'est jamais un événement, quel que soit le chien et quel que soit l'homme. Mais quand un homme mord un chien, c'est un événement.

Sartre avait mordu le chien.

Mais, la sensation créée par sa prise de position une fois dissipée, il reste l'essentiel, le fond du problème. Au bout de quelle analyse, Sartre s'est-il résolu à condamner la répression de la révolution hongroise ? Et à le faire — ô scandale — dans les colonnes d'un journal non communiste ? Allait-il, en reprenant la plume dans sa propre revue, Les Temps Modernes *(2) faire machine arrière ?*

Ceux qui l'ont espéré seront déçus. Dialoguant avec ses contradicteurs, Sartre développe sur 120 *pages les arguments que contenait sa déclaration à* L'Express, *sans en atténuer, au contraire, la portée.*

Sa démonstration commence par une exécution féroce de M. Guy Mollet.

« Je ne connais personne dans l'Histoire qui ait trahi tant de gens à la fois. Ses alliés, d'abord. Avant même de constituer le gouvernement, il sacrifiait M. Mendès France aux exigences du M.R.P.

« Ses électeurs ensuite. Ils l'avaient porté au pouvoir parce qu'il avait promis de faire la paix. Les voici, maintenant, avec deux conflits sur les bras.

« Et puis, généralement, tous les Français : il a fait couler pour rien le sang des soldats, il a désorganisé l'économie française par une équipée criminelle et imbécile, il a réalisé contre notre pays l'unanimité des Nations Unies. Il a montré à tous une France abjecte dans laquelle nous refusons de nous reconnaître : cruelle contre les faibles et lâche devant les forts.

« Enfin et surtout — puisque c'est ce qui nous occupe — il a trahi son parti.

« Sur tous les tableaux, la droite gagne : elle atteint ses objectifs et le socialisme est dans la m... On donnera à M. Mollet le temps de faire appliquer toutes les mesures impopulaires que ses fautes rendent inévitables ; ensuite, la droite crèvera cette baudruche et reprendra le pouvoir aux applaudissements unanimes. En ce temps-là, le fascisme sera tout proche et la S.F.I.O. liquidée. »

Puis J.-P. Sartre propose une explication du stalinisme et du culte de la personnalité, rendant des points en marxisme à M. Kroutchev dont le rapport devant le XX[e] Congrès du P.C. soviétique apparaît, à la lumière de ce qu'écrit Sartre, comme un pénible exercice de style bourgeois.

Enfin, la dernière partie de l'article prend, après le résultat des élections du 1[er] secteur de Paris, un intérêt encore plus vif, car elle analyse en termes fort nets les obstacles qui s'opposent à une éventuelle « union des gauches ». Sartre y répond à un progressiste qui lui demandait :

« Etait-ce bien le moment ? L'hystérie anticommuniste est à son comble, les crimes de notre gouvernement nous ôtent le droit de condamner qui que ce soit ; nous n'avons qu'une seule tâche : nous unir contre la guerre d'Algérie. »

« Monsieur, *écrit Sartre,* si ce n'est pas le moment, dites tout de suite que le moment ne viendra jamais. Car enfin, supposez que les Russes, demain, envahissent la Pologne et déportent Gomulka : l'hystérie anticommuniste prendrait une telle violence, qu'il faudrait plus que jamais se serrer autour du parti. Et si, après-demain, des Migs bombardaient Bucarest ? Pour le coup, ce serait de la furie et je pense que vous vous inscririez, quitte à crever un peu plus tard de hargne rentrée (...).

« Oui, c'est le moment, c'est bien le moment. Peut-être même est-il trop tard. Pour que les choses en soient venues là, pour que la même erreur, dix fois dénoncée, renaisse une fois encore, avec la même invraisemblance et soit proclamée vérité, il faut que le P.C. français soit bien malade ; si les communistes ne prennent pas sur eux de trancher dans le vif, la gangrène s'y mettra. Que MM. Duchet, Bidault, Tixier-Vignancour se réjouissent ! Mais les hommes de gauche ne se réjouiront pas : le P.C., par les votes qu'il recueille, reste le premier parti de France : pourri, il foutra la vérole à la gauche entière. Que peuvent-ils faire, en effet, les rassemblements et les groupes non communistes ? S'unir sans lui, c'est se condamner à l'impuissance ; contre lui : c'est ouvrir la porte au fascisme. Reste une solution, une seule : l'unité d'action avec lui ; or, c'est celle-là, justement, que sa politique rend impossible. Car, enfin, nul ne s'y trompe, le Front commun des Gauches, quelle que soit l'importance des petites formations, ne sera jamais réalisé sans une entente durable des deux grands partis ouvriers. C'est ce que, depuis dix ans, nous ne cessons de répéter ici-même, c'est ce que nous continuerons à répéter. Seul, un Front populaire peut sauver notre pays. Seul, il peut guérir nos chancres coloniaux ; seul, il peut arracher l'économie au malthusianisme, lui donner une impulsion nouvelle, organiser, sous le contrôle ouvrier, une production de masse pour élever le niveau de vie français, seul, il peut jeter les bases d'une démocratie sociale ; seul, il peut reconquérir la souveraineté nationale, briser le bloc atlantique et mettre la puissance française au service de la paix mondiale. Cette politique, la seule qui serve tous les intérêts de la France, la seule qui puisse nous éviter des sursauts sanglants, le fascisme et peut-être la guerre civile, aucun des deux partis n'est assez fort pour la mener tout seul. Mais il y a pis ; aucun des deux partis ne peut se tirer sans l'autre de la crise qu'il traverse (...). »

Alors ?

Alors Sartre dit :

« Cette gauche cassée, paralysée, dont une moitié s'enfonce dans la solitude, dont l'autre fait la politique de la droite, c'est en elle que nous plaçons notre dernier espoir. Qu'elle tombe un peu plus bas encore, c'est le fascisme. Qu'elle se relève et s'unisse, qu'elle dépasse ses contradictions intérieures, la France peut vivre. Il faut parier sur elle, quoi qu'il arrive : le Front populaire ou le marasme, il n'y a pas d'autre choix. »

Mais le correspondant du directeur des Temps Modernes *reprend la parole :*

« Et vous croyez vraiment que nous contribuerons à recoller ces moitiés disjointes en tapant comme un sourd sur les deux à la fois ? S'il faut cogner, cognons sur le parti socialiste : le Front populaire, on sait bien que ses dirigeants n'en veulent pas. Mais le P.C. ? Que dit-il chaque jour ? Qu'il faut un front uni ! Voyez-les : de Thorez au militant de base, ils tendent la main à Guy Mollet, à Daniel Mayer, à Lacoste. Est-ce que ce n'est pas justement ce que vous souhaitez ? »

« *Non,* répond Sartre, *pas tout à fait.*

« Depuis les élections, le P.C. a suivi constamment la même politique. Il s'agissait en somme d'atteindre sur le plan national les objectifs que l'U.R.S.S. poursuit dans le domaine international : il fallait rassurer, contribuer à la détente, élargir les zones d'influence communiste par la réalisation d'un front commun des partis ouvriers. Cette politique était dictée en U.R.S.S. par la déstalinisation réelle de la société soviétique : elle traduisait le « dégel », le besoin d'expansion de cette formidable puissance. En France, elle ne pouvait avoir de sens que si elle s'accompagnait d'une déstalinisation réelle du parti, c'est-à-dire d'une démocratisation et d'une expansion véritable (...).

« Cette formation de 180.000 militants, plutôt que de s'élargir comme le P.C. italien, a préféré se resserrer, laisser la classe ouvrière à l'extérieur. Depuis 48, les dirigeants communistes ont parié pour la guerre : le bloc atlantique se ferait de jour en jour plus agressif ; à la veille du conflit, le gouvernement français *dissoudrait le parti* ; ils ont voulu rester sur le qui-vive, groupe rapide et entraîné, qui ne s'embarrasserait pas de gros effectifs et passerait sans encombre à la clandestinité (...).

« Qu'a-t-il obtenu ? On réarme l'Allemagne, on se bat en Algérie, les prix montent. Contre l'expédition franco-britannique, les travaillistes ont ameuté la moitié de l'Angleterre. Et nous, qu'avons-nous fait ? Qu'ont fait les 150 députés communistes ? Qu'a fait le parti de ses cinq millions de voix ? (...)

Malgré tout, *révèle Sartre* : « Il y a deux mois, écœurés des charlottades de Guy Mollet, quelques députés socialistes en étaient venus d'eux-mêmes à jouer avec l'idée d'un nouveau Front populaire. C'est alors que les dirigeants du P.C. ont rendu un signalé service au chef du gouvernement : ils ont approuvé dans l'allégresse la tuerie de Budapest. Vraiment, M. Guy Mollet n'en espérait pas tant : mais il profita pleinement de sa chance et provoqua sans trop de maladresse « l'hystérie anticommuniste ».

Ici, Jean-Paul Sartre se déchaîne contre son contradicteur :

« Vous qui me demandez si c'est bien le moment de parler, considérez ce parti monstrueux qui bloque et gèle cinq millions de voix, démobilise la classe ouvrière, abandonne l'action de masse pour la manœuvre parlementaire, dénonce mollement la guerre d'Algérie pour ménager — bien en vain — les socialistes et n'hésite pas au même moment à les plonger dans la Terreur et à justifier leur méfiance par des déclarations insensées sur les événements de Hongrie (...).

« Comprenez-moi : il faut agir aussi sur le parti socialiste. Mais l'attitude socialiste est déterminée par la politique du P.C. : jamais les militants de la S.F.I.O. ne se délivreront de la peur qui les ronge tant que le P.C. restera ce monstre préhistorique, à la fois terrible et impuissant ; car ils le savent bien, c'est leur trahison qui le réduit à l'impuissance et s'ils s'approchent de lui, il reprendra tout à coup sa virulence. Ils se sentent relatifs : leur parti n'a que 3 millions d'électeurs, et puis, surtout, les événements d'Europe centrale leur donnent à croire qu'ils seront mangés. On ne parviendra à dissiper leurs craintes et leurs répugnances que dans la mesure où l'on agit d'abord sur le P.C. En Inde, le système des castes engendrait d'insurmontables contradictions à tous les étages de la société, mais Gandhi jugeait inutile de les prendre toutes en considération : « Il fallait, pensait-il, trouver la cheville ouvrière de l'édifice et concentrer ses efforts sur elle seule ; on sait qu'il la découvrit sans peine : c'était tout simplement la caste des parias. Et nous, pour briser les stratifications qui menacent de transformer la gauche française en un système de castes, nous devons d'abord agir sur les orgueilleux parias de notre société, sur les intouchables communistes. Qu'ils changent d'abord, tout est sauvé. »

Comment changer ? Sartre prévoit les objections :

« Qu'on ne parle pas de titisme : le parti français n'a pas encore le pouvoir. Il s'agit seulement de poser un principe : le parti communiste n'est responsable que devant la classe ouvrière de son pays. Et de s'y conformer. Il en découle nécessairement pour l'U.R.S.S. l'obligation de traiter les partis occidentaux sur un pied d'égalité (...).

« Le Front unique reste irréalisable tant que le P.C. s'obstine à le chercher au sommet par l'entente des groupes parlementaires. C'est par la base qu'il se fera, s'il doit se faire un jour. Mais, je l'ai montré plus haut, tant que le parti garde la structure resserrée d'un groupe persécuté, menacé de dissolution et qui se prépare à rentrer dans la clandestinité, il est parfaitement impropre à réaliser cet immense brassage qui doit produire un jour l'Unité (...).

« Si le parti veut retrouver l'appui des masses ouvrières, il faut qu'il accepte leur contrôle. Tant que les éléments de la base ne communiqueront que par le sommet, le P.C. restera clos. S'il veut se souder aux masses, leur rendre l'unité et retrouver la vie par elles, il faut qu'il se décomprime. C'est cette opération même, fondée sur une politique d'expansion, que nous pouvons appeler démocratisation. Ce n'est pas le moment d'examiner sous quelle forme le P.C. peut accepter la résurrection des tendances : quand les dirigeants eux-mêmes voudraient les favoriser, l'ossification des structures ne leur permettrait pas de s'exprimer : cette question capitale est donc subordonnée aux remaniements que le parti doit apporter à sa propre constitution s'il veut redevenir un parti de masses et imposer par la base ce front unique que la S.F.I.O. s'obstine à refuser. »

Et Sartre conclut :

Chaque « gauche » a ses problèmes : le nôtre c'est celui de l'union ouvrière. Il serait aussi abstrait de considérer le P.C. en dehors de cette situation concrète que de l'envisager sans tenir compte de ses liens avec l'U.R.S.S. Pour notre part, voici douze ans que nous discutons avec les communistes. D'abord avec violence : on tue l'opposant par des paroles lorsque les circonstances ne permettent pas de le pendre. Plus tard, l'amitié est venue. Mais notre but était toujours le même : concourir par nos faibles forces à réaliser cette union des gauches qui, seule, peut encore sauver notre pays. Aujourd'hui, nous retournons à l'opposition : par cette raison très simple qu'il n'y a pas d'autre parti à prendre ; l'alliance avec le P.C. tel qu'il est, tel qu'il entend rester, ne peut avoir d'autre effet que de compromettre les dernières chances du front unique. Notre programme est clair : à travers cent contradictions, des luttes intestines, des massacres, la déstalinisation est en cours. C'est la seule politique effective qui serve, dans le moment présent, le socialisme, la paix, le rapprochement, en France, des partis ouvriers. Le 23 octobre, en Hongrie, les staliniens ont gagné une manche, mais ils sont en train de perdre la seconde : la résistance hongroise montre les limites de la violence et sa profonde inefficacité. »

(1) Voir *L'Express* n° 281, du 9 novembre 1956.

(2) Voir dans la section « Lettres » (p. 25) l'analyse critique du nouveau numéro des *Temps Modernes*.

Dans les Temps Modernes

Sartre juge Mollet, l'URSS, le P.C. et la gauche

JE, TU, IL...

● GERMAINE LECOMTE qui, depuis 37 ans, dirigeait l'entreprise de haute couture qui porte son nom, a décidé de fermer ses salons et ses ateliers. Elle avait su, entre les deux guerres, imposer, à la force du poignet, sa maison. Sa clientèle essentiellement française ne lui permettait plus de couvrir ses frais. Depuis la Libération, onze couturiers (Worth, Piguet, Paquin, Rochas, Lelong, Schiaparelli, Molyneux, etc.) ont ainsi fermé leurs portes, et trois seulement sont nés : Dior, Givenchy et Balmain.

● ROBERT MONTGOMERY, 52 ans, acteur et directeur de production américain, conseiller technique des émissions télévisées du président Ensenhower, pourrait être nommé, selon le « Los Angeles Times », secrétaire adjoint à la Marine. Ce ne serait pas la première fois que des responsabilités politiques sont confiées à un comédien de Hollywood.

Ainsi, Mirna Loy a abandonné sa carrière cinématographique pour représenter son pays à l'U.N.E.S.C.O.

● JACQUES GENEVAY, psychologue, a présenté à des éducateurs sa méthode d' « apprentissage endormi ». Ayant constaté, grâce à des contrôles électro-encéphalographiques que le cerveau demeu-

SOLANGE SCHWARTZ
Elle renonce

rait réceptif pendant le sommeil, M. Genevay propose de placer sous l'oreiller des écoliers un « bas-parleur » qui leur permettrait d'apprendre leurs leçons. Il assure avoir obtenu des résultats remarquables en appliquant cette méthode à des « cobayes » : des textes latins et grecs ont été appris par cœur en un temps très court et au prix d'un effort mental limité.

● SOLANGE SCHWARTZ, danseuse-étoile de l'Opéra, abandonne. Pour sa soirée d'adieu, elle a interprété, mercredi, la *Suite en blanc*, qu'elle créa il y a quatorze ans. « Je danse depuis trente-cinq ans, il est temps de songer à la retraite », dit-elle.

● JEAN-CLAUDE VIVIER et JACQUES SERMEUS, 19 ans chacun, qui ont abattu, le 21 décembre, à Saint-Cloud, Joseph Tarrago et Nicole Depoué, ont été arrêtés mercredi. L'un et l'autre étaient armés. Vivier était en possession du permis de conduire de la jeune fille et de la carte grise de la 203 d'Anita Soler. C'est la mère de Jacques Sermeus qui a, involontairement, permis cette arrestation

● ARTURO TOSCANINI, fils d'un petit tailleur de Parme, illustre, irascible et génial, est mort en dormant, à 89 ans, dans sa maison de New-York, à la suite d'une attaque d'apoplexie qui le frappa le 1er janvier. Il sera inhumé dans son pays natal.

HUMOUR

Deux pères bien malheureux

POIRET ET SERRAULT jouent les pères adoptifs chez Gilles. Leur dialogue, qu'ils ont présenté un dimanche à la Télévision, déchaîne l'hilarité la plus irrespectueuse. En voici quelques répliques.

● Il était une fois, au Royaume de France, deux petits garçons insupportables. L'un s'appelait Guy, comme M. Guy Mollet, et l'autre Paul, comme M. Paul Ramadier.

Ils faisaient tant de misères à leurs pères que ceux-ci ne cessaient de se lamenter. Si bien qu'un jour, ils se réunirent pour se raconter leurs malheurs.

● — Guy m'a fait l'autre jour un tour pendable. Il m'a dit : « Je vais jouer avec mon petit camarade Anthony, le petit Anglais, ce petit camarade avec lequel il sort toujours. » Je me dis : ils vont faire marcher leurs bateaux sur le bassin des Tuileries. Je lui recommande de ne pas aller trop loin, car ils vont toujours trop loin... Vous savez où on les a retrouvés ? A Pyramides, au bout du jardin. C'est un voisin, M. H..., qui les a ramenés. On ne peut pas être tranquille.

— Chez moi, le grand amusement

GERMAINE LECOMTE
Elle abandonne

de Paul, c'est de coller des cochonneries sur le pare-brise des voitures. C'est une vraie barbe que ce gosse-là, vraiment ! Je ne sais pas ce qu'il va encore inventer. A dire vrai, si c'était à refaire, je ne l'adopterais pas!

— Eh bien ! moi aussi, je me repens d'avoir adopté mon petit Guy.

— Mais, qu'est-ce qui vous y a poussé, vous ?

On sera tranquille

— Je me suis dit : « Il a l'air gentil. Ce n'est pas l'idéal, mais au moins, avec lui, on sera tranquille ! »... Oh ! il faut dire à leur décharge que les programmes sont trop chargés. On leur demande le même effort qu'à une grande personne ; il faut pourtant considérer qu'ils ont des petites têtes. Il y a trop de matières. On les bourre jusqu'à ce qu'ils éclatent et ils arrivent aux examens et ils ne savent plus rien. Alors, ils répondent de « confiance ». C'est la mémoire qui ne suffit plus. Non seulement elle ne suffit plus, mais ils n'ont plus de mémoire. Vous demanderiez à mon Guy ce qu'il récitait l'année dernière à la même époque, il ne pourrait pas vous le dire. Et le problème du canal, vous connaissez cela ? Ce n'est pas facile. Un canal est bouché ; compte tenu des empêchements de main-d'œuvre, combien de temps qu'on mettra pour le déboucher ? Comment voulez-vous qu'on s'y retrouve ? Il est arrivé aux vacances de Noël absolument épuisé. Il ne faudrait pas qu'il lui arrive ce qui est arrivé à son petit camarade Anthony qui a été obligé d'aller se reposer à la Jamaïque. Mais Guy, c'est son optimisme qui le sauve. Il vit dans son petit univers. Il ne s'occupe pas des autres. Ce qui le détend vraiment, c'est le cirque.

— Moi, j'envoie le mien au grand cirque national face au pont de la Concorde. C'est varié, mais les programmes ne tiennent pas longtemps l'affiche.

CHAT, CHAT, CHAT...

(*Nouvelle portée*)

Les chats de Siné ont si bien amusé nos lecteurs la semaine dernière que nous avons offert l'hospitalité à une nouvelle portée.

PRESSE

Les catholiques et l'Algérie

LA crise que les événements d'Afrique du Nord entretiennent en permanence dans le catholicisme français vient d'entraîner la brusque disparition de *la Vie intellectuelle*, revue mensuelle publiée par les pères dominicains de l'avenue Latour-Maubourg. Fondée en 1928 par le R. P. Bernardot, *la Vie intellectuelle* se proposait de « confronter la foi avec les événements ». Cette confrontation est apparue trop difficile au R. P. Ducatillon, imposé par Rome en remplacement du R. P. Avril, au moment de la crise des prêtres-ouvriers.

Durant les derniers mois, le R. P. Ducatillon avait en effet jugé inopportune la publication de cinq articles d'un ton pourtant fort modéré, mais qui traitaient de l'Algérie : deux d'Etienne Borne, secrétaire général du C.C.I.F. (Centre Catholique des Intellectuels Français), un du Dr Aujoulat, ancien ministre de la F.O.M., le dernier du général Robert Delavignette. Devant une censure à ce point sourcilleuse, la tâche des directeurs de la revue paraissait impossible : ils ont préféré la saborder. L'annonce de la publication de cahiers spéciaux intitulés *Rencontres* ne consolera pas de nombreux intellectuels catholiques qui avaient trouvé dans *la Vie intellectuelle* un instrument d'analyse et de réflexion sur les événements contemporains difficilement remplaçable.

« Témoignage Chrétien »

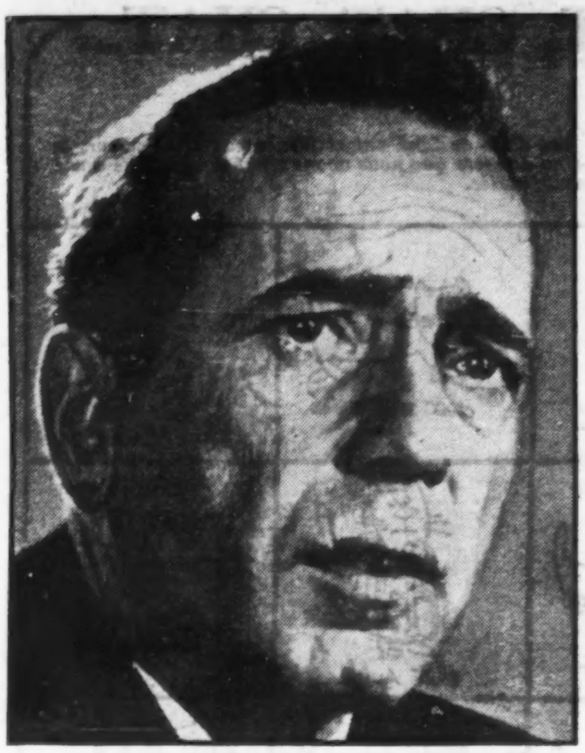
L'Algérie est encore à l'origine d'un remaniement dans la direction et l'administration de *Témoignage Chrétien*. Une campagne qui ne s'est pas cantonnée aux seuls milieux intégristes et réactionnaires a consisté à reprocher à la direction et à la rédaction actuelles du journal leur attitude « antinationale » dans l'affaire algérienne et lors de la crise de Suez. On le suspectait plus généralement de sympathie pour le mendésisme ou la tendance gauche nouvelle. La Compagnie de Jésus — à qui a été dévolue « l'assistance ecclésiastique » auprès de la direction — a, comme l'ordre des Frères Prêcheurs, cédé aux pressions et admonestations de la hiérarchie, comme de certains milieux politiques.

L'épreuve de force qui durait depuis de nombreux mois s'est cependant réglée par un compromis dont la ligne du journal sortira fort peu altérée. André Vial, secrétaire général démissionnaire de l'A.C.J.F., vient doubler Georges Montaron à la direction de *Témoignage Chrétien* ; les rédacteurs les plus hostiles à la guerre d'Algérie pourront continuer à s'exprimer en toute liberté.

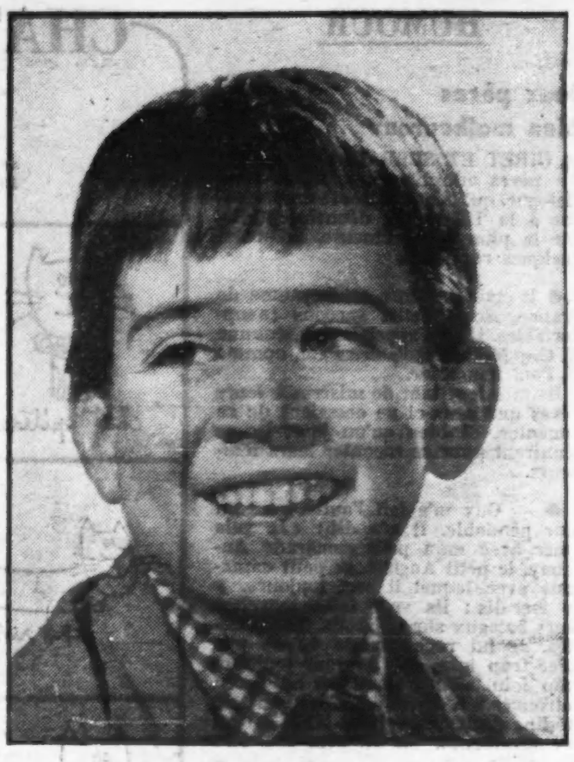
« La Croix »

Les événements politiques ont eu, en revanche, fort peu d'influence sur le départ du R. P. Gabel, rédacteur en chef de *La Croix*. Malade depuis un an, le successeur du Père Merklen, qui avait su en quelques années transformer le vieux quotidien un peu désuet en l'organe de presse moderne qu'il est devenu, venait de perdre récemment le complet usage d'un œil..

C'est un autre assomptionniste, le Père Bruno Linder, qui le remplace au poste de rédacteur en chef. La direction effective du journal est en fait passée entre les mains du Conseil d'Administration de la Mission de la Bonne Presse, où les laïcs sont en majorité. La ligne politique prudente de *La Croix* semble devoir lui éviter les difficultés qu'ont connues et que connaissent d'autres organes chrétiens. Fait remarquable : *La Croix* a pu modifier sa formule de présentation et supprimer le traditionnel crucifix qui ornait sa première page, sans perdre un seul lecteur (tirage 140 000). Il y a trente ans, une tentative en ce sens lui avait coûté 20 000 lecteurs.



HUMPHREY BOGART
La plaie et le couteau



PABLITO CALVO
La course aux mégots

Sous l'apparence d'un dur

IL y a de grands acteurs. Et puis il y a des acteurs qui sont beaucoup plus que des acteurs, qui sont des visages en qui des générations entières se reconnaissent, où elles lisent, à chair nue, leurs hantises et leurs révoltes, leurs souffrances et leurs espoirs. C'est ce qu'on appelle des mythes. Humphrey Bogart est de ceux-là. Il est mort cette semaine d'un cancer à l'œsophage. Mais son mythe est, lui, toujours vivant.

Ses biographes disent qu'il est né le jour de Noël de l'année 1900, ce qui est loin de signifier sous une bonne étoile. Il fit de mauvaises études, une guerre obscure à bord d'un transport de troupes, de vagues affaires à Wall Street, une carrière longtemps insignifiante à Hollywood et deux mariages ratés. Il dut attendre la quarantaine avant de rencontrer le succès et la femme qui devait être sa compagne jusqu'à la fin de ses jours, Laureen-Bacall, l'actrice surnommée par les Américains « The Look » pour l'étrangeté de son regard vert.

Tel Junon

Tout cela est vrai. Mais on peut aussi raconter l'histoire de Humphrey Bogart d'une autre manière. Et la faire commencer du jour où, tel Junon, il sortit tout armé du cerveau d'un cinéaste de Hollywood, alors que le monde entrait en guerre. Revolver au poing, le feutre rabattu sur des sourcils inquiétants, les lèvres crispées, les joues creuses, le menton bleu, avec quelque chose d'infiniment triste à travers tout le visage.

Et de ce jour, des milliers d'hommes, dont Rudolph Valentino avait cessé d'incarner les rêves de beauté ou Gary Cooper les rêves de prospérité sportive, reconnurent dans ce masque brutal et tourmenté le reflet de leur propre image.

Humphrey Bogart, ou le mythe de l'homme dur ? Si l'on veut. A condition de préciser qu'il s'agit aussi bien de subir que de faire subir. Humphrey Bogart possède un des plus beaux directs du gauche du cinéma américain. Mais c'est aussi l'acteur qui a été le plus copieusement rossé. Qu'on se rappelle Le Long Sommeil, qui n'était guère pour lui qu'un long passage à tabac. Il a d'ailleurs une façon de se frotter le menton qui n'indique pas seulement l'habitude de constater les progrès de sa barbe.

Sans avenir

Même chose avec les femmes. On le voit dans tous ses films embrassant à pleine bouche les plus belles filles de Hollywood. Et c'est vrai qu'il leur plaît. Mais, le baiser achevé, elles n'ont rien de plus pressé que d'aller le dénoncer à leur *gang* ou au commissariat du coin. Au même moment où naissait le mythe de Bogart, naissait aussi le mythe de la garce. Et ceci ne pouvait aller sans cela.

Il a beau faire, qu'il soit tueur ou flic, l'aventure se termine toujours aussi mal pour lui, le plus souvent par la mort. Une véritable fatalité pèse sur lui qui ne lui accorde de fugitifs succès que pour mieux lui faire sentir l'imminente déchéance. Au contraire de tous les héros de cinéma, il est l'homme sans avenir. Il a seulement derrière lui quarante ans de misère.

Sous ses apparences de dur, Humphrey Bogart est un héros malheureux. Et l'on comprend qu'il ait été le héros préféré de John Huston. Le Faucon maltais, Key Largo, Le Trésor de la Sierra Madre, autant de films où il a trouvé ses meilleurs rôles, autant de films aussi qui ne racontent rien d'autre que des aventures sanglantes et dérisoires où tout le monde s'entretue pour la possession d'un trésor illusoire, statuette en toc ou paillettes d'or que le vent disperse en poussière.

Victime en même temps que bourreau, Humphrey Bogart est l'image vivante de cet homme dont Baudelaire pressentait l'avènement, de cet homme qui est à la fois la plaie et le couteau : un héros de notre temps.

J.-P. V.

CINÉMA

Le vieil homme et l'enfant

LE MUCHACHO

film espagnol de Ladislas Vajda
avec Pablito Calvo
(Biarritz, Madeleine).

SANS doute ce décor lézardé et grouillant, cette course sans espoir et cet enfant candide au regard de chien battu sont là pour émouvoir. Un tel parti pris de misérabilisme finirait même par irriter, si ce n'était le grand talent de Ladislas Vajda, sincère en dépit de son habileté, lyrique en dépit de son réalisme, qui amplifie le drame au-delà même des images. C'est toute la misère du monde, c'est toute la pauvreté de l'Espagne qui serre le cœur à travers l'histoire de ce vieil ivrogne, cherchant tout le jour quelques pesetas pour louer un costume de torero.

Le film débute sous une grosse pluie d'orage. Le vieil homme et le petit garçon, son neveu, quittent leur cabane inondée. Couple bancal à l'assaut de la ville. Course aux mégots, aux portières de voiture, aux mille petits métiers, des métiers qui s'apparentent de bien des manières aux « bidone » de Fellini. Petites escroqueries sans profit où l'on ne sait pas lequel est le plus pauvre du voleur ou du volé.

Corrida burlesque

Il faut un habit de lumière au vieux torero pour reparaître comme un clown dans une corrida burlesque. Le gosse, trop mûr, inquiétant de finesse et de débrouillardise, obtiendra l'habit et aidera son oncle à oublier le ridicule combat qu'il a livré face à face avec sa déchéance.

Et de nouveau la pluie qui s'abat sur l'arène. Déluge où il n'y aurait même plus d'Arche de Noë. Ladislas Vajda a touché le fond, sans donner le coup de pied qui fait revenir à la surface. Vittorio de Sica s'est promené dans les mêmes bas-fonds, dans les mêmes masures, Fellini a peint aussi un univers illuminé mais sans lumière, mais Vajda, qui a peut-être l'avantage de venir après eux, a su joindre leurs qualités en y donnant un rythme personnel à mi-chemin entre un réalisme trop criard, et un lyrisme trop poétique.

Le petit Pablito Calvo est ce gosse qui a fait croire à beaucoup que *Marcelino, pano et vino* était un bon film. Il est joli, amusant, émouvant. Mais sa présence ne fait pas oublier celle d'Antonio Vineo, le vieux torero à la silhouette dégingandée et au visage ravagé.

★

Compte de fées

UNE CADILLAC EN OR MASSIF

film américain de Richard Quine,
avec June Holliday et Paul Douglas (Lord Byron).

UN de ces contes de fées comme le cinéma américain en était prodigue avant la guerre. Un conte de fées qui est aussi un compte de fées au pays des milliardaires et des conseils d'administration et qui prouve tout à la fois que si l'argent fait le bonheur, le bien mal acquis ne profite cependant jamais.

L'héroïne : une petite demoiselle naïve, honnête et décidée, sorte de Don Quichotte en jupons et en béret à plumes, que le hasard a fait hériter de dix actions d'un trust prolifique. Elle se rend ingénument à l'assemblée générale annuelle du trust, découvre que ses dirigeants sont des filous et lève, au nom des petits actionnaires, l'étendard de la révolte. Sourires, menaces, rien n'y fait : les filous seront démasqués et la demoiselle prendra dans ses menottes énergiques les rênes de la société.

Ce cinéma à la Capra — humour et bons sentiments — a un peu vieilli. Mais c'est joué à la perfection par June Holliday, Cendrillon pétulante et turbulente, et par Paul Douglas, le quinquagénaire et sympathique Prince Charmant de la civilisation des Cadillac.

★

Un G. I. à Paris

FOLIES-BERGÈRE

film en couleurs de Henri Decoin
avec Zizi Jeanmaire et Eddie Constantine (Balzac, Scala, Helder, Vivienne).

CE n'est pas *Beau fixe sur New York*, ce n'est même pas un *Américain à Paris*, mais enfin c'est la

A voir :

En exclusivité :
● **Le Muchacho** (tendre Espagne) ● **Mitsou** (un divertissement signé Colette) ● **Le Salaire du péché** (scènes de la vie de province) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **La Fille en noir** (néo-réalisme grec) ● **La Traversée de Paris** (pour Bourvil).

Nous vous rappelons :
● **Et Dieu créa la femme** (Royale, Cinémonde Opéra, Royal Haussmann) ● **Le Ballon rouge** (Reflets) ● **Gervaise** (Ciné Panthéon) ● **Richard III** (Studio Ursulines, Cinéac Ternes) ● **Grand-Rue** (Astor, Radio-Ciné Opéra) ● **Un Condamné à mort s'est échappé** (Bosquet Gaumont, Raimu, Agriculteurs, Bergère, Delta, Régent) ● **Drôle de drame** (Ranelagh) ● **Fenêtre sur cour** (Studio Bertrand) ● **Moby Dick** (Artistic) ● **L'Etrange rendez-vous** (Pagode) ● **La Red** (Cardinet).

TNP
4e CONCERT
d'ORGUE
M.-M. DURUFLE-CHEVALIER
ET LE MOTET
« EXALTABO TE »
(Michel - Richard de LALANDE)
SAMEDI 19 JANVIER
16 heures
Prix des Places : 100, 206 et 306 fr.

GYMNASE
FERNAND GRAVEY
MARIE DAEMS
TOPAZE
de MARCEL PAGNOL
20 h. 45

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h
LIVRAISON DOMICILE
BOULEVARD DE LA MADELEINE

LE MONDE ENTIER
VIENT
AUX FOLIES-BERGÈRE

GAUMONT-PALACE
AUBERT-PALACE
GAUMONT-THEATRE
GEORGE V
FERNANDEL

EASTMANCOLOR
HONORÉ de Marseille
d'après
JEAN MANSE et YVES FAVIER
MAURICE REGAMEY
avec
HENRI CREMIEUX et RELLYS
CO-PROD. CITÉ FILMS - ROITFELD FILMS
DIS. COCINOR

première fois que le cinéma français réussit un film musical un peu vif, coloré, fastueux sans mauvais goût, drôle sans vulgarité.

Henri Decoin n'a pas le brio de Gene Kelly, sa caméra a de la peine à décoller du plateau d'où s'envolent les danseurs de Roland Petit, mais si le film déçoit, c'est moins par sa facture que par son scénario. On aurait tout de même pu trouver une historiette moins rebattue que celle de ce G. I. qui apprend le français en découvrant la tour Eiffel et les petites femmes bien parisiennes.

Eddie Constantine n'est rien de plus qu'Eddie Constantine. Mais Zizi Jeanmaire, perle authentique au milieu de ces bijoux de strass, ressuscite miraculeusement l'Arletty de la grande époque et l'éternelle Mistinguett. Faubourienne et racée, cocasse et émouvante, elle console des petites starlets en qui les producteurs français s'obstinent à voir des étoiles.

★

Don Juan puni

DON JUAN, film allemand de H.W. Kolm-Veltee (Bonaparte).

UN vrai naufrage. Quelques airs, tronqués, changés de place et trop mal enregistrés pour qu'on puisse même juger de la qualité des chanteurs, voilà tout ce qui surnage de l'opéra de Mozart après son passage à travers les fureurs cinématographiques de M. H.W. Kolm-Veltee. Tout le reste, le drame, la musique, cet équilibre miraculeux de charme et de grandeur qu'est *Don Juan* est bel et bien englouti.

La grande idée de M. Kolm-Veltee a été, semble-t-il, de « farcir » l'œuvre de Mozart de morceaux chorégraphiques exécutés par les Ballets de l'Opéra de Vienne. Le piètre résultat ! Ce va-et-vient perpétuel de paysans ou de villageois endimanchés ne fait que ralentir l'action pour atteindre au ridicule parfait dans la scène finale où Don Juan, avant d'aller brûler en Enfer, se voit infliger en punition préliminaire une version mimée de ses funestes aventures.

Décors prétentieux, couleurs criardes, interprètes maladroits, le cinéma sort aussi meurtri que Mozart lui-même de cette aventure, triste conclusion d'une année consacrée au maître de Salzsbourg.

OPÉRA

Récidive

APRES avoir remonté *Les Noces de Figaro* dans la « version » de Barbier-Carré-Beaumarchais (pour ce dernier, malgré lui !), l'Opéra-Comique nous offre *Cosi fan tutte* dans la « version » de M. Hirsch.

Dans cette version, comme dans celle des *Noces*, les récits chantés de Mozart sont remplacés par des dialogues parlés. Consulté, M. Hirsch a déclaré que c'était là le seul moyen d'amener le public de l'Opéra-Comique à Mozart.

Fait plus déconcertant encore, dans *Cosi fan tutte* certains dialogues de la version originale (traduite en français par Adolphe Boschot) sont remplacés par des dialogues tout à fait différents comme sens et comme style.

Enfin, et c'est le plus grave, la musique elle-même se trouve dérangée et modifiée : souvent, les préludes d'orchestre des airs sont couverts par le bruit de répliques échangées sur scène ; et dans la scène du départ des amants, le chœur écrit par Mozart est purement et simplement supprimé.

Pourtant il y avait au pupitre M. Sebastian, qui, en 1923, faisait ses premières armes de chef au côté de Bruno Walter, alors que celui-ci remontait à Munich les chefs-d'œuvre de Mozart dans la version scrupuleusement originale.

Cela dit, la mise en scène de M. Hirsch est juste et vivante, malgré un découpage en quatre « actes » — l'œuvre n'en comporte que deux ! — qui alourdit beaucoup le déroulement du spectacle. Le plateau est bon dans l'ensemble, avec une mention particulière pour M. Froumenty ; la direction musicale a paru plutôt lourde.

A. G.

ZIZI JEANMAIRE
Arletty plus Mistinguett

THÉATRE

Figaro ou Bitos 84

LE MARIAGE DE FIGARO, de Beaumarchais, au Théâtre National Populaire.

FIGARO, c'est un peu Bitos en 1784, non point pauvre Bitos, mais pièce réussie, personnage triomphant. Et même seul personnage triomphant dans sa catégorie, seule pièce réussie dans son genre. Les pièces qui durent font la satire d'un trait de caractère, d'un travers des mœurs, mais non point d'un ordre social passager. Et même, il en va des mœurs comme de la monnaie, les mauvaises chassent les bonnes, on l'a vu l'autre jour encore à la reprise de *Topaze*, comédie satirique qui, à 25 ans, a perdu quelques dents et ne mord plus grand-chose.

La politique est affaire de chansons et de chansonniers : les ministres passent, les institutions se détraquent, les situations se défont, et si l'on veut que les vieux airs se chantent encore, il faut bien vite y mettre de nouvelles paroles. La malice des spectateurs voit parfois des allusions d'actualité dans telle ou telle pièce historique ; mais dans tout le répertoire français, il ne reste pour ainsi dire pas une grande pièce de satire politique, c'est marchandise périssable. Les auteurs qui s'abaissent à chatouiller l'opinion pour obtenir les applaudissements de tel parti ou de l'autre, montrent en général plus d'opportunisme que de courage : pliés aux circonstances, ils sont déjà prêts pour disparaître avec elles. Mais pour Figaro, bitos ! — pardon, je veux dire chapeau.

Contre le système

La pièce est périmée, bien entendu, M. Mollet ne songe pas à rétablir le droit de cuissage qui est le ressort de l'intrigue ; quand on parle de lettre de cachet à propos de tel professeur embastillé, c'est simple figure de style aujourd'hui ; quand Figaro définit la politique « amollir des cachets, intercepter des lettres et tâcher d'ennoblir la pauvreté des moyens par l'importance des objets », il oublie, et pour cause, que l'on intercepte aussi les avions ; le personnage du greffier Double-Main est absurde à une époque où l'on n'entend plus jamais parler de greffier fraudeur et quand Figaro, à propos de la liberté du théâtre ou de la presse, parle d'une de ses œuvres arrêtée par la police « pour plaire aux princes mahométans, dont pas un, je crois, ne sait lire, et qui nous meurtrissent l'omoplate en disant : chiens de chrétiens », cela n'a plus de sens, puisque nos princes ont fréquenté nos écoles.

Oui, les allusions sont périmées : mais il n'y en a pas beaucoup (on peut lire *le Mariage* sans une seule note), et ce qui reste, c'est une attitude, attitude de l'esprit et attitude du citoyen, qui éclate de santé, attitude d'un homme qui est avec nous, c'est-à-dire avec tout le monde, contre l'injustice, l'inégalité, le mensonge et tout ce qu'il y a d'odieux ou de burlesque dans la comédie sociale. Dans *le Mariage*, l'intrigue est abracadabrante, le cadre de la satire politique et sociale désuet, mais il y a au centre la revendication d'un homme « moyen » contre le système, et malgré le progrès des lumières il y a encore un système et un homme qui a quelque chose à revendiquer.

L'infidélité conjugale

La jeunesse de Figaro, c'est aussi sa gaieté, et c'est parce que cette gaieté, elle la feutre que la représentation du T.N.P. ne nous satisfait pas tout à fait. Représentation aimable, une des meilleures sans doute que l'on puisse réaliser ou imaginer à Paris pour l'instant — à moins que M. Robert Hirsch un jour... (mais de Chérubin à Athalie, quel est donc le rôle que M. Hirsch ne pourrait pas jouer avec éclat ?). Mais enfin le mouvement est ralenti par les distances à parcourir sur l'immense scène de Chaillot, par les temps méditatifs que les comédiens prennent entre les répliques et aussi parce que quelque tête pensante semble avoir découvert dans *le Mariage* la tragédie de l'infidélité conjugale. La comtesse, c'est la femme délaissée qui lutte pour ne pas être bafouée une fois de plus ; Figaro, l'homme qui ne veut pas être trompé le soir de ses noces et, circonstance aggravante pour un ami du Théâtre national populaire, trompé par un grand seigneur.

Dès lors, Mme Silvia Monfort peut jouer avec une race et une grâce exquise une comtesse mélancolique et languissante. Mais lorsque à cette comtesse élégiaque, immobile depuis son entrée en scène, et qui se plaint de la chaleur, le texte fait répondre par Suzanne : « C'est que Madame parle et marche avec action », est-ce qu'on ne touche pas du doigt le contresens ? Et M. Yves Gasc est jeune et plaisant, mais dans le rôle impossible de Chérubin il a déjà l'air de courir tristement après son charme et sa jeunesse. Et M. Daniel Sorano joue Figaro d'une manière très efficace, mais avec plus de sobriété que de

→

A voir

● **La Maison de Bernarda** (le chef-d'œuvre de Lorca) ● **L'Œuf** (insolite) ● **Thé et sympathie** (pour Ingrid Bergman) ● **La Chatte sur un toit brûlant** (impudique Tennessee Williams) ● **Misère et noblesse** (vaudeville napolitain) ● **Requiem pour une nonne** (Faulkner plus Camus) ● **Don Carlos** (un grand drame romantique) ● **Irma la douce** (L'Opéra de Quat'Sous français) ● **Le Mal court** (le classique d'Audiberti).

Cabarets Dancings

AMIRAL BALZAC 54-64 J. RICHARD

A la Romance Espagne et Sud-Amérique 11, rue Monsieur-le-Prince

frede présente le CARROLL'S
34, rue de Ponthieu - ELY. 46-40

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES THE tous les jours
Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

Le SEXY 68, rue Pierre-Charron BAL : 25-18 Pierre DUDAN

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !" de Clerc-Guérin & Fraday

LA MAISONNETTE RUSSE DE PARIS
6, RUE D'ARMAILLE (ETOILE) - ETO. 52-49
Les plus célèbres et succulentes spécialités russes :
ZAKOUSKIS, BORCHTCH, BŒUF STROGANOFF
et le MEILLEUR CHACHLIK DE PARIS
font partie des déjeuners et dîners à 1.500 francs avec VODKA A VOLONTE
avec BLINIS, SAUMON et CAVIAR - 2.200 francs

SARAH-BERNHARDT
JEAN MARAIS
FRANÇOISE SPIRA
dans
César et Cléopâtre
Le chef-d'œuvre de
BERNARD SHAW

→

fougue jusqu'au monologue qu'il détaille avec intelligence, mais aussi avec une sorte d'amertume morose et presque résignée. Seuls M. Wilson en Antonio et surtout Mlle Catherine Le Couey en Suzanne échappent à la contagion.

« Si l'on inscrivait une indication pour les exécutants en tête des pièces de théâtre comme on le fait pour la musique, écrivait un jour Mme Dussane, en tête du *Mariage de Figaro*, il faudrait mettre : allegro, ou allegro vivace. » C'est le mouvement que le chef Jean Vilar sent et dirige le moins bien, et c'est dommage ; on rit, on s'amuse, certes, parce que le rire de Beaumarchais résiste à tout, et son génie, mais on ne sort pas de là, comme il le faudrait, me semble-t-il, avec l'élan joyeux qui fait prendre les Bastilles...

R. K.

★

Des misérables

SALAD DAYS

fantaisie musicale de Dorothy Reynolds et Julian Slade, adaptation de Marianne Fournier, au Théâtre en Rond.

RIEN de plus triste qu'une longue plaisanterie qui fait long feu. Au départ de Londres, *Salad Days* est sans doute une innocente opérette anglaise qui a beaucoup de succès. Un garçon et une fille, au sortir de l'université, veulent se marier. Les parents s'y opposent, menacent de leur couper les vivres. Mais un vieux mendiant leur loue pour un mois un piano magique qui fait irrésistiblement danser tous ceux qui l'entendent, clergyman, vieilles filles, agents de police, ministres acariâtres, etc. C'est un peu niais, mais plaisant.

Mais la traduction est lourde et plate, la musique de M. Julien Slade si gentiment désuète que l'on croit connaître tous ces airs depuis un quart de siècle. Bien entendu la jeune troupe est composée de comédiens qui ne savent ni danser, ni chanter, ni jouer la comédie. Mlle Caps a de la fraîcheur, M. Michel Lesage, qui jouait jadis *Le Feu sur la Terre*, n'en a pas gardé ce qu'il faut pour brûler les planches du Théâtre en Rond. M. Christian Duvaleix, ancien branquignol et un des responsables du spectacle, vient jouer un sketch pendant le dernier quart d'heure comme on fait donner la garde pour sauver une bataille perdue. Enfin l'opérette s'accommode mal de la mise en scène en rond, parce que c'est sans doute le seul genre théâtral qui puisse se jouer bravement face au public, alors que dans le rond on est toujours de dos ou de profil. Au total, un spectacle d'un amateurisme un peu végétarien.

★

Marchands de salade

LES MISÉRABLES

Vingt tableaux de Paul Achard d'après Victor Hugo, à la Comédie-Française (Luxembourg).

IL y a presque cent ans (le 3 janvier 1863) que l'on a joué pour la première fois une adaptation des *Misérables*. Depuis, on a vu pièces et films. Pour faire de l'argent avec un titre dont la réputation est préfabriquée, la Comédie-Française a choisi un découpage en vingt tableaux, rapide et assez adroit de M. Paul Achard. On a l'imprudence de rappeler dans le programme les dix lignes de préface que Victor Hugo a mises à ses 1.500 pages de roman. On y parle de damnation sociale, de dégradation de l'homme par le prolétariat, de déchéance de la femme par la faim, d'atrophie de l'enfant par la nuit, autant de thèmes qui restent actuels et dont on pouvait avoir l'ambition de montrer la vitalité permanente au-delà de l'affabulation romanesque romantique. Ni la matière intellectuelle, ni la matière littéraire du roman ne sont conservées : mais seulement les grandes lignes de l'intrigue, c'est-à-dire une sorte de mélodrame policier assez amusant, mais moins prenant qu'un vrai mélodrame ou qu'une vraie pièce policière.

Spectacle alimentaire : c'est la feuille de recettes qui dira si M. Pierre Descaves a eu raison de spéculer sur la survivance d'un public intellectuellement « demeuré ». Ce point de vue admis, l'œuvre est montée, dans une mise en scène de M. Jean Meyer, comme il faut, c'est-à-dire en mélodrame sérieux, avec ce qu'il faut de réalisme conventionnel dans les décors de Mme Lalique et dans le jeu des comédiens. Les rôles ne sont pas très bons : M. Chamarat s'en tire fort bien, et M. Aimé Clariond est un ébouriffant Thénardier, truculent, excessif avec tact, composant de noirceur et de drôlerie un mélange à la Robert Macaire et à la Daumier qui, par contraste, rend encore plus pâles toutes les autres silhouettes.

CATHERINE LE COUEY ET SILVIA MONFORT
Allegro vivace

VARIÉTÉS

Le trust de la chansonnette

FAIRE d'un cinéma en faillite le plus grand music-hall de Paris (l'Olympia), d'une station balnéaire normande le rendez-vous des estivants désœuvrés (Cabourg), lancer un cabaret géant (Pavillon de l'Elysée) ou monter au Théâtre de Paris une comédie musicale avec deux énormes vedettes (Gilbert Bécaud et Danielle Darrieux) sont les jeux périlleux auxquels se livre Bruno Coquatrix, le grossiste du music-hall.

Bruno Coquatrix, 41 ans, un peu replet, n'a pourtant pas toujours joué avec le théâtre d'une façon aussi désinvolte.

Parce qu'il faisait de la trompette au collège, il a débuté dans la musique. On le trouve à vingt ans chef d'orchestre du cabaret à la mode, « Les Ambassadeurs », mais la mode passe. Coquatrix devient imprésario. Minable imprésario qui essaye de placer la petite diseuse en province, ou l'acrobate en lever de rideau. Au bout de quelques années difficiles, Ray Ventura, Lucienne Boyer, Pills et Tabet sont parmi ses poulains, il possède l'agence de music-hall la plus importante. Mais la guerre la lui enlève.

Deux vérités

En même temps, il compose des chansons et organise des tournées. Ses chansons s'intitulent *Mon ange, Cheveux dans le vent, Clopin-Clopant*. Ce sont de très grands succès. Mais Bruno Coquatrix a compris deux vérités :

1) Pour gagner de l'argent il vaut mieux être commerçant que créateur.

2) Pour être un « commerçant » heureux en matière de spectacles, il faut jouer sur tous les tableaux.

L'idéal serait d'être à la fois l'auteur, le directeur de théâtre, l'imprésario de la vedette, l'éditeur de ses disques, etc. Ou du moins d'avoir des intérêts partout, de telle sorte que les échecs enregistrés d'un côté soient toujours compensés d'un autre.

Coquatrix décide de sauter de l'autre côté de la rampe. Ce n'est plus lui qui vendra ses chansons, ses spectacles. Il engagera les autres, il deviendra « le patron ». En 1946, *La Bonne Hôtesse* avec Bourvil et Guétary lui permet de jeter les bases bien organisées de son ambition.

Le moins cher possible

Bientôt, il achète les murs des théâtres (Comédie-Caumartin, Olympia) et commandite les spectacles des autres. Parfois il se trompe, mais il rebondit toujours sur quelque chose qui marche.

Il a deux principes : éparpiller ses œufs dans différents paniers et vendre, comme au Prisunic, au plus grand nombre le moins cher possible.

Avec des places à 300 fr., il a reconquis le public qui remplit chaque soir les deux mille places de l'Olympia. En dotant le casino de Cabourg d'un orchestre de musiciens déchaînés, comme Moustache et Mac Kac qui ont fait leurs preuves dans les caves de Saint-Germain-des-Prés, et en offrant des vedettes réputées et des consommations bon marché, il a drainé la jeunesse dans ce casino délabré.

Maintenant, au son de l'orchestre de Bernard Hilda, qui fit les beaux soirs du Club des Champs-Elysées, il veut lancer un cabaret élégant où passeront les têtes d'affiche de l'Olympia, avant d'être enregistrées sur disques « Versailles », firme qu'il vient de créer avec Ray Ventura pour bien boucler ce trust de la chansonnette.

JAZZ

Bilan d'une année

ASSOMBRIE par des pertes cruelles, celles du trompettiste Clifford Brown, mort à vingt-six ans, à l'apogée de son talent, du pianiste Art Tatum, brillant technicien du clavier et soliste sans égal, de Frankie Trumbauer, au nom à jamais lié à celui de Bix Beiderbecke, et de Tommy Dorsey, l'année 1956 aura aussi été, pour le jazz, celle de la vitalité.

Aux Etats-Unis, le Modern Jazz Quartet a poursuivi ses audacieuses expériences contrapunctiques, le trompettiste Miles Davis, après une courte éclipse, a fait une rentrée très remarquée ; Dizzy Gillespie a pu reformer un grand orchestre et partir en tournée dans le Moyen-Orient, sous les auspices du Département d'Etat; Duke Ellington a tenu la vedette du Festival de Newport, où Louis Armstrong, en revanche, a déçu tout le monde; enfin, le saxo-ténor Sonny Rollins s'est affirmé comme le digne successeur du regretté Charlie Parker.

En France, de nombreux concerts ont permis au public d'entendre en chair et en os: l'orchestre traditionnel de Sammy Price, le grand orchestre de Lionel Hampton, la formation du JATP, avec Roy Eldridge, Dizzy Gillespie, Illinois Jacquet, Gene Krupa et Ella Fitzgerald, les meilleurs orchestres Dixieland européens, le chanteur de blues Big Bill Bronzie, le sextette de Gerry Mulligan, le grand orchestre de Stan Kenton, Kid Ory et son Creole Jazz Band, le grand orchestre de Count Basie, la tournée du Birdland, avec Lester Young, Miles Davis et Bud Powell, et le Modern Jazz Quartet.

Le jazz français est monté en flèche: vivifié par la présence de solistes américains comme Sidney Bechet, Albert Nicholas, Bill Coleman, Allan Eager et Kenny Clarke, récente recrue de Jacques Hélian, et par la visite des musiciens de passage, comme Lucky Thompson et Lester Young, il a connu un plein épanouissement.

Bernard Peiffer et André Persiany ont reçu aux Etats-Unis un accueil des plus flatteurs, le Belge Bobby Jaspar, Français d'adoption, s'est classé premier de sa catégorie au référendum international Down Beat, et le pianiste et chef d'orchestre Christian Chevallier a obtenu le prix Stan Kenton.

Les orchestres vieux style de Maxime Saury, Claude Luter et André Rewelliotty ont encore progressé dans le sens d'une plus grande propreté d'exécution, et le jazz moderne a vu se consolider de nouveaux espoirs : Barney Wilen, Martial Solal, René Urtregger et Sacha Distel.

L'année 1956 a aussi été celle du Rock and Roll.

EXPOSITIONS

Plastique utile

VALENTINE SCHLEGEL ET ANDRÉE VILAR.

« La Demeure », 24, place Saint-André-des-Arts, jusqu'au 31 janvier.

DEPUIS que les enfants s'amusent à mettre des chapeaux sur la tête ou des casseroles dans la main des statues, l'humanité n'a cessé de rêver d'un art plastique utilitaire.

Valentine Schlegel et Andrée Vilar ont résolu le problème : leurs statues sont aussi des vases où l'on peut disposer des fleurs.

Sans oublier leurs carreaux de céramique dont les couleurs estompées valent celles des meilleurs peintres, ceux qui ont le « ton juste ».

● Des films scientifiques seront présentés du 19 au 24 janvier tous les soirs, à 21 heures, au Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, à l'occasion du XVIIe Congrès du Film scientifique et technique.

●

● René Leibowitz fera une conférence sur le « Lied » allemand (avec le concours d'Ethel Semser), le 23 janvier, à 18 h. 15, au 44, rue de Rennes.

EXPOSITIONS

Galerie LARA VINCY - 47, rue de Seine
KARIN Van Leyden
15-31 janvier

Galerie MAEGHT
10 ANS D'ÉDITION

On vous en parlera : Le mystère Solario

MADAME SOLARIO
par X., Ed. Heinemann, Londres.

QUI ?

QUI a écrit « Madame Solario » ? Quel romancier se cache derrière cet « anonymous » inscrit sur la couverture d'un livre qui passionne l'Angleterre depuis quelques mois ?

Dès les premières lignes on ne peut s'empêcher de penser à Henry James. Le récit se déroule au bord du lac de Côme, à Candenabbia, où l'aristocratie européenne du début de ce siècle aimait à villégiaturer. Un hôtel luxueux, des domestiques distants et attentifs, une société cosmopolite partageant son oisiveté entre le bridge, le thé, le canotage, les excursions et les bals donnés par de nobles Italiens dans leurs résidences voisines.

Cette « petite Europe » que la guerre de 1914 va bientôt disperser ou anéantir, serait totalement insouciante sans la présence de deux figures, l'une inquiétante, l'attaché militaire russe Kovarsky, extraordinaire cavalier, redoutable duelliste, raidissant de cynisme son charme slave : l'autre, douce et enjouée, mais distante : Mme Solario.

Ici l'on oublie Henry James, car il semble que seule une femme écrivain ait pu avec tant de subtilité dépeindre les toilettes de l'héroïne, évoquer ses attitudes, dessiner son caractère touche après touche. Dans cet hôtel italien garni de lustres, de plantes vertes et d'hôtes si policés, deux drames se jouent : la passion de Kovarsky pour Mme Solario, puis l'arrivée soudaine du frère de celle-ci, exilé aux Amériques depuis dix ans car, adolescent, il a tenté de tuer son beau-père, tombé amoureux de cette sœur à laquelle on a fait épouser ensuite un « Monsieur Solario ».

Du dénbuement, on ne peut révéler qu'un aspect : le suicide de Kovarsky. Découvrir l'autre doit être laissé au lecteur de « Madame Solario », qui paraîtra en français dans quelques mois.

On a affaire à un maître romancier: création d'un univers, netteté de l'écriture, science des dialogues, délicatesse jointe à la puissance. C'est un tour de force que d'avoir su dévoiler un drame psychologique en ne faisant jamais dévier les personnages de leur situation sociale, en leur laissant leur langage « indirect », tactique, allusif.

Le roman anglo-saxon marque un point, avec ce livre et la critique britannique, pour une fois unanime, salue ce petit chef-d'œuvre dont l'intérêt dépasse de loin le mystère qui entoure sa publication.

(1) Stock.

LA SEMAINE

Rubans bleus et roses

LE mois de janvier est pauvre en cocktails littéraires et il faut la présence d'une célébrité internationale pour que cette règle soit enfreinte. Cette célébrité se présentait cette semaine sous les aspects d'une jeune fille : Pamela Moore, auteur de « Chocolates for breakfast ».

A cause d'une intempestive panne d'électricité, René Julliard a présenté dans le noir sa bombe américaine. A la lueur des bougies, on a quand même aperçu une jeune fille fortement charpentée qui, très sûre d'elle, a défini l'immense portée de son œuvre.

Bien que ne connaissant la France que depuis quelques jours, elle a tout de suite exposé ses théories : « *Aux Etats-Unis,* a-t-elle dit, *on ne conçoit l'amour que dans le sens métaphysique. D'ailleurs, l'étudiant américain n'est pas un homme. Parlez-moi du Français ! Ah ! celui-là n'est pas subjugué par les femmes, et les Françaises en fin de compte ont bien de la chance.* » L'expérience de Pamela Moore n'est paraît-il basée que sur ses lectures.

René Julliard laisse entendre qu'il a encore en réserve un petit monstre allemand, cette fois âgé de quinze ans, dont le livre s'intitule : « Ma jolie maman ».

Le mois de janvier n'est non plus celui des prix littéraires. Il en a fallu créer un nouveau pour que les auteurs sentent régner cette atmosphère *sui generis* que seuls des lauriers littéraires peuvent susciter.

Et cette fois-ci il ne s'agissait pas d'un seul lauréat, mais tout de suite d'une demi-douzaine. Un jury, créé sur l'initiative d'Hervé Bazin, s'est proposé de rétablir toutes les injustices et de corriger tous les oublis perpétrés par les « Quatre Grands » du mois de décembre. Il espère signaler ainsi au-delà des quatre élus quelques jeunes romanciers qui méritent l'attention.

Le choix est correct et banal. Tous ceux qui ont eu quelques voix au Goncourt, Femina ou Renaudot sont repêchés sans distinction de tendance littéraire. On signale aussi bien Michel Butor que Michel Déon, Laurent La Praye qu'Angelina Bardin. Un seul oubli : Jean-Marie Caplain. Il se pourrait que les jurés du « Ruban Bleu » aient voulu laisser ce roman au Prix de l'Avant-Garde, auquel ils ont enlevé, non sans astuce, « L'Emploi du Temps » par Michel Butor.

« *Il faut que j'apprenne à taper à la machine. Mon deuxième roman n'avance pas...* »
(« New York Times »).

C.N.E.

Le cheval de Troie

« VOUS *êtes bavard, monsieur de Villefosse* », dit dédaigneusement Aragon.

« *Je peux parler, parce que nous sommes à Paris et non pas à Moscou* », fut aussitôt la réplique.

« *Je vous ferai rentrer cette phrase dans la gorge* », s'écria Aragon écarlate.

C'était, en effet, la première fois qu'au cours d'une réunion du C.N.E. quelqu'un osait s'opposer franchement au maître des lieux. Et pourtant, parmi la centaine d'écrivains présents à l'assemblée générale du C.N.E., les quelques rares écrivains non inféodés aux communistes constituaient une minorité pratiquement négligeable.

Il s'agissait de prendre position sur les événements de Hongrie. Louis de Villefosse demanda que le C.N.E., conformément à ses statuts, ne se contente pas de réclamer la libération des écrivains hongrois arrêtés, mais qu'il prenne position sur le fond, c'est-à-dire sur l'intervention russe.

Quelques seigneurs de moindre importance soutinrent le point de vue d'Aragon. Vercors réclama au sein du C.N.E. la constitution « d'une opposition de Sa Majesté », formule inattendue, puisqu'elle ne pouvait désigner qu'Aragon.

Sartre se leva également et dans une intervention violente demanda la libération de Georges Lukacs, « *le plus grand penseur marxiste contemporain* ». Après un instant d'hésitation, il se reprit et lança : « *Le seul.* »

Bien entendu, Louis de Villefosse fut battu. Il en tira la conséquence en quittant le C.N.E. accompagné de Janine Bouissounouse et André Spire.

Dans une lettre ouverte au président du C.N.E., Jean Rousselot constate que le C.N.E. se maintient dans « *une équivoque et nous n'aurons pas à nous étonner si l'opinion continue de tenir notre C.N.E. pour un cheval de Troie communiste* ».

Il estime cependant que pour le moment, il serait prématuré de quitter cette organisation et préfère continuer la lutte à l'intérieur. Cette opinion semble partagée par Jean-Paul Sartre, Michel Leiris et encore un ou deux écrivains qui critiquent ouvertement la position des communistes.

REVUES

Temps très modernes

LES lecteurs fidèles des *Temps Modernes* ont été, au cours de ces derniers mois, sevrés de la lecture de leur revue préférée. Elle paraissait rarement et, lorsqu'elle paraissait, elle se préoccupait de problèmes fort lointains, oubliait volontiers son caractère « engagé » et laissait languir ceux qui s'attendaient à une prise de position sur le rapport « attribué au camarade Kroutchev », pour employer la terminologie officielle.

Le numéro de janvier rattrape tout le temps perdu, et il est probable que certains de ses lecteurs seront saisis par un changement de perspective et un changement de ton. Ces transformations se manifestent même parmi le personnel dirigeant : le nom de Francis Jeanson disparaît, en effet, du générique de la revue.

Deux études politiques exposent la nouvelle ligne de la revue : Jean-Paul Sartre (voir page 20) conjure « le fantôme de Staline », tandis que Marcel Péju soumet la politique communiste à une critique dévastatrice qui ne manquera pas de déconcerter cette fraction de lecteurs des *Temps Modernes* pour qui une politique de gauche est synonyme d'un ménagement constant de l'attitude du P.C.

Il n'est pas douteux en tout cas que la politique de la revue a changé. Elle a toujours pour objectif suprême la formation d'un Front populaire, mais contrairement à ces dernières années, elle ne semble plus croire qu'il suffit de condamner la politique socialiste pour rendre possible cette union de gauche tant souhaitée : il lui semble cette fois acquis que la politique communiste a une responsabilité au moins égale dans cet échec.

La majeure partie de ce numéro triple (500 pages, 600 francs) est consacrée à la Hongrie et donne une vue d'ensemble de l'évolution des intellectuels hongrois par rapport au régime communiste. Textes remarquablement choisis qui prouvent que la lutte pour la liberté revêt des formes analogues sous tous les régimes d'oppression, quelle que soit leur base sociale.

Pour finir, les *Temps Modernes* ouvrent une tribune libre destinée aux seuls communistes dont les opinions hétérodoxes risquent de ne pas trouver une place dans la presse officielle du parti. Deux communistes profitent aussitôt de cette possibilité de travail qui sera certainement considéré comme fractionnel, alors que les fractions sont bannies dans les P.C. du monde entier depuis une décision de Lénine prise il y a trente-cinq ans : Raymond Borde, le critique cinématographique de la revue, fait une autocritique d'une naïveté politique émouvante et nous assure qu'il a toujours été un adversaire du kanapisme, ce qui ne ressortait pas avec une clarté aveuglante de ses précédents articles. Claude Roy, enfin, dans une déclaration accordée à un journal polonais, prend une attitude sans équivoque : ceux qui aimaient surtout en Claude Roy ses pirouettes éprouveront peut-être une certaine déception ; cette fois, il n'est pas brillant. En revanche, il est sérieux.

EN BREF

Le vrai Montmartre

MONTMARTRE
OU LES ENFANTS DE LA FOLIE
par Nino Frank. 220 pages.
Calmann-Lévy. 1.985 francs.

DES générations ont cru en Montmartre et l'ont aimé. On l'aime encore, préservé, séparé de la ville. C'est un des mythes sentimentaux de Paris, dont la formation vient d'être étudiée par Nino Frank dans son *Montmartre ou les Enfants de la Folie.*

Neuf gouaches de Mac Orlan illustrent le livre, ce qui est significatif : Mac Orlan, qui reconnaît n'avoir pas très longtemps vécu à Montmartre, en a parlé avec exactitude. Et, comme Mac Orlan, Nino Frank sait ne pas confondre l'ivresse du noctambule ou le sentimentalisme du bohème, avec la poésie. Si Nino Franck ne rabâche pas de vieilles anecdotes et refuse le pittoresque facile, le portrait n'en est pas moins vivant.

Il a mêlé l'histoire du village et celle de ses innombrables habitants, la vie des rues et des maisons à celle des grands hommes de Montmartre. Son Lautrec, son Max Jacob, son Picasso, son Utrillo sont excellents. Mais Nino Frank donne le meilleur dans le quotidien, dans l'évocation des climats successifs de la Butte. Il a cherché et dépeint des hommes et non des personnages. Son livre démode d'innombrables fantaisies montmartroises.

(*Suite page* 28.)

Les plus grands critiques vous recommandent

Henry Miller
UN DIABLE AU PARADIS

« *Quel récit endiablé et quel humour ! Quel lyrisme et quel don de vivre !* »
Pierre HUMBOURG. (La Liberté)

« *La meilleure introduction à son œuvre... La traduction d'Alex Grall lui garde l'entrain et la couleur d'un texte original.* »
René LALOU. (Nouvelles Littéraires)

« *Un conteur prodigieux. Une superbe drôlerie.* »
Claude MAURIAC. (Le Figaro)

« *Un petit chef-d'œuvre d'humour.* »
André ROUSSEAUX. (Figaro Littéraire)

BUCHET-CHASTEL
CORRÊA

CALMANN-LÉVY
LA LIGNE DROITE
par YVES GIBEAU
Un livre que l'on respire comme un bol d'air.
Libération

PLAIDOIRIE POUR LE MARQ

Mᵉ MAURICE GARÇON

LA 17ᵉ Chambre correctionnelle vient de condamner J.-J. Pauvert, éditeur, qui avait publié en tirages très limités (de 475 à 2.000 exemplaires) les œuvres du marquis de Sade. La condamnation a été prononcée au nom de la moralité publique.

Ce procès a fourni à Mᵉ Maurice Garçon, l'avocat de J.-J. Pauvert, l'occasion d'étudier les variations de la notion de moralité à travers les siècles et les pays, et de noter que les tribunaux, en matière de mœurs, « ont toujours une trentaine d'années de retard sur leur temps ».

La plaidoirie de Mᵉ Maurice Garçon comportait également un portrait extrêmement brillant d'un homme connu essentiellement à travers une légende. C'est ce portrait que nous publions ci-dessous. Voici « le divin marquis » et son œuvre, présentés par Mᵉ Maurice Garçon, de l'Académie Française.

LA commune opinion veut que le Marquis de Sade soit condamné sans discussion. Pourtant, peu de ceux qui en parlent ont lu ses œuvres. Ils se prononcent sans savoir, selon ce qu'on leur a dit, ce qui est la plus dangereuse des méthodes pour des juges.

Si j'affirmais qu'ils n'en ont pas lu une ligne, peut-être irais-je trop loin. Depuis toujours quelques passages, particulièrement indécents, circulent en manuscrit de main à main parmi les élèves de seconde ou de première des lycées et collèges...

Ne nous occupons pas de ces avis et cherchons, puisqu'il faut juger une œuvre littéraire, à nous faire une opinion par nous-mêmes.

Ceux qui sont curieux de Lettres ne peuvent manquer d'avoir l'esprit éveillé par quelques réflexions cueillies dans des auteurs que leur qualité et leur moralité ne rendent pas suspects. A l'époque romantique, Jules Janin, le sévère critique du *Journal des Débats* a écrit :

« Ne vous y trompez pas, le Marquis de Sade est partout, il est dans toutes les bibliothèques sur un certain rayon mystérieux et caché que l'on trouve toujours, il est de ces livres qui se placent d'ordinaire derrière un Saint Jean Chrisostome ou derrière les « Pensées » de Pascal... Demandez à tous les commissaires priseurs qui font beaucoup d'inventaires après décès si l'on ne trouve pas le Marquis de Sade... Mais la police le rend à la consommation publique... »

Un peu plus tard, Sainte-Beuve, publiant dans la *Revue des Deux-Mondes* « quelques vérités sur la situation de la littérature », a écrit :

« Il y a un fond de Sade masqué, mais non point méconnaissable, dans l'inspiration de deux ou trois de nos romanciers actuels, les plus accrédités. J'oserais affirmer que Byron et Sade (je demande pardon du rapprochement) ont peut-être été les deux grands inspirateurs de nos modernes, l'un est affiché et visible, l'autre est clandestin. » (...)

Voilà qui donne singulièrement à réfléchir et doit porter à une étude un peu approfondie avant de se prononcer. Pendant trop longtemps on a entretenu une légende sans se donner la peine d'en vérifier le fondement.

C'est aux environs de 1880 que fut révélée une œuvre inédite, *Les Cent-vingt journées de Sodome*, qui amenèrent quelques-uns à penser que, peut-être, il y avait un jugement à réviser. (...)

Les écrivains, les psychologues, les médecins entreprirent alors d'approfondir et, parmi les premiers, Guillaume Apollinaire osa formuler, en 1909 :

« ...On trouvera peut-être nos idées un peu fortes. Qu'est-ce que cela fait ? Il semble que l'heure soit venue pour ces idées qui ont mûri dans l'atmosphère infâme et l'enfer des bibliothèques et cet homme qui parut ne compter pour rien pourrait bien dominer tout le XXᵉ siècle. »

Peut-être allait-il trop loin. Il ajoutait :

« Le marquis de Sade — qu'on ne s'y trompe pas — est l'esprit le plus libre qui ait encore jamais existé. »

Garde du Roi

Il faut se méfier des formules excessives. Je doute que Sade domine le XXᵉ siècle dont la moitié est déjà écoulée sans que la prophétie soit réalisée, mais ce dont je suis sûr, c'est que le damné Marquis tient, dès maintenant, une place non négligeable dans une branche importante de la psychologie et de la psycho-pathologie...

Il faut débarrasser le fruit de sa gangue et retirer, une à une, toutes les feuilles de vigne dont on a tant recouvert le personnage, qu'il était naguère impossible de rien apercevoir de lui, même dans ses parties les moins honteuses. Tout, semble-t-il, est à réviser, jusqu'à la biographie de l'homme lui-même qui a eu le rare privilège d'entrer dans la plus fâcheuse et la plus déshonorante des légendes, pour son plus grand dam, de son vivant même.

Le Marquis de Sade est né le 2 juin 1740. Sa mère était dame d'honneur de la Maison de Condé et son père, diplomate, voyageait à travers l'Europe et ne s'occupa pas de son éducation. Tant par son père que par sa mère, il était allié aux plus grandes familles du royaume. Elevé, d'abord, chez des oncles et des tantes en province, il fut ramené à Paris vers l'âge de dix ans et placé au collège Louis-le-Grand. En 1754, ayant fourni ses preuves de noblesse, il fut admis à l'école des chevau-légers de la garde du Roi, conquit des grades et prit part à la guerre de Sept ans. En 1764, il se trouva démobilisé comme capitaine de cavalerie au régiment de Bourgogne.

Un jeune noceur

Il avait vingt-trois ans. Désœuvré, il se maria avec la fille de M. de Montreuil, président de la Cour des Aydes. Il bénéficia, par son mariage, de l'approbation royale. Etrange union qui n'était pas consacrée par l'amour mais qui convenait surtout aux parents, ce qui était d'un usage assez fréquent à l'époque.

Sade ne se sentit guère gêné par les liens étroits du mariage. Bien que rien, dans sa conduite, ne l'eût fait remarquer particulièrement dans le passé, il était libertin et conservait une grande indépendance. Cinq mois après avoir reçu la bénédiction conjugale il se fit coffrer à Vincennes, en vertu d'une lettre de cachet pour « débauche outrée ».

Débauche outrée ? Terme vague comme on aime à les employer dans les rapports de police. L'imprécision fait penser le pire. Disons que la débauche ne devait pas être bien grave puisque quinze jours plus tard le jeune noceur recouvrait la liberté sur la demande de sa belle-mère. Six mois plus tard, en mai 1764, il se rendit à Dijon pour se faire recevoir dans la charge de lieutenant général des provinces de Bresse, de Bugey, de Valromey et de Gex, ce qui augmenta ses revenus. Il en profita, rentrant à Paris, pour entretenir une fille de l'Opéra italien, à vingt-cinq louis par mois.

N'empêche qu'il avait maintenant sa fiche à la police, et que l'inspecteur Marais s'était spécialisé dans sa surveillance. Ecoutez plutôt ce rapport à M. de Sartines, du 7 décembre 1764 :

« M. le Comte de Sade que j'ai conduit à Vincennes, sur l'ordre du Roy... a reçu la permission de venir à Paris où, pour occuper ses loisirs, il s'est amusé à donner 25 louis par mois à la Demoiselle C..., actrice aux Italiens, qui vit avec le Marquis de Ligneré, lequel est assez complaisant pour se réduire à être en second, quand elle trouve une bonne occasion, il n'ignore pas son intrigue avec M. de Sade mais ce dernier commence à s'apercevoir qu'il est dupe de cette demoiselle... Il lui a beaucoup demandé si elle ne me connaissait pas. »

Il se méfiait et n'avait pas tort.

« ...J'ai été très fort reconnaissant à cette femme... »

Ainsi, avant même d'avoir commis le moindre délit il était suspect. La police ne croit pas beaucoup à l'innocence lorsqu'elle a décidé de prendre quelqu'un en surveillance. Le même inspecteur Marais, qui ne sortait pas des mauvais lieux afin d'y pouvoir puiser les petits scandales à la source, rapportait encore à M. de Sartines, trois ans plus tard, le 17 octobre 1767 :

« On ne va pas tarder à entendre parler des horreurs de M. le Comte de Sade. » (...)

Il était évident qu'il allait arriver une histoire. Elle éclata le jour de Pâques 3 avril 1768 et fut immédiatement et démesurément déformée et grossie qu'aujourd'hui encore, si nous n'avions pu découvrir le dossier de l'époque dans les Archives Nationales, nous demeurerions pénétrés d'horreur.

Sade, passant sur la place des Victoires, avait été accosté par une dame Rose Keller, assez avenante, âgée de trente-six ans, et qui lui avait demandé l'aumône. Il l'avait embauchée sous le prétexte de lui faire faire son ménage et ravauder son linge et l'avait conduite en fiacre dans une petite maison qu'il avait à Arcueil pour y passer ses fantaisies. Là, après quelques discussions qui, je pense, ne durent pas être tragiques, il déshabilla la fille mais, lorsqu'il la vit nue, il se livra à une entreprise déplorable et grandement répréhensible : il la fouetta au point de lui faire saigner le derrière. Il ne lui voulait pas d'autre mal car il la frictionna ensuite à l'eau de vie et l'oignit de pommade pour calmer la cuisson des écorchures. Puis il lui servit un petit souper, Rose Keller justement inquiète — et on la comprend — profita d'un moment d'inattention de son hôte pour ouvrir une fenêtre et s'enfuir. Elle se réfugia chez des villageois d'Arcueil qui s'ameutèrent, appelèrent un médecin et la menèrent porter plainte au juge.

Gros scandale.

Le lendemain on en parlait à la Cour et à la ville et la nouvelle se transmettant de bouche à oreille se transforma si bien que tout le monde raconta qu'il avait voulu disséquer une femme vivante. La légende était née. Elle n'est pas dissipée aujourd'hui encore. Restif de la Bretonne, qui s'y connaissait en fait d'érotisme, et Mirabeau, qui n'était pas non plus un innocent, contribuèrent à accréditer l'histoire de la dissection. Il en est qui y croient encore.

Le vrai est que, sept jours plus tard, le 10 avril 1768, Rose Keller ayant reçu une confortable indemnité de 2.400 livres, en manière de baume pour la fessée, s'estima contente et retira sa plainte...

Quant au Marquis, il avait été arrêté et envoyé au Château de Saumur d'où il fut transféré à la forteresse de la Pierre Encise à Lyon, puis ramené à Paris pour être jugé. Entre temps, le roi lui avait accordé des lettres d'abolition, ce qui arrêta la procédure judiciaire et il fut renvoyé, par lettre de cachet, à Lyon où il demeura jusqu'en novembre. Il avait purgé, en somme, six mois de prison pour coups et blessures ; c'est à quoi le condamnerait vraisemblablement aujourd'hui un Tribunal correctionnel et on n'en parlerait plus.

RESTIF DE LA BRETONNE

CHARLES BAUDELAIRE
Il domine le

En même temps qu'on le mettait en liberté, Sade avait reçu l'ordre de se retirer, pendant quelque temps, dans une terre qu'il avait en Provence.

Voilà le premier crime ! Le second est moins grave encore.

La province, pour un libertin habitué à Paris, constitue un séjour un peu mélancolique. Il tenta de reprendre du service mais sa réputation d'homme qui avait voulu disséquer une femme était si bien assise qu'on lui tourna le dos. Il revint dans ses terres, eut, pour passer le temps, une aventure avec sa belle-sœur, et se rendit un jour à Marseille avec son valet. C'était le 27 juin 1772. Dans la rue, il racola quatre filles publiques et les conduisit dans une chambre où il faut reconnaître que, sans leur faire aucun mal, il leur prodigua, ainsi que son domestique, des preuves d'une exceptionnelle vigueur. Nous n'en ignorons aucun détail puisque le dossier a été également retrouvé aux archives et que nous possédons le témoignage circonstancié et concordant des quatre femmes. Même, les trouvant un peu molles à la besogne il leur offrit des dragées à la cantharide, puis il les paya et partit.

La Bastille

Or, le malheur voulut que les dragées à la cantharide leur donnèrent mal au ventre le lendemain. La réputation criminelle du Marquis était si bien établie qu'on ne douta pas qu'il ait voulu empoisonner les femmes. Le royaume entier en fut ameuté et, bien qu'aucune victime ne fût morte ni même en danger, Sade et son valet durent prendre la fuite et le Parlement d'Aix condamna par contumace le 11 septembre 1772 le maître à avoir la tête tranchée et le domestique à être pendu. L'arrêt était nul en droit et injuste en fait mais, présentement, personne ne doutait de l'énormité d'une quadruple tentative de crime qui n'avait fait aucune victime.

Sade fut arrêté à Chambéry, qui dépendait,

UIS DE SADE *par Me Maurice GARÇON*

de l'Académie française

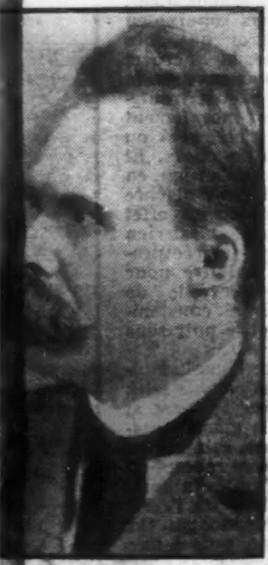
alors du royaume de Sardaigne, et interné au Château de Miolans. Il s'en évada en avril 1773, voyagea et ne se cacha pas beaucoup car il revint fréquemment en France. Dans son château, il engrossa une chambrière et aussi quelques filles du village. Les parents se plaignirent et il fut arrêté à Paris, dans le lit de sa femme, qui ne se froissait pas beaucoup de ses infidélités, le 13 février 1777. Il entendit d'abord purger sa contumace et se fit conduire à Aix, où son arrêt de condamnation fut cassé sans renvoi le 30 juin 1778.

Peut-être crut-il être quitte et reprendre sa vie de libertin. S'il le crut, il se faisait de grandes illusions, car une lettre de cachet le fit conduire au Château de Vincennes où il resta enfermé six ans jusqu'en 1784. Il n'en sortit que pour être transféré à la Bastille d'où on le tint sous clef jusqu'en 1790. En tout, douze ans de détention, ce qui serait, aujourd'hui impensable quand on en connaît les raisons.

Moins heureux que Latude, il n'avait pas été libéré lors de la prise de la Bastille. En effet, le 2 juillet 1789, entendant des rumeurs dans le quartier, il avait saisi un entonnoir et, s'en servant comme d'un porte-voix, avait crié de toutes ses forces, par sa fenêtre grillée :

— On égorge les prisonniers !...

M. de Launay, gouverneur de la Bastille, l'avait



FRÉDÉRIC NIETZSCHE
...ième siècle

GUSTAVE FLAUBERT

jugé si turbulent que le 7 juillet il l'avait fait transférer à Vincennes. C'est à l'occasion de ce départ précipité qu'il perdit tous ses manuscrits qu'on ne lui laissa pas la faculté d'emporter et, notamment, *Les cent-vingt journées de Sodome.* A force de récriminer, il obtint d'être enfin libéré le 2 avril 1790.

Pendant sa longue détention, il avait pris l'habitude d'écrire. Dès qu'il fut libre, il publia la *Justine,* et voyez combien j'avais raison de dire que les mœurs sont en perpétuel changement. Ce livre, qui est, aujourd'hui, déféré à la justice, et qui a été honni si longtemps, ne souleva, au moment de sa publication, aucun scandale. On le trouvait en vente sur tous les comptoirs des libraires et l'ouvrage eut un grand succès. En même temps, il faisait jouer, au Théâtre Molière, une pièce d'ailleurs médiocre : *Oxtiers ou les Malheurs du libertinage.*

Victime de l'arbitraire, rendu particulièrement amoureux de liberté pour en avoir été privé pendant douze ans, il embrassa la cause de la Révolution. Inscrit à la section des Piques, il en devint le président, fut membre du jury d'accusation mais il refusa de se montrer injustement excessif dans sa fonction, se vit accuser de modération et incarcéré aux Madelonnettes en décembre 1793. Successivement, il fut transporté aux Carmes, à Saint-Lazare, puis obtint ce qu'on appelle aujourd'hui une liberté médicale qu'il passa dans la maison de santé de Picpus. Il doubla ainsi le cap de Thermidor, fut libéré et publia aussitôt, coup sur coup, en 1793 la *Philosophie dans le boudoir* et, en 1797, la *Nouvelle Justine* et *Juliette.* Personne ne lui reprocha l'outrance de ses tableaux. Le Directoire avait chassé la bégueulerie.

Obèse et poli

Peut-être le Marquis de Sade eût-il vécu tranquille s'il ne s'était avisé de passer de la littérature licencieuse au pamphlet politique. En 1800, il publia *Zoloé et ses deux acolytes,* dialogue sarcastique dirigé contre le maître du jour. On y voyait divisés Orsec, anagramme de Corse, avec Zoloé qui ressemblait un peu trop à Joséphine, Laureda, qui était un portrait vivant de Mme Tallien, Sabar, en lequel on ne pouvait pas ne pas reconnaître Barras et Fessinot qui singeait un peu trop Tallien. Erreur énorme qui le fit arrêter non pas franchement pour avoir outragé les puissants, mais sous le reproche hypocrite d'être un auteur pornographique et d'outrager les mœurs. Appréhendé le 6 mars 1801, il fut conduit à Charenton d'où il ne sortit que mort le 3 décembre 1814.

C'était devenu un curieux personnage. Nodier qui eut l'occasion de le rencontrer, en a laissé une description pittoresque :

> *« Je remarquais d'abord en lui une obésité énorme qui gênait assez ses mouvements pour l'empêcher de déployer un reste de grâce et d'élégance dont je retrouvais la trace dans l'ensemble de ses manières.*
>
> *« Les yeux fatigués conservaient cependant je ne sais quoi de brillant, de fin qui s'y ranimait de temps à autre, comme une étincelle exprimée d'un charbon éteint.*
>
> *« Prisonnier, je ne fis que passer dans ces lieux, je me souviens seulement qu'il était poli jusqu'à l'obséquiosité, affable jusqu'à l'onction, et qu'il parlait respectueusement de tout ce qu'on doit respecter. »*

Enfermé avec les fous, il se montra un précurseur en matière de psychiatrie. En un temps où on les tenait souvent encore ligotés, pour les empêcher de se livrer à des excès et où la thérapeutique consistait surtout en des douches, il pensa qu'il était opportun de les divertir pour les calmer et de les apaiser en les amusant au lieu de les brutaliser. Il monta un théâtre et leur fit jouer la comédie. (...)

Sade laissa un testament curieux: « Je demande que mon corps ne soit ouvert sous quelque prétexte que ce puisse être. »

Telle fut la vie du Marquis de Sade qui subit vingt-sept ans de prison pour avoir fouetté une mendiante à Arcueil et donner à des filles publiques de Marseille des dragées à la cantharide qui leur donnèrent la colique. Il avait soixante-quatorze ans lorsqu'il mourut, et avait passé le tiers de son existence en détention.

Sa légende de monstre abominable avait été créée de son vivant même.

Sade produit une œuvre considérable dont la plus grande partie est perdue et dont celle qui survit a été, jusqu'à ce jour, condamnée à la réclusion perpétuelle dans l'enfer des bibliothèques.

Quel destin !

Il a fallu plus d'un siècle pour que des érudits aient la curiosité de rechercher ce qu'était la vérité historique sur cet écrivain universellement représenté comme le prototype du pervers maniaque. Vivant on l'a enfermé, mort on a dressé des barrières autour de ses œuvres pour en interdire la lecture. Cependant, quelques-uns de ceux qui ont pu clandestinement étudier ses écrits ont publié des études, des critiques sérieuses qui devraient rendre circonspect. (...)

L'œuvre de Sade fait aujourd'hui l'objet d'une multiplicité de travaux littéraires, philosophiques et scientifiques. Pour n'en donner qu'un exemple, la « Revue des Sciences Humaines », publiée par la Faculté des Lettres de l'Université de Lille, a consacré un fascicule entier à un essai de bibliographie. Il faut évidemment voir là qu'il existe une différence entre l'œuvre de Sade et celle de professionnels de l'obscénité dont nul ne s'occupe et que j'abandonne bien volontiers à vos sévérités.

Monstrueux et normal

D'où vient la différence ?

Pour la comprendre, il faut d'abord replacer l'œuvre du marquis de Sade dans son temps. Il est venu dans le moment où, au XVIIIe siècle, les philosophes cherchaient à sortir du conventionnel chrétien pour étudier, de plus près, l'homme débarrassé de ses préoccupations métaphysiques. (...)

Sade prend place dans ce cortège et, philosophe athée, cherche la justification, dans les agissements des hommes, de la notion de liberté qui lui paraît essentielle. Cette liberté, il a cru en trouver l'essence dans les manifestations de l'instinct qu'il appelle la Nature. Son culte de la Nature vient de ce qu'elle hait tout ce qui contrarie l'épanouissement de ses tendances. Qu'il s'agisse d'entrave d'ordre religieux, politique ou intellectuel, il s'élève résolument contre tout ce qui met obstacle à la liberté humaine. De là une hostilité résolue et une critique impitoyable des contraintes sociales qui tentent de réduire en quoi que ce soit l'indépendance, particulièrement de l'esprit. La notion d'un Dieu imposant des servitudes le gêne, d'où son athéisme et, débarrassé d'une vérité révélée et invérifiable qui ne le satisfait pas, il décide d'étudier la nature dans l'homme, cet inconnu encore, mais dont l'aspect est assez matériel pour qu'il semble possible d'en pouvoir pénétrer les détours. C'est ainsi que l'homme est devenu pour lui un sujet de laboratoire, et c'est dans les obstacles que son plein développement rencontre qu'il trouve des raisons de plus de détester la divinité.

Débarrassé de la contrainte religieuse, il veut aussi lutter contre les contraintes sociales. Elles s'exercent d'une façon particulièrement apparente en matière sexuelle, c'est pourquoi il porte sur elle son attention et finit par s'apercevoir qu'elle est peut-être un des principaux agents de l'activité humaine.

Jamais, avant lui, on n'avait osé envisager ainsi le problème dont il poussa l'étude jusqu'au délire par un examen systématique des dépravations. Il approfondit le monstrueux pour découvrir le normal. Ce faisant, il avait inauguré la méthode chère à Ribot qui étudia les maladies de la volonté et de la mémoire pour pénétrer la connaissance de la volonté et de la mémoire dans leur intégrité. (...)

Avant Freud

Avec toutes ses erreurs, ses excès, ses raisonnements désordonnés, ses conceptions souvent aberrantes, Sade a découvert, cent ans avant Freud, les principales ressources de la psychopathie sexuelle. Ce qu'il avait mis au point a été souvent confirmé par les plus récentes théories des psychanalystes et il doit être considéré — en cela peut-être Apollinaire avait raison — comme l'explorateur le plus actuel des arcanes du subconscient.

La pathologie sexuelle descriptive, bien avant qu'elle ait été abordée par Kraft Elbing et Havellock Hellis, fut pour lui sans secret. Il remonta aux sources et découvrit que la fixation du destin psychologique se forme dès l'enfance et que l'érotisme puéril, refoulé au plus profond de l'individu, pendant l'adolescence, reparaît à l'âge mûr avec une force souvent irrésistible :

> *« C'est dans le sein de la mère que se fabriquent les organes qui doivent nous rendre susceptibles de telle ou telle fantaisie, et les premiers objets présentés, les premiers discours entendus achèvent et déterminent les ressorts, les goûts se forment et rien ne peut plus les détourner. »*

Cette phrase, tirée de l'édition de *Juliette* de 1791, précède, de bien loin, la découverte des complexes par Freud.

Sans doute, l'œuvre de Sade est moralement critiquable parce qu'elle offre un affreux tableau de la désolante altération psychique qu'engendre une pensée uniquement concentrée, par un glissement insensible, sur les rapports sexuels. Du moins, le médecin, le psychologue, le sociologue n'ont pas le droit de l'ignorer.

Or, cet auteur important est, par l'effet d'une conspiration générale, tenu sous le boisseau. On ne peut le connaître que par personne interposée. Il faut se référer à ses commentateurs pour le pénétrer puisqu'il demeure interdit de recourir aux textes. On en est réduit à lire les ouvrages de Lély, de Klossowsky, du Dr Duhren, de Breton, de Paulhan, de Sartre ; il faut recourir à la thèse de doctorat du Dr André Gavelier sur *le marquis de Sade et « Les cent vingt journées de Sodome » devant la psychiatrie et la médecine légale.* On publie des bibliographies mais on interdit la lecture des livres. Il faut s'en remettre à des glossateurs sans avoir permission de se faire une opinion personnelle, ce qui est contraire à tout principe scientifique. Sade est traduit en toutes les langues. Il n'y a qu'en langue française dans laquelle Sade a écrit qu'il est impossible de se procurer son œuvre.

C'est dans cette conjoncture que M. Pauvert, éditeur, a pensé qu'il était nécessaire de mettre une édition complète à la portée des chercheurs. Il n'a pas cherché le scandale, a évité de livrer au commerce des volumes attrayants accompagnés d'illustrations équivoques. Son édition, brochée en noir, est sévère et son aspect n'est pas fait pour attirer les chalands. Le tirage est limité, et les livres sont vendus à un prix élevé. (...)

Au surplus, ne soyons pas hypocrites et reconnaissons que nous en avons vu d'autres et que nous supportons chaque jour, sans protester, des publications qui n'ont pas le triste privilège de trouver leur décri dans une réprobation traditionnelle. Puisque nous parlons de sadisme, écoutez ce qu'a écrit Proust, qu'il est convenu de ranger parmi nos plus grands écrivains contemporains.

(Me Maurice Garçon lit alors la page célèbre où le baron de Charlus se fait insulter et flageller par Maurice « qui est très gentil et fait de son mieux », mais qui n'est pas « assez brutal ». Puis une de Gide, extraite de Si le Grain ne meurt, *et une autre du Journal et poursuit).*

Dans le même temps où le Parquet poursuit la *Justine,* on a jugé les passages que je viens de lire dignes de recevoir le prix Nobel. Ni l'une ni l'autre œuvre ne méritent cet excès de sévérité et cet excès de gloire. Tirons seulement de ces lectures qu'il faut être prudent avant de vouloir s'offusquer au nom de la moralité publique (...)

M. G.

TRADUCTIONS

Amoureux de quinze ans

DOM CASMURRO

par Machado de Assis, traduit du portugais par Francis de Miomandre. Ed. Albin Michel, 336 pages, 630 francs.

JOAQUIM MARIA MACHADO DE ASSIS (1837-1908) connaît au Brésil la gloire des classiques contemporains. On l'y admire d'autant plus que, fils d'un ouvrier noir et d'une blanchisseuse, typographe, entré ensuite dans l'administration, il ne doit qu'à lui-même d'être devenu ce qu'il est : l'auteur célèbre de deux comédies, de plusieurs recueils de poèmes et de neuf romans dont ce *Dom Casmurro* passe pour le meilleur. « Casmurro » est un sobriquet donné à l'auteur (cela veut dire : homme silencieux et absorbé) qui, à cinquante-cinq ans, se souvient de ce qui lui arriva alors qu'il en avait quinze.

En 1857, le jeune Bentinho vit entre sa mère, veuve, l'oncle Cosme, la cousine Justina et José Dias, éloquent et grandiloquent personnage qui s'est incrusté dans la famille. Bentinho joue avec la petite Capitu (prononcez *Capitou*) dont les quatorze ans sont pleins de beauté et d'esprit. Jeux parfaitement innocents, puis un peu moins et qui conduisent tout droit, la nature aidant, jusqu'au premier baiser et au canapé familial. On se jure un amour éternel. Catastrophe : cet imbécile de José Dias vient rappeler à la veuve qu'elle a, voici quinze ans, promis à Dieu de faire de son fils un prêtre. Bentinho est désespéré. Mais Capitu veille au grain et mène la contre-attaque tambour battant.

Parfum de violettes

Après quelques tentatives, il est décidé que Bentinho entrera au séminaire, mais que la veuve offrira à Dieu le sacerdoce non de son fils, mais d'un orphelin qu'elle élèvera à ses frais. Bentinho, qui a trouvé au séminaire l'ami de sa vie, Escobar, fait son droit et épouse enfin Capitu. Dont il a un enfant. Qui grandit assez pour qu'on s'aperçoive d'une impressionnante ressemblance : cet enfant est le fils d'Escobar. Bentinho, déchiré et souriant, devient philosophe : sa plus grande amitié et son plus grand amour se sont réunis pour lui donner un fils. A vrai dire, la philosophie lui est naturelle. Il y a longtemps qu'il a dit : *« Mon jardinier affirme que, pour obtenir des violettes d'un parfum supérieur, il faut du fumier de porc. »*

Machado de Assis pousse son histoire à coups de petits chapitres (il y en a 148, dont certains d'une demi-page), un œil grave et l'autre souriant, sans jamais franchir la frontière au-delà de laquelle il faut appeler un chat un chat, un fripon un fripon. Que reste-t-il ? Une ironique douceur, une douce cordialité. Même quand le livre, qui ne se défend pas d'avoir l'âge qu'il a, glisse à l'ennui, c'est doucement, doucement.

LES PANIERS DE JONC

ON dit : Simenon et sa centaine de volumes comme on dit : l'*Empire State Building* et ses 320 mètres. Les 70 étages de l'œuvre de Marcel Jouhandeau ne font lever la tête à personne. Notez pourtant que l'édifice est loin d'être achevé. Laissez passer quelques années, Jouhandeau n'a que 69 ans et il écrit sans cesse. Mieux encore, toute sa vie a pour signification de faire de la littérature, de même qu'un fleuve est chargé de faire la mer.

On imagine cela : un homme destinant chacun de ses actes et chacune de ses paroles à devenir papier imprimé et, bientôt lié, désormais prisonnier, calculant sa vie en fonction de ce qu'elle doit produire, non seulement l'écrivant en même temps qu'il la vit mais, peut-être, la modifiant pour qu'elle puisse mieux s'écrire. Prisonnier ? Mais Jouhandeau doit compter parmi ceux pour qui être libre c'est être livre. Il est l'écrivain absolu. Vivre pour écrire : prendre l'expression *à la lettre*.

Jouhandeau se borne à décrire ? On pourrait tout aussi bien dire que l'auteur de *Chaminadour* est le moins observateur des écrivains français. A-t-il même des yeux ? Ne doutons pas qu'il invente sa propre vie. Et il l'invente parce qu'il n'aurait pas conscience d'exister s'il ne demandait à ce qu'il écrit de faire durer ce qu'il vient de vivre. C'est en écrivant qu'il se construit.

MARCEL JOUHANDEAU
Entre le ciel et l'enfer

Mort-vivant

Mais le présent devient du passé à travers l'écriture et, quand il se lit, Jouhandeau vit une seconde fois le fait noté, prononce de nouveau la parole enregistrée. Il se voit mort, détruit, il doit se reconstruire. Dans son premier livre (*La jeunesse de Théophile*) publié en 1921, on lit : « Il y avait au IVe siècle après J.-C. un solitaire qui faisait des paniers de jonc toute la journée et les brûlait le soir devant le soleil. » Jouhandeau écrit sans cesse parce qu'il doit chaque jour se refaire après s'être défait en se décrivant. A tout lendemain son panier de jonc. On lit dans *Les Réflexions sur la vieillesse et la mort* qui viennent de paraître (1) des expressions telles que : *« Je suis un mort-vivant... O la merveilleuse liberté que de se considérer comme passé... Vivre comme ne vivant pas, etc... »*

Quand Jouhandeau s'arrête d'écrire, il n'est plus rien, il ne vit plus. Il compare ce moment, dans *Les Réflexions*, à celui de la mort. Il reprend donc la plume et se regarde vivre.

L'un de ses derniers livres, *Jaunisse* (2), raconte qu'Elise a fait une chute dans l'escalier, que Marcel tient par les pattes et par le cou un coq qu'Elise plume, qu'Elle est obligée d'afficher le prix de ses loyers, qu'il rencontre Paul Léautaud et mille événements de cette taille glissés à la queue leu leu entre deux plus importants : la jaunisse de Monsieur Elise, le bras cassé de Madame Godeau, la fureur de l'un, la fureur de l'autre, leur commune et indiscernable férocité tendre. Et comment saurions-nous si cela est vrai, comment nous inquiéterions-nous de le savoir ?

Un écrivain qui se dit : « Je vais écrire cela » dès que *n'importe quoi* lui arrive, qui se le dit avant même que la chose soit arrivée et sans doute a suscité la chose afin de pouvoir écrire qu'elle a eu lieu, un tel écrivain ne laissera jamais la réalité et la vérité à leur place, il ne saura jamais où il se trouve par rapport à elles (devant, derrière, à l'extérieur, à l'intérieur ?) Il ne possédera plus la boussole que nous avons dans la poche : *ceci est objet, ceci est sujet*. De sorte que Jouhandeau, avec son air d'enregistreur et de photographe, de brandisseur de carnet de notes et de comptable, fabrique la réalité au lieu de lui abandonner le soin de s'accomplir.

Il dort quand il vit, il s'éveille pour écrire, il rêve la réalité, réalise le rêve. Et, finalement, les choses et les êtres prennent une consistance redoutable. Au-delà de ces opérations de chimie intérieure, l'imaginaire Chaminadour est plus réel que la ville réelle qui s'appelle Guéret.

A quoi Marcel Jouhandeau ajoute une opération morale qui a fait de lui une espèce de séducteur (celui dont on dit qu'il joue avec le feu) : un inquiétant écrivain, un frôleur, un joueur, un spécialiste du trouble. Telle est sa réputation et il y tient. Sa technique : passer entre les pôles moraux sans aller ni à droite ni à gauche comme une limaille de fer entre deux aimants. Mystique ou diabolique, beau ou laid, bon ou mauvais, chrétien ou païen, blanc ou noir ?

Rien de définitif

Tout commentaire de chacun des livres de Jouhandeau est tissé de ces questions. On s'acharne à vouloir répondre. Mais c'est la démarche même de Jouhandeau que de passer entre deux murs, deux idées, deux sentiments, deux choix, en frôlant la double paroi qui, loin d'enfermer sa morale, la libère et la continue, la recommence et la permet. Il nous dit depuis trente-six ans que rien n'est moralement définitif, que rien n'est ceci ou cela, qu'il n'y a pas de choix. Et s'il pousse le refus jusqu'au jeu, en brouillant les lois de son algèbre morale (il lui est arrivé en effet d'assurer que le signe + n'est rien d'autre que le signe — et réciproquement) il faut le mal lire pour s'en étonner. C'est merveille de voir un esprit glisser si constamment entre le blanc et le noir sans jamais se tacher de gris.

On trouve dans *Jaunisse* la même sûreté dans l'ambiguïté : *« Je me réveille au moins deux fois chaque nuit, une fois pour la maudire et une fois pour l'adorer »*, dit M. Godeau d'Elise. Et c'est toujours la même question : amour ou haine, férocité ou tendresse, sainteté ou damnation ? Chez Jouhandeau, le personnage répond au moraliste, l'écrivain à l'un et à l'autre. L'unité du comportement solidifie l'ambiguïté, la grandeur de l'écrivain amplifie les actes d'insecte de ses personnages. On croit un moment à une Comédie Humaine, puis à une sorte de théâtre onirique et il reste une œuvre.

Il semble que Jouhandeau s'acharne sur sa femme mais il la glorifie puisqu'il en fait Elise ; il a l'air de mystifier Guéret mais il en tire le mythe Chaminadour ; on dirait qu'il se détruit lui-même mais il construit M. Godeau. Ces trois cycles sont autant de mythes et la trame est pourtant unique : c'est Marcel Jouhandeau passant tour à tour entre le réel et le rêve, entre Balzac et Gide. Les dictionnaires n'en reviennent pas. Leur étiquette est impuissante quand elle déclare : *« Marcel Jouhandeau, néo-romantique mystique, toujours à mi-chemin entre le ciel et l'enfer. Né en 1888. »* Le dernier point, du moins, est clair.

Gabriel VENAISSIN.

(1) *Les Réflexions sur la vieillesse et la mort* (Ed. Grasset, 188 pages, 495 fr.).

(2) *Jaunisse, suivie de Elisaana* (Ed. Gallimard. 212 pages, 500 fr.).

HISTOIRE

Le harem de l'Empereur

HISTOIRE PITTORESQUE DE L'ALLEMAGNE

par Robert Courau. Ed. Plon. 500 p. et 410 p. 1.200 fr. par vol.

VOICI donc un phénomène rare : un historien avoue son désir de distraire ; un phénomène exceptionnel : il y parvient. Comment fonctionnait le harem de Frédéric II le Sicilien ? A quoi ressemblait une ville allemande du XVe avec ses banquiers, ses sorcières et ses artisans ?... Quelle éducation Luther reçut-il ? Que lisait Frédéric le Grand ? Qui Bismarck a-t-il aimé ? M. Courau, on le voit, prend délibérément le parti des trois ennemis de l'historien « sérieux » : l'amateur, l'anecdote et la vedette. Car l'historien d'aujourd'hui n'aime pas les histoires.

Et moins que toutes, celles de l'Allemagne. L'opinion publique d'une part, enfermée dans le conflit franco-allemand, l'Université d'autre part, ont volontiers abandonné depuis 1870 l'Allemagne aux historiens de droite comme Bainville et P. Gaxotte, en n'exceptant de leur indifférence que Canossa, où l'Empereur s'est humilié devant le Pape, Frédéric II parce qu'il était l'ami de Voltaire et Bismarck pour le comparer à Cavour.

Toutefois, en réaction contre les préjugés et les méthodes en faveur de nos jours, l'auteur s'est-il armé de toutes les précautions nécessaires? Certes, des notes abondantes permettent de vérifier qu'un savoir si aimablement présenté a été puisé aux meilleures sources. De plus, l'autonomie donnée aux différents épisodes de l'évolution germanique permet au lecteur de cueillir au gré de sa fantaisie les chapitres qui sollicitent son intérêt. Mais pourquoi sa curiosité ne s'adresserait-elle pas, plutôt qu'à Bismarck (70 pages), à Louis II de Bavière, par exemple, cet Hamlet-Roi représentant de l'Allemagne romantique à laquelle n'est consacré que quelques pages ? Comment cette curiosité se satisferait-elle des allusions indigentes à Bach et Wagner, à Goethe et Schiller, à Kant et Hegel ?

Il est regrettable que l'auteur, qui a su trouver le ton d'une évocation sans concession à l'enfantillage et à l'à-peu-près, n'envisage l'histoire de l'Allemagne que prussienne et surtout politique. Cette carence empêche de prendre à son ouvrage plaisant un plaisir sans mélange. M. Courau évitera-t-il cet écueil dans le troisième volume (1914-1945), qui annonce le récit de cette nouvelle guerre de Trente Ans ?

L'UN DES MEILLEURS ROMANS D'ANALYSE SUD-AMÉRICAINS
Dom Casmurro
DE
MACHADO DE 'ASSIS
vient de reparaître
dans une traduction de
FRANCIS DE MIOMANDRE
et RONALD DE CARVALHO
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

PAS DE PÉTROLE... PAS DE BAGNOLE
L'affaire de Suez a compromis le ravitaillement de la France en essence. Y a-t-il du pétrole en France, en Afrique du Nord et qui a intérêt à nous en évincer pour l'exploiter à son aise ? Quand pourrons-nous l'utiliser ? Quelle influence cette crise aura-t-elle sur les titres pétroliers qui constituent 20 % de l'activité de la Bourse ? La phrase de Clémenceau : *"Une goutte de pétrole vaut une goutte de sang"* est-elle toujours d'actualité ? Faut-il nationaliser le pétrole ? Toutes ces questions et bien d'autres trouvent leur réponse dans le magistral ouvrage de P. Fontaine : BATAILLE POUR LE PÉTROLE FRANÇAIS - Frs 495, chez tous les libraires et Éditions JE SERS - PARIS.

MAISON

Un lit douillet

UN bon tiers de notre vie se passe au lit. En hiver, surtout, il est indispensable de beaucoup et de bien dormir. Pour être confortable, un lit doit d'abord être douillet. Voici les deux solutions possibles :

● LE MATELAS CHAUFFANT : achat important (un matelas pour un lit d'une personne coûte 24.315 francs ; pour deux personnes : 35.575 frs, Rachet), mais presque miraculeux pour tous ceux qui ont des douleurs ou des rhumatismes, ainsi que pour les insomniaques. La chaleur répartie sur toute la surface du matelas permet aux muscles de se décontracter. Le matelas chauffe toute la nuit. Aucun danger d'accident.

● LA COUVERTURE CHAUFFANTE : basée sur le même principe, puisqu'elle fonctionne toute la nuit également, elle est utilisée seule sur le lit sans édredon. Un système de thermostat interrompt automatiquement le circuit si la couverture atteint une température excessive, ce qui évite tous risques d'accidents. Une boite de contrôle règle la température désirée (18.000 fr., Calor).

Si vous ne pouvez faire aucune de ces dépenses :

● Prendre un bain de pieds chaud.

● Dormir avec des chaussettes si possible en soie.

● Eviter de porter du nylon pour dormir, c'est le moment ou jamais de ressortir le vieux pyjama de finette, ou une chemise de nuit en soie naturelle.

● Enfin, si l'on doit dormir vraiment dans un endroit glacial, et si l'on en a le courage, employer le système des prisonniers pendant la guerre : dormir nu entre deux couvertures. Résultat éprouvé et garanti.

SOLDES

CHAQUE semaine, nous indiquons ici les magasins qui soldent. Où que vous vous adressiez, trois conseils : présentez-vous de bonne heure, et le plus tôt possible. Munissez-vous d'argent liquide. N'achetez que ce que vous aurez eu envie d'acheter, même si le prix n'est pas démarqué.

Pour les enfants

● CADDIE, 112, avenue Victor-Hugo (à partir du 10 janvier).
● PAMPLEMOUSSE, 183, bd Saint-Germain (du 9 janvier au 15 février).
● ROBINSON, 240, fg Saint-Honoré.
● MALBOROUGH, 59, rue Saint-Lazare (21 au 31 janvier).

Pour les hommes

● BEAUGÉ, 36, avenue de Clichy (jusqu'au 31 janvier).
● BOIMANT, 26, rue de la Pépinière (bonneterie dames et hommes).
● ELYBER, 41, rue de Berri (à partir du 21 janvier).

UNE IDEE : Jack ROMOLI, 38-40, avenue Victor-Hugo, propose un ensemble comprenant : un complet, une paire de chaussures italiennes, une chemise, une cravate, une paire de chaussettes, pour 38.000 fr.

Pour les dames

● JOSSAY, 240, fb Saint-Honoré (pulls et vestes grosses mailles).
● CHLOÉ, 15, rue de Miromesnil (robes et jupes), samedi 26 janvier.
● JACQUELINE-ANDRÉ, 3, rue de Sèvres (tricots, chemisiers, jupes, à partir du 23 janvier).
● RAYMONDE, 51, bd de Strasbourg et 48 *bis*, rue de Rivoli (couture fourrures) jusqu'au 26 janvier.
● MARIE-LOUISE, 52, Champs-Elysées (à partir du 15 janvier).
● ROSE LANDAIS, 2, avenue Mozart (17, 18 et 19 janvier). Prêt à porter.
● LYNE CAROL, 45, rue de la Chaussée-d'Antin (20 janvier à fin février).
● ORVAL, couture (articles sport), 45, Chaussée-d'Antin (20 janv. à fin février).
● RENÉE COLLARD, 1, rue du faubourg Saint-Honoré (robes et ensembles tricot, jersey, flanelle) (à partir du 15 janvier).
● CÉLINE BERTIN, 20, avenue Victor-Hugo (Janvier).
● CLAUDE RIVIÈRE, 75, Fg Saint-Honoré (robes, tailleurs, manteaux).
● PERLENE, 77, Fg Saint-Honoré (robes et manteaux).
● MERCEY, 50, avenue Victor-Hugo (tricots hommes et dames).
● GALATÉE, 73, rue de Passy (laines chemisiers, cardigans), jusqu'au 20 janvier.
● ANNE VALERIE, 11, Fg Saint-Honoré (couture, sport, daim, ski) (janvier).
● HENRY A LA PENSÉE, 5, Fg Saint-Honoré (jusqu'au 10 février).
● HORTENSE ET VÉRONIQUE, 10, rue Vignon (robes lainage et cocktail, manteaux, tailleurs, deux-pièces, pulls, jupes), (janvier).
● NINA RICCI, 20, rue des Capucines (23 janvier, 9 h. 30 à 13 h. 30). Solde ses modèles des collections Hiver.
● PIERRE BALMAIN, 44, rue François-Ier (jusqu'au 23 janvier).
● DUBOST, 6, rue Royale (sacs haute couture).

A Toulouse

● PYRÉNÉES - SPORTS, Passage des Grands-Boulevards (bas et lingerie pour dames) (janvier).

A Lille

● DANIEL POLLET, 33, rue Neuve (robes, tailleurs, manteaux, janvier et février).
● MARIE-FRANCE, 33, rue Neuve (pulls, chemisiers, lingerie, ensembles, jupes, janvier).
● AU BÉGUINAGE, 58, rue Nationale (manteaux, robes, articles sport, pulls) (à partir du 20 janvier).

OH !...

NOUS émettions, la semaine dernière, le vœu que les modistes renoncent à se suicider en créant des monstres et trouvent une formule moderne de « couvre-chef » en harmonie avec le style des vêtements et de la vie des femmes d'aujourd'hui condamnées à se déguiser, foulard sur la tête, en « réfugiées-sur-un-quai-de-gare ». Hélas ! ce ne sont pas les premières collections de printemps qui ranimeront la foi vacillante des porteuses de chapeau.

Voici ci-dessus l'un des objets proposés à leur concupiscence. Est-il bien sérieux, ensuite, de gémir parce que sept Françaises sur dix vont tête nue ?

SKI

LES sports d'hiver ne sont plus un luxe réservé à une minorité. Le gouvernement a même songé à allouer chaque année, aux salariés, un deuxième billet de congés payés pour permettre aux fervents de la montagne de partir l'hiver.

Débutant (voir Essais) ou expérimenté, un skieur doit se préoccuper : d'abord de ses pieds, des skis et de leur fixation, puis du froid, de l'imperméabilité, du confort de ses vêtements, enfin de son élégance.

Avec 15.000 francs pour acheter chaussures et pantalon, il vaut mieux consacrer 10.000 francs aux chaussures et 5.000 francs au pantalon que le contraire.

Les pieds

Les bons skieurs ne sont jamais mal chaussés. Les trois points importants sont : l'imperméabilité et le confort, la circulation du sang, le maintien de la cheville et de la voûte plantaire.

De plus en plus les fabricants construisent les chaussures de ski comme des chaussures orthopédiques. Cette année deux tendances :

● Les chaussures à double tige qui sont en réalité deux chaussures en une permettant de serrer la cheville à la perfection. Elles montent haut et permettent aux skieurs un maximum d'« avancée » sans crispation du pied. En France, elles sont fabriquées en particulier par Le Trappeur (Trappeur Vallée Blanche, 9.600 francs, chez Tunmer, place Saint-Augustin ; Trappeur Pilote, 9.950 francs, chez Jacques Maraut, 175, boulevard Pereire).

● Les chaussures à voûte régulatrice. Elles comprennent une voûte plantaire en aluminium qui épouse la cambrure du pied et évite la →

JAMIQUA
Boutique - Couture
6, RUE MARBEUF

Pour vous madame,
les meilleurs modèles des grandes marques
en soutien-gorge
lingerie
gaines
bas sont sélectionnés chez
CANCAN 76, CHAMPS-ELYSEES Lido - Paris

nos enfants sont chaussés par ÉSSÉ
la grande marque des petites chaussures
Demandez la liste des dépositaires et le catalogue H à :
ÉSSÉ
11, rue des Cordeliers
PAU (B.-P.)

Habiller un sol, un escalier ?
Du classique, du moderne ?
Du linoléum, du bulgomme, du caoutchouc en tapis et dallages, des plastiques divers ?
Consultez :
PARIS-RUBBER
111, rue Lemercier (17e) - MAR. 32-78
Conseils et devis gratuits
PRIX SPECIAUX AUX LECTEURS DE « L'EXPRESS »

MANBY
19 rue AUBER - PARIS 9e
2 chaussée de la MUETTE - PARIS 16e
9 et 14 avenue V. HUGO - PARIS 16e
13 rue VAVIN - PARIS 6e
LILLE, 44 rue de Paris
BORDEAUX, 57 cours de l'Intendance
Le Premier Spécialiste de Vêtements pour Enfants
SOLDES...
ne conservant pas ses articles d'une saison sur l'autre
MANBY RÉALISE SON STOCK D'HIVER
AVEC DES RABAIS allant jusqu'à 50% ET PLUS
OUVERT DE 9h30 à 12h et de 14h30 à 18h30

crampe, bien connue des skieurs, du dessous du pied. Un inconvénient, elles sont encore très chères (Pépin-Henke, 12.000 francs, chez Pépin, 136, boulevard Saint-Germain).

Pour être parfaitement confortable, le pied doit toucher le bout de la chaussure quand celle-ci est portée avec une grosse paire de chaussettes de laine et une fine. En position d'« avancée », l'orteil ne doit plus toucher. Le pied doit « remplir » le soulier sans être compressé. S'il n'est pas assez serré, on risque, en laçant très fort pour le maintenir, de couper la circulation.

Un conseil : essayer de porter, sous les chaussettes de laine, des chaussettes de soie. Les seules facilement trouvables sont les chaussettes de smoking pour homme.

Les fixations

Beaucoup d'hommes hésitent à faire du ski par crainte d'une fracture qui interromprait leur activité professionnelle. Cependant, le médecin d'une station de sports d'hiver a déclaré l'année dernière qu'il craignait que les fixations de sécurité ne compromettent sa carrière... En effet, le nombre de fractures qu'il avait eu à soigner au cours de la saison, atteignait à peine 3 % pour les skieurs ayant des fixations de sécurité.

Lancées il y a deux ans, les fixations de sécurité sont maintenant parfaitement au point et se généralisent de plus en plus. C'est une véritable assurance qui ne coûte que 5.000 francs.

● LA NOUVEAUTÉ : Jusqu'à présent, la fixation sautait en cas de torsion du pied sur le côté, cette année un nouveau système de câble permet à celui-ci de sauter en cas de chute vers l'avant (Sky Free, 5.000 francs chez Tunmer ; La Lama Paracass, 6.300 francs, chez Pépin : Tyrolia, 4.750 francs, Jacques Maraut).

Le froid

Le froid est le principal ennemi des débutants, il peut dégoûter du ski à tout jamais. Pour l'éviter :

● LA NOUVEAUTÉ : Les nouveaux sous-vêtements en soie ; remarquablement chauds, ils sont encore relativement coûteux : le collant d'homme, 6.200 francs ; dame, 5.550 francs ; le maillot de corps homme, 3.000 francs ; dame, 3.450 francs (Jacques Maraut). Il existe également pour dame des collants en nylon Hélenca qui prennent le pied. Très commodes car ils ne plissent pas sous le pantalon (2.600 francs, Hélenca, 8, rue Royale).

● LES MAINS : Les gants sont toujours préférables aux moufles pour les skieurs, ils permettent de ne pas se déganter pour mettre les skis ou les enlever. Une idée ingénieuse : des gants dont la main gauche comprend sur le dessus une poche à fermeture éclair pouvant contenir le ticket de remonte-pente (1.700 francs en cuir noir chez Tunmer). Il est toujours préférable sous les gants de cuir de porter une paire de gants de soie, à condition de ne pas les mouiller en assurant ses fixations (en noir, 990 francs au Petit Matelot, 27, avenue de la Grande-Armée).

● LES OREILLES : Le problème est maintenant parfaitement résolu pour les femmes avec la mode des cagoules en jersey ou des passe-montagne (passe-montagne en laine fine tricotée, 725 francs, Tunmer). Pour les hommes, il y a peu de coiffures satisfaisantes, la meilleure solution demeure une bonne capuche à l'anorak, couvrant le menton.

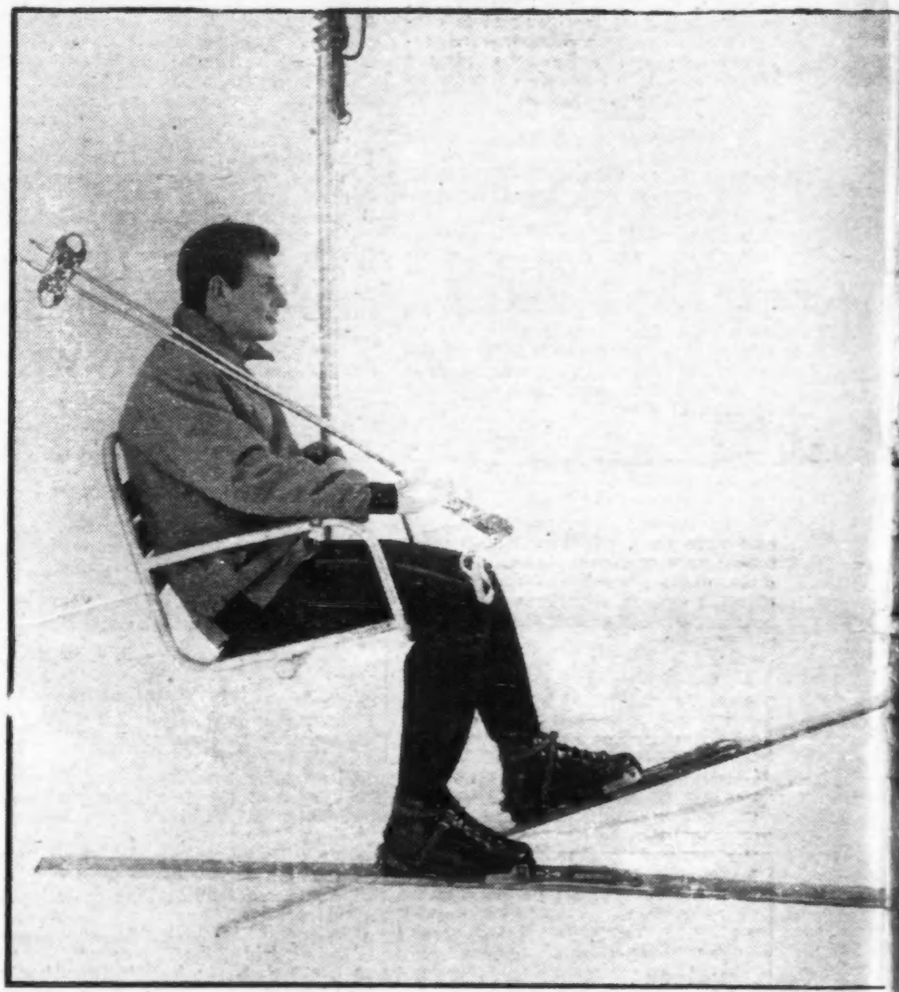
● LES CHANDAILS : La superposition de chandails fins est toujours plus efficace qu'un seul gros tricot. Pour être chauds, les lainages doivent être amples. Le col roulé est souvent trop chaud dès que l'on rentre dans une maison.

● L'IMPERMÉABILITÉ : Tous les vêtements destinés aux sports d'hiver doivent être rigoureusement imperméables. La nouveauté dans ce domaine est l'emploi de tissus de nylon enduit pour les anoraks (blouson d'homme en nylon enduit bleu roi, 9.900 francs. Au Petit Matelot ; anorak en nylon enduit rouge et bleu, 7.750 francs, Jacques Maraut). A éviter : la « Parka » (sorte d'anorak de l'armée américaine descendant jusqu'aux genoux), inesthétique pour les bons skieurs dont elle cache les jambes et pour les débutants, se transformant en sac à neige en cas de chute.

L'élégance

Il y a chaque année une mode : cet hiver les skieurs sont bleus : bleu ciel et bleu Air France pour les femmes, bleu roi et bleu marine pour les hommes. Le rouge se fait surtout en pantalon, mais on le voit rarement sur les pistes.

● LES NOUVEAUTÉS : Le blanc glacier, qui est une popeline blanc bleuté (le blanc pur paraît sale sur la neige) (anorak



Les bons skieurs ne sont jamais mal chaussés...

LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS CES PAGES SONT LIBRES DE TOUTE PUBLICITÉ

POUR LE SKI
TUNMER
CHAUSSURES de Ski, Waterproof noir doublé, rembourrage mousse, fabrication Le Trappeur.
Pr Enfants 4.500 et 3.950
Pour Dames 5.900
Pour Hommes .. 6.300
CATALOGUE ILLUSTRÉ SUR DEMANDE
Magasin ouvert lundi, après-midi.
TUNMER VOUS EQUIPE
5, PL. SAINT AUGUSTIN PARIS

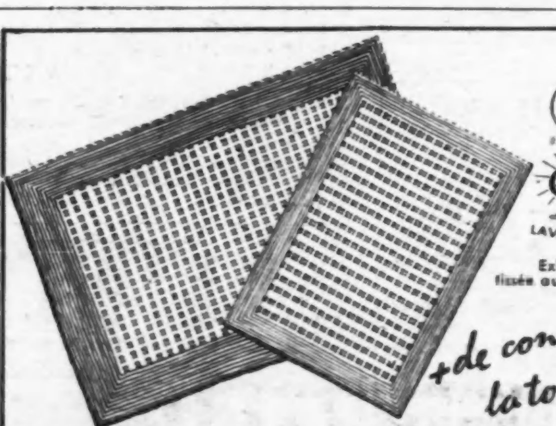
FUSEAUX et PANTALONS
DAMES ET MESSIEURS
de 4.950 à 14.350 fr.
JACQUES MARAUT
spécialiste
175, bd PEREIRE
WAG. 29-76

SPORTS D'HIVER

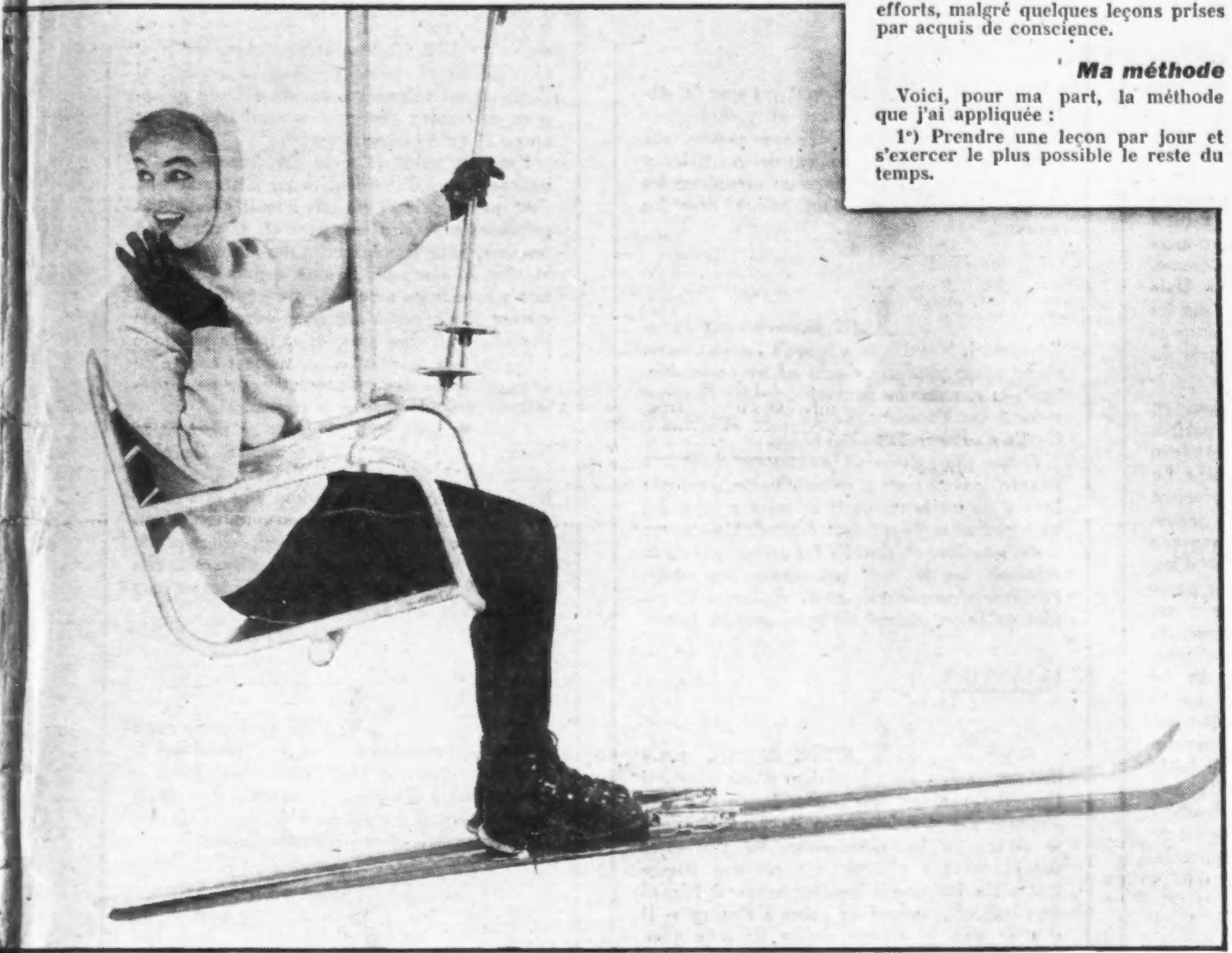
Départs chaque samedi jusqu'à Pâques par trains de neige rapides. Vers les prestigieuses stations françaises et étrangères
● ALPES et PYRENEES
● TYROL AUTRICHIEN
● ALPES BAVAROISES, SUISSES et ITALIENNES
Forfaits de 6 - 8 - 10 - 12 - 17 jours
A partir de 13.900 fr.
Brochures gratuites et renseignements
COMPAGNIE FRANÇAISE DE TOURISME
18, place de la Madeleine PARIS
RIC. 77-09

FONDÉ EN L'AN 1790
PETIT MATELOT
Sports d'hiver
Sélection de vêtements et bonneterie de haute qualité
ENSEMBLES - FUSEAUX GABARDINE IMPERMEABLE ET ANORAKS MODE
Prix spécial pour les lecteurs
9.900 francs
27, avenue Grande-Armée - 16e

Plusieurs modèles d'après-ski confortables et élégants à partir de 13.900 f.
ROBIN
PRÊT A PORTER TAILLEUR
32, avenue de l'Opéra
OPE. 20.46 PARIS



OUI MADAME C'est LE VÉRITABLE Everwear Candlewick
LAVABLE GRACE A LUX
FABRICATION FRANÇAISE
Exigez la Vignette tissée au dos de chaque tapis
+ de confort pour la toilette et le bain
GRACE AUX FAMEUX PETITS
TOUT COTON MOELLEUX ABSORBANT LAVABLE GRAND TEINT
TAPIS DE BAIN CANDLEWICK
CRÉÉS PAR Everwear Candlewick
74x48 1.490 f.
100x70 2.990 f.
SE FAIT EN TOUS COLORIS
AU BLANC
EN DÉMONSTRATION au Printemps



Le froid est le principal ennemi des débutants (Equipement Jacques Maraut)

blanc glacier en popeline doublé peluche de nylon avec capuchon bordé d'une queue de renard, 9.400 francs, chez Jacques Maraut ; anorak blouson à cagoule séparée forme tonneau en popeline blanc glacier, (12.000 francs, chez Pépin).

L'Elastiss : de couleur pour les pantalons. Ce tissu tissé nylon et laine offre l'avantage d'être extensible, de tomber admirablement, de suivre tous les mouvements du skieur sans se déformer. Les fuseaux traités dans ce tissu sont à recommander en particulier en confection, parce que l'Elastiss « prête » facilement de un ou deux centimètres. Un fuseau en Elastiss coûte entre 13.000 et 15.000 francs. Le choisir si possible avec un sous-pied en tissu. Attention : pour éviter les accidents, quand on le donne à nettoyer, prévenir le teinturier que le tissu comporte du nylon.

Mais l'élégance, surtout pour les débutants, doit être discrète. Les fuseaux foncés sont beaucoup moins agressifs, en cas de chute, que les clairs.

Enfin, le noir reste le favori des vrais skieurs.

Pour l'après-ski, toutes les fantaisies sont permises, mais le pantalon est toujours plus à sa place que la jupe dans un chalet de montagne.

ESSAIS

Le ski, quand on débute

UNE jeune femme qui appartient à l'équipe de Mme Express a mis cette semaine à l'essai... le ski. Voici les résultats de ses expériences personnelles :

Je n'ai pas écouté les pessimistes qui m'ont dit : « Comment ! vous avez 25 ans, vous n'avez jamais fait de ski, et vous voulez en faire pendant les huit jours que vous passerez à la montagne ? Mais c'est de la folie ! »

J'ai refusé de croire que ma souplesse laisserait peut-être à désirer, que mes réflexes seraient mauvais, que j'aurais peur, etc... Et je suis revenue « emballée » par le ski, sans complexes et sans jambe cassée.

Je reconnais pourtant qu'il est des erreurs à ne pas faire :

Deux attitudes extrêmes sont à déconseiller :

La première consiste à avaler sa salive (péniblement en général) et à s'élancer à la suite des autres sur une piste trop difficile, en se disant : « J'arriverai bien au bout ; le tout est de ne pas avoir peur ». Eh bien ! non, on n'arrive pas forcément au bout, et surtout on n'arrive pas à suivre les bons skieurs. On fait en trois heures ce qu'ils font en une demi-heure et il se peut, surtout en décembre, que l'on soit surprise par la nuit, seule et découragée sur une piste inconnue, fataliste enfin, c'est-à-dire résignée à l'accident.

La seconde consiste à avoir le complexe du débutant, à la fois hargneux et humble, qui dit : « Oh ! ce n'est même pas la peine, je n'y arriverai jamais », et de regarder les heureux mortels qui vous arrivent ailés des sommets pour s'arrêter à quelques pas de vous dans un christiana brutal — avec rancœur... et peur. Vous végéterez alors sur des petites pistes de débutants, ne prenant aucun risque, persuadée de l'inutilité de vos efforts, malgré quelques leçons prises par acquis de conscience.

Ma méthode

Voici, pour ma part, la méthode que j'ai appliquée :

1°) Prendre une leçon par jour et s'exercer le plus possible le reste du temps.

2°) Ne jamais skier seule, et prendre si possible les leçons à deux. La présence d'un autre débutant stimule : s'il a peur, son ridicule incite au courage ; s'il est courageux on surmonte sa peur.

3°) Ne pas lésiner sur l'équipement : en particulier les chaussures qui doivent être parfaitement adaptées à votre pied, et les skis qui doivent être bien fartés et de la longueur requise. Quand on commence tard, il faut mettre toutes les chances de son côté.

4°) Vaincre petit à petit tous les réflexes conditionnés par la peur. Exemple : lorsque vous vous sentez un peu entraînée par la vitesse, ne vous rejetez jamais en arrière, mais au contraire portez le poids du corps en avant. Cela a été ma première victoire, la première fois où j'ai vraiment compris que l'on aime skier : c'est-à-dire foncer, avoir envie de dévorer la piste, d'aller au-delà de sa peur.

5°) Enfin, puisqu'on n'est plus un enfant (qui n'a pas peur parce qu'il ne réfléchit pas), il vaut mieux essayer de comprendre, de « raisonner » son équilibre par rapport aux skis et à la pente. Les moniteurs intelligents le savent et vous l'expliquent en général.

En suivant ces quelques principes, je me suis amusée autant que les « champions » et je n'ai pas eu l'impression d'être rejetée de la communauté des skieurs qui regardent avec mépris ceux qui, désœuvrés, attendent l'heure du bar et de la danse, sans comprendre que lorsqu'on skie, on ne se couche jamais après minuit.

RECETTE

La crème vénitienne

— 1/4 de litre de lait. — 3 œufs. — 50 gr. de sucre. — 1/2 bâton de vanille.

● Faire bouillir le lait avec le bâton de vanille ● Casser les œufs en séparant les blancs des jaunes ● Mettre dans une casserole au bain-marie les jaunes d'œufs et le sucre ● Les travailler un peu ensemble et verser le lait petit à petit tout en continuant de mélanger avec une cuillère de bois ● Battre les blancs d'œufs en neige très dure ● Incorporer peu à peu la totalité de ces blancs à la crème, alors que celle-ci est encore chaude (il faut cinq minutes environ pour que tout le blanc d'œuf soit absorbé) ● Verser la crème chaude dans des petits pots ● La laisser refroidir et la mettre au frais ● A consommer quelques heures après ou le lendemain.

Cette crème doit être faite entièrement dans un bain-marie dont l'eau ne cesse pas de bouillir.

PAS CHER

PAYER cher une paire d'après-ski que l'on portera quelques jours, est particulièrement coûteux.

Partir à la montagne sans après-ski est impossible.

Ceux que nous avons trouvés pour vous, jolis et confortables, blancs, bien fourrés, ne sont vraiment pas chers à 2.000 francs (Prisunic).

Et ils ne font pas un grand pied.

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.

Contre le froid...
1 seul remède
CALFEUTREZ
vos portes,
vos fenêtres
CALFEUTREX
19 Rue Margueritte Paris-17e

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

14 JANVIER

L'HISTOIRE accélérée que nous vivons prend des temps, ces jours-ci, s'arrête entre deux répliques, se repose un peu entre deux malheurs — ainsi lorsque la conversation tombe et qu'il y a des silences, on dit : « Un ange passe... » Je doute si c'est un ange qui passe en ce moment à travers notre drame. Le sûr est que tout continue de pourrir. Mais l'issue de la partie engagée par nous dans les couloirs de l'O.N.U. tient nos esprits en suspens et nous détourne de suivre les progrès du « pourrissement ».

Cette histoire qui traîne un peu, nous en pouvons mieux juger, comme il arrive parfois au théâtre. Ainsi il a pris fantaisie à Jean Vilar, l'autre soir au T.N.P., de donner « Le Mariage de Figaro » dans un mouvement ralenti. Si la pièce était bonne, elle y gagnerait à coup sûr. La preuve, c'est qu'elle y gagne en effet là où il y subsiste quelque chos d'humain : la Comtesse se détache du reste parce que de tous ces fantoches, elle seule a un secret. Il faut dire que le côté « tigresse refoulée » de Mme Silvia Monfort est bien plaisant. Tant qu'elle demeure en scène, on ne s'ennuie pas. Mais le reste du temps, que le temps nous dure ! Quand il faut brûler les planches pour qu'une pièce passe, c'est qu'elle a du vide à cacher. Nous avons tout le loisir au T.N.P. de manier cette jolie vieille soie trouée, où les paillettes demeurent attachées encore, ce clinquant dont les feux à la veille de 89 furent ceux d'une aurore et d'un crépuscule.

★

JE songe à l'autre pièce ralentie dans l'attente du verdict de l'O.N.U. L'étoffe de notre histoire, c'est trop peu dire que nous n'en avons pas plein la main : elle se défait, à peine la touchons-nous. Le 6 février, l'arrestation de Ben Bella, le coup de Suez, ce sont les déchirures les plus visibles dans la trame, mais elle s'en va de partout.

Et pourquoi tout irait-il mieux tout à coup ? Qu'attendez-vous ? Qu'espérez-vous ? Si nous gagnons à l'O.N.U., que gagnerons-nous d'autre qu'un répit, et que ferez-vous de ce répit ? Si nous ne changeons pas les hommes, par quel miracle les méthodes changeraient-elles ? M. Robert Lacoste sécrète une politique Lacoste et quelle autre serait-il capable de sécréter ?

LE vrai est que la stabilité ministérielle en France est pathologique comme l'est l'instabilité. Révérence gardée, cela ressemble assez au relâchement des entrailles et à leur paresse qui sont dans un organisme les signes contradictoires d'un même désordre profond.

★

LE gouvernement socialiste actuel, ivre d'échecs jusqu'à l'euphorie, ne titube même plus parce qu'il est irremplaçable. Seule la catastrophe pourrait imposer l'homme redouté ou l'homme détesté : le général de Gaulle ou Pierre Mendès France.

Encore faudrait-il que la catastrophe fût à la mesure de cette peur et de cette haine, pour que l'excès de malheur forçât la main à ceux des parlementaires de qui tout dépend. Mais même alors, peut-être seraient-ils les prisonniers de la calomnie qu'ils ont eux-mêmes orchestrée. Peut-être n'oseraient-ils avoir recours à l'innocent qu'ils ont chargé de leurs propres fautes.

15 JANVIER

CETTE histoire, notre histoire, se déroule à l'intérieur d'une autre qui l'enveloppe et qui finalement décidera d'elle. J'ignore s'il y a beaucoup de Français pour se réjouir en lisant, ce matin, les gros titres des journaux : « Hongrie : malaise persistant » ; « Pologne : hostilité accrue à l'égard de l'U.R.S.S., menace de grève à Poznan ». Il y a de quoi se réjouir, certes, de cette assurance qui nous est donnée que l'homme résiste au système, qu'un peuple a réellement une âme et que ce n'est pas un mythe. Mais il y a aussi de quoi trembler, car si le feu prenait à cet endroit de l'Europe et gagnait Berlin...

★

L'U.R.S.S. ne reculera pas. Elle ne peut pas reculer. Nous sommes tellement de cœur et d'esprit avec l'héroïque Hongrie, qu'il nous échappe qu'à Budapest la répression russe, toute cruelle qu'elle est, ne constitue pas un attentat de style stalinien. Elle n'offre aucun caractère commun avec les abominations de Katyn, par exemple, ou les procès de 1935-38. C'est un acte politique qui n'est ni stalinien ni même proprement russe : il s'agit ici du réflexe normal de défense qu'oppose un empire, dès qu'il se croit menacé sur un point qu'il estime essentiel.

Dans cet ordre, la seule différence entre les nations libres d'Occident et un Etat marxiste, c'est que ce dernier n'a pas à tenir compte des principes ni à s'en embarrasser. Il n'a pas à recourir, pour les tourner, à des ruses de vocabulaire, comme nous faisons, quand nous sommes nous-mêmes acculés à des répressions. Et surtout il n'a pas à ménager cette partie de l'opinion qui, chez nous, exige que la politique à l'égard des peuples qui dépendent encore de nous, s'inspire de la démocratie que nous professons et dont nous nous réclamons.

Ce n'est pas à Staline qu'en ce moment la Hongrie et la Pologne ont affaire. Ce n'est même pas à Lénine ou à Trotsky. C'est à la Russie de Pierre le Grand dont tout le système défensif risque d'être remis en question et qui ne reculera devant rien pour empêcher qu'une brèche s'ouvre. Si jamais elle s'ouvrait, elle serait colmatée avec autant de cadavres que l'exigerait le destin.

★

AINSI se déroule notre drame, tout enveloppé d'un plus grand qui le contient. Ainsi nos petits hommes s'agitent et cassent tout à l'intérieur de notre wagon particulier ; mais il est entraîné, Dieu sait où, sur les mêmes rails avec beaucoup d'autres.

★

CETTE histoire totale, je doute qu'elle soit la seule vraie. Au-delà de « l'histoire dite par un idiot, pleine de fracas et de furie et qui ne signifie rien... » dont parle Macbeth, un travail se poursuit, un ferment agit dans la pâte humaine, et cette espérance est indestructible, dont débordent les plus humbles cœurs : mystérieuse joie que la mort même, qui nous talonne toute notre vie, ne parvient pas à conjurer, d'où vient-elle et qui est-elle ? Je crois qu'il existe une autre histoire que l'Histoire : la mienne, la vôtre — autant d'histoires que d'êtres humains. C'est le secret des romanciers ; et chacune d'elles contient les éléments d'un chef-d'œuvre irremplaçable.

F. M.

(*Copyright* « L'Express ».)

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
81, Champs-Elysées, PARIS-VIII°. Tél. : ELY. 88-51

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique : 10 francs.
Italie : 250 lires.

Abonnements (1 an)

France, Union française : 3.000 francs.
Etranger : 3.500 francs.

PAR AVION

3.800 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
4.400 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U. R. S. S., Yougoslavie.
5.100 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
5.800 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Libye, Syrie.
6.400 fr. - Congo belge, Ethiopie.
7.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie, Afrique du Sud.
8.500 fr. - Canada, Etats-Unis.
9.500 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
12.700 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 fr.
Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

Administration, publicité, vente :
37, Champs-Elysées, PARIS-VIII°. Tél. BAL. 19-68.
Administrateur : J.-F. Coblence.

Bientôt dans « L'EXPRESS »

« LE CONCOURS IMPRÉVU »

- *Un concours comme vous n'en avez jamais vu*
- *Des prix comme vous n'en avez jamais gagnés*

Premier prix : L'EXPRESS paiera vos impôts